



unieri

United Nations
Interregional Crime and Justice
Research Institute

Voix de Résilience

**Une Analyse Genrée des
Besoins pour la Prévention
de l'Extrémisme Violent au
Sahel**

Supported by

KOICA

Korea International
Cooperation Agency

Voix de **Résilience**

Une Analyse Genrée des
Besoins pour la Prévention de
l'Extrémisme Violent au Sahel

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Les opinions, constatations, conclusions et recommandations exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) ou de toute autre entité nationale, régionale ou internationale. La présente publication ne constitue pas une approbation par l'UNICRI de ces opinions ou conclusions. Les désignations utilisées et la présentation des éléments dans cette publication ne sont en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un quelconque pays, de son territoire et des villes ou régions placées sous son autorité, ni du tracé de ses frontières ou limites. Les contenus de cette publication peuvent être cités ou reproduits, à condition de mentionner la source des informations.

REMERCIEMENTS

Le présent rapport a été réalisé grâce au généreux soutien de l'Agence de coopération internationale de la République de Corée (KOICA). Il a été rédigé par Margherita Sofia Zambelli, consultante de l'UNICRI sur l'égalité des genres, avec le soutien essentiel et les contributions d'Alice Roberti, chargée de recherche de l'UNICRI, El Mokhtar Aoufa, Garba Abdoul Azizou et Yacouba Berthe, chercheurs locaux de l'UNICRI, et sous la direction générale de Manuela Brunero, chargée de programme à l'UNICRI. Nous remercions tout particulièrement Tijani El Kerim, consultant de l'UNICRI, pour son soutien essentiel tout au long du processus de recherche.

L'UNICRI souhaite remercier les nombreux réviseurs et commentateurs pour leur contribution, en particulier Mane Ahmed et Helen O'Connell.

Nous remercions tout particulièrement Marina Mazzini pour l'édition et Antonella Bologna pour la conception graphique.

L'UNICRI tient à exprimer sa gratitude aux membres des communautés locales, aux autorités locales et nationales, aux experts et aux représentants de la société civile, ainsi qu'aux organisations régionales et internationales qui ont participé aux consultations et aux entretiens et dont les expériences et les points de vue ont alimenté cette publication.

Copyright © novembre 2023, Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI)

Tel : + 39 011-6537 111 / Fax : + 39 011-6313 368

Site web : www.unicri.org

Courriel : unicri.publicinfo@un.org

Avant-Propos

La paix et la sécurité dans la région du Sahel reste insaisissable et préoccupante pour la communauté internationale, dans un contexte d'instabilité permanente, où la violence omniprésente et la compétition pour l'accès aux ressources essentielles ont perturbé les communautés locales. La région continue d'être affligée par des défis multidimensionnels, aggravés par la pauvreté endémique, l'inégalité, l'extrémisme violent et le terrorisme, où les groupes extrémistes violents exploitent aisément les doléances existantes et les conditions locales difficiles.

Dans cet environnement instable, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) s'est engagé à renforcer la résilience des communautés et des institutions dans la région du Sahel depuis 2015. L'une des priorités stratégiques de l'UNICRI est d'aider les États membres à mieux comprendre les menaces émergentes et en évolution, et de les soutenir dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation. Cela correspond à l'accent mis par l'UNICRI sur l'Objectif de Développement Durable 16, qui promeut des sociétés pacifiques et inclusives, l'accès à la justice pour tous, ainsi que des institutions efficaces, responsables et inclusives. De plus, l'UNICRI intègre à ses programmes

les thèmes transversaux de genre, de changement climatique et de jeunesse, qui sont essentiels à la prévention de l'extrémisme violent (PEV).

Le travail de l'Institut en matière de PEV au Sahel est façonné par des initiatives pertinentes et efficaces ancrées dans les réalités quotidiennes des individus. Les femmes, les filles, les hommes et les garçons font face à des défis distincts. C'est pourquoi l'UNICRI s'engage à renforcer la perspective de genre dans ses initiatives de PEV pour une programmation efficace.

En 2023, avec le soutien de l'Agence de coopération internationale de la République de Corée (KOICA), l'UNICRI a mené une initiative de collecte de données au Mali, en Mauritanie et au Niger pour élaborer des principes directeurs pour les futures interventions en prévention de l'extrémisme violent. La collecte de données s'est concentrée sur l'accès aux services, les rôles de genre, les préoccupations en matière de sécurité, en tant que facteurs cruciaux affectant la résilience et la prévention de l'extrémisme violent. Grâce à des visites approfondies sur le terrain, l'UNICRI a collaboré avec un large échantillon d'acteurs, parmi lesquelles on retrouve des membres des communautés, des autorités nationales et locales, des chefs religieux, des experts en sécurité, des représentants d'organisations

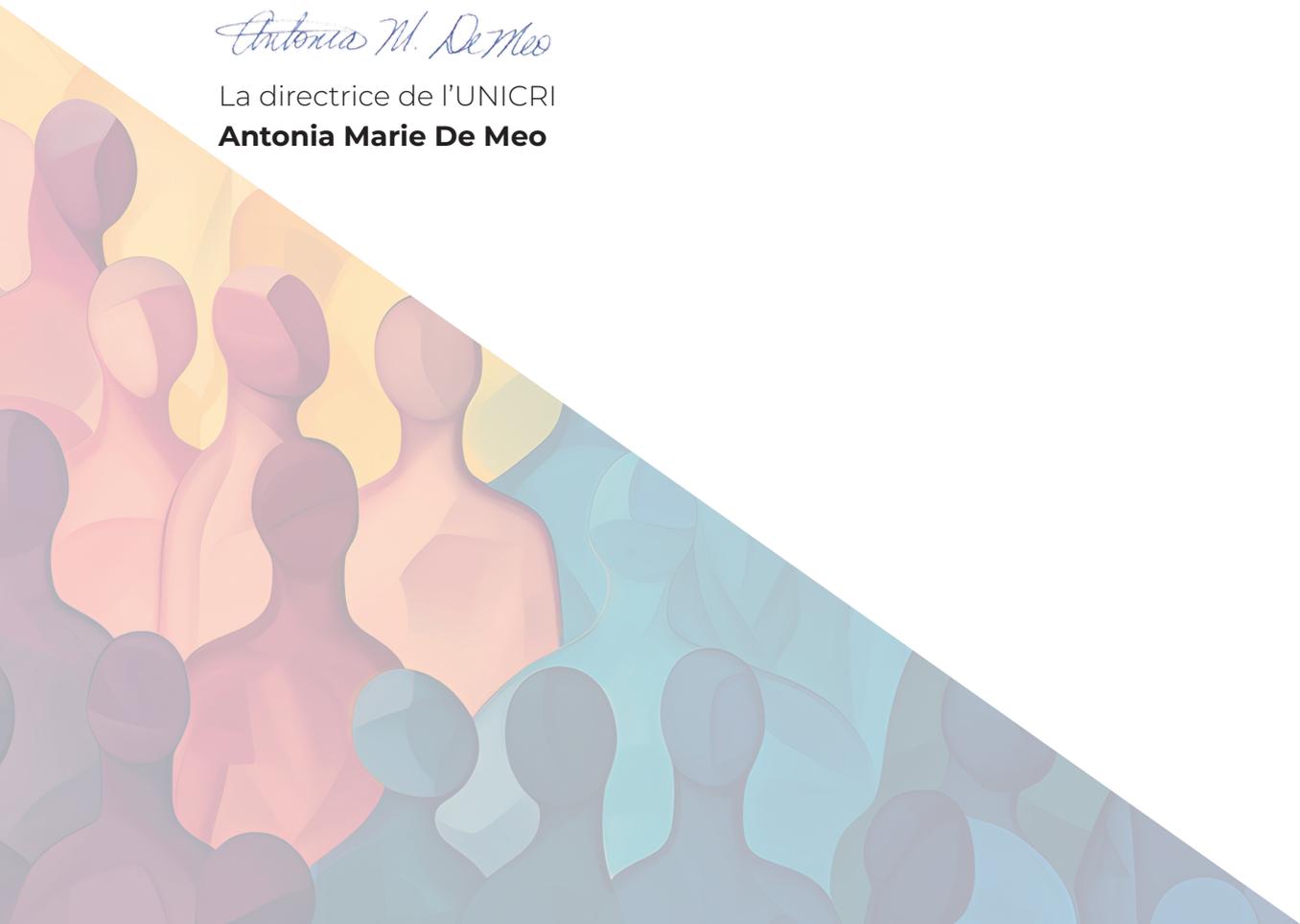
internationales et des acteurs de la société civile. Leurs voix ont contribué à une meilleure compréhension des défis uniques auxquels leurs communautés sont confrontées. Ensuite, l'UNICRI a réalisé des analyses de genre propres à chaque pays, incluant les rôles de genre et les dynamiques de pouvoir, qui mettent en lumière les besoins et les préoccupations des communautés urbaines et rurales. Ces analyses de genre constituent la pierre angulaire à partir de laquelle nous pouvons élaborer des stratégies adaptées aux facteurs contextuels spécifiques afin d'améliorer la résilience dans chaque pays.

Grâce à cette étude, l'UNICRI facilite la conception et le développement d'initiatives adaptées aux besoins et aux préoccupations spécifiques des

femmes, des hommes, des filles et des garçons, alignant ainsi les stratégies de prévention sur les réalités du terrain au Sahel.

Nous espérons que cette étude renforcera une meilleure compréhension des liens entre relations de genre et prévention de l'extrémisme violent, et qu'elle constituera une base essentielle pour de prochaines initiatives de PEV façonnées par les voix des communautés de la région du Sahel. En amplifiant les voix de ceux les plus affectés par l'extrémisme violent, nous nous efforçons de tracer une voie plus efficace, équitable et inclusive. Le chemin à parcourir est semé d'embûches, mais nous pouvons progresser vers un avenir exempt d'extrémisme, où chaque vie est chérie et où chaque voix est entendue.

L'UNICRI remercie la KOICA pour son généreux soutien à ce projet.



Antonia M. De Meo

La directrice de l'UNICRI
Antonia Marie De Meo

Sommaire

| | | |
|----------|--|-----|
| | Avant-Propos | iii |
| | Abréviations et acronymes | ix |
| | Résumé | x |
| <hr/> | | |
| 1 | Introduction | 1 |
| | 1.1 Genre et prévention de l'extrémisme violent dans le contexte des Nations Unies | 1 |
| | 1.2 Cadre de la recherche | 4 |
| <hr/> | | |
| 2 | Objectifs et méthodologie de l'étude | 9 |
| | 2.1 Objectifs de l'étude | 9 |
| | 2.2 Méthodologie | 10 |
| | 2.2.1 Zones et groupes cibles | 11 |
| | 2.2.2 Collecte des données primaires | 13 |
| | 2.2.3 Défis et limites | 14 |
| <hr/> | | |
| 3 | Contexte de l'étude | 17 |
| | 3.1 Mali | 19 |
| | 3.2 Mauritanie | 21 |
| | 3.3 Niger | 24 |
| <hr/> | | |
| 4 | Recherche documentaire sur l'égalité des genres dans les pays cibles | 27 |
| | 4.1 Mali | 29 |
| | 4.1.1 Cadre institutionnel pour l'égalité des genres | 29 |
| | 4.1.2 Normes et rôles de genre | 30 |
| | 4.1.3 Accès aux services et aux ressources | 32 |
| | 4.1.4 Genre, sécurité et extrémisme violent | 33 |
| | 4.2 Mauritanie | 34 |
| | 4.2.1 Cadre institutionnel pour l'égalité des genres | 34 |
| | 4.2.2 Normes et rôles de genre | 35 |
| | 4.2.3 Accès aux services et aux ressources | 36 |
| | 4.2.4 Genre, sécurité et extrémisme violent | 37 |

| | |
|--|-----------|
| 4.3 Niger | 39 |
| 4.3.1 Cadre institutionnel pour l'égalité des genres | 39 |
| 4.3.2 Normes et rôles de genre | 41 |
| 4.3.3 Accès aux services et aux ressources | 41 |
| 4.3.4 Genre, sécurité et extrémisme violent | 43 |

5 Analyse de genre des perceptions, besoins et demandes des communautés locales dans la zone d'étude 45

| | |
|---|-----------|
| 5.1 Mali | 46 |
| 5.1.1 Les zones cibles | 49 |
| 5.1.2 Préoccupations, besoins non satisfaits et demandes sociales | 50 |
| 5.1.3 Éducation | 54 |
| 5.1.4 Rôle et participation des femmes | 55 |
| 5.1.5 Violence et insécurité | 59 |
| 5.1.6 Extrémisme violent | 63 |
| 5.2 Mauritanie | 70 |
| 5.2.1 Les zones cibles | 73 |
| 5.2.2 Préoccupations, besoins non satisfaits et demandes sociales | 74 |
| 5.2.3 Éducation | 77 |
| 5.2.4 Rôle et participation des femmes | 81 |
| 5.2.5 Violence et insécurité | 83 |
| 5.2.6 Extrémisme violent | 86 |
| 5.3 Niger | 93 |
| 5.3.1 Les zones cibles | 96 |
| 5.3.2 Préoccupations, besoins non satisfaits et demandes sociales | 97 |
| 5.3.3 Éducation | 101 |
| 5.3.4 Rôle et participation des femmes | 102 |
| 5.3.5 Violence et insécurité | 105 |
| 5.3.6 Extrémisme violent | 107 |

6 Analyse des constatations, conclusions et recommandations 115

| | |
|--|------------|
| 6.1 Corrélation entre les besoins et les demandes des communautés locales et l'intégration d'une perspective de genre dans les interventions de PEV | 115 |
|--|------------|

| | |
|---------------|-----|
| Bibliographie | 131 |
|---------------|-----|

Figures

| | |
|--|-----------|
| Figure 1. Quelles sont les principales préoccupations de la vie quotidienne dans votre communauté ? (Mali, toutes les régions) | 51 |
| Figure 2. De quoi les hommes et les femmes manquent-ils le plus dans votre région ? (Mali, toutes les régions) | 52 |
| Figure 3. Quels sont les rôles joués par les acteurs étatiques et non étatiques dans votre localité ? (Mali, toutes les régions) | 53 |
| Figure 4. Qui prend les décisions concernant le mariage (Qui épouser) ? (Mali, toutes les régions) | 57 |
| Figure 5. Quelles décisions les femmes peuvent-elles prendre au sein des ménages ? (Réponses : oui, elles peuvent) (Mali, toutes les régions) | 58 |
| Figure 6. Quelles décisions les femmes peuvent-elles prendre au sein des ménages ? (Réponses : non, elles ne peuvent pas) (Mali, toutes les régions) | 58 |
| Figure 7. Menaces pour la sécurité dans votre village/ville, réponses des hommes (Mali, toutes les régions) | 60 |
| Figure 8. Principales Menaces à la sécurité dans votre village/ville, réponses des femmes (Mali, toutes les régions) | 60 |
| Figure 9. Qui vous protège de la violence ? (Mali, toutes les régions) | 61 |
| Figure 10. Quels sont les principaux actes de violence commis contre les femmes et les filles ? (Mali, toutes les régions et tous les acteurs : communautés, autorités locales et OSC) | 62 |
| Figure 11. Qui commet les actes de violence ? (Mali, toutes les régions et tous les acteurs : communautés, autorités locales et OSC) | 62 |
| Figure 12. Facteurs clés de résilience des hommes et des garçons, des femmes et des filles face aux groupes extrémistes violents (Mali, toutes les régions et tous les acteurs : communautés, autorités locales et OSC) | 66 |
| Figure 13. Avez-vous participé à des programmes offrant des services comme ceux-ci ? (Mali, toutes les régions) | 66 |
| Figure 14. Pour participer à la mise en œuvre de ces programmes, il est important qu'ils : (Mali, toutes les régions) | 68 |
| Figure 15. Quelles sont les principales préoccupations de la vie quotidienne dans votre communauté ? (Mauritanie, toutes les régions) | 75 |
| Figure 16. Quel est l'acteur clé qui contrôle et exerce le plus d'influence dans votre localité ? (Mauritanie, toutes les régions) | 76 |
| Figure 17. Gros plan sur les acteurs traditionnels fournissant des services dans l'Assaba | 78 |
| Figure 18. Rôles joués par les acteurs étatiques et non étatiques (Mauritanie, toutes les régions) | 78 |
| Figure 19. Âge du mariage des filles, contexte urbain/rural (Mauritanie, toutes les régions) | 82 |

| | |
|--|------------|
| Figure 20. Quels sont les principaux actes de violence commis contre les femmes et les filles dans la région ? (Mauritanie, toutes les régions ; tous les acteurs : communauté, autorités locales, OSC) | 85 |
| Figure 21. Qui commet les actes de violence ? (Mauritanie, toutes les régions ; tous les acteurs : communauté, autorités locales, OSC) | 85 |
| Figure 22. Facteurs clés de résilience des femmes et des filles, des hommes et des garçons face aux groupes extrémistes violents (Mauritanie, toutes les régions ; tous les acteurs : communauté, autorités locales, OSC) | 89 |
| Figure 23. Vos bureaux organisent-ils des programmes visant à fournir aux femmes et aux hommes des services tels que les suivants ? (Mauritanie, toutes les régions ; acteurs : organisations de la société civile et autorités locales) | 90 |
| Figure 24. Pour participer à la mise en œuvre de ces programmes, il est important qu'ils : (Mauritanie, toutes les régions) | 91 |
| Figure 25. Quelles sont les principales préoccupations de la vie quotidienne dans votre communauté ? (Niger, toutes les régions) | 98 |
| Figure 26. De quoi les hommes et les femmes manquent-ils le plus dans votre localité ? (Niger, toutes les régions) | 99 |
| Figure 27. Quel est l'acteur clé qui a le plus de contrôle et d'influence dans votre localité ? (Niger, toutes les régions) | 100 |
| Figure 28. Rôles joués par les acteurs étatiques et non étatiques dans la communauté (Niger, toutes les régions) | 100 |
| Figure 29. Quelles sont les principales menaces pour la sécurité dans votre village/ville ? (Niger, toutes les régions ; acteurs : femmes et hommes des communautés locales) | 104 |
| Figure 30. Quelles sont les principales menaces pour la sécurité dans votre village/ville ? (Niger, toutes les régions ; acteurs : autorités locales et OSC) | 104 |
| Figure 31. Quels sont les principaux actes de violence commis contre les femmes et les filles dans la région ? (Niger, toutes les régions ; tous les acteurs : femmes et hommes des communautés locales, autorités locales, OSC) | 106 |
| Figure 32. Qui commet les actes de violence ? (Niger, toutes les régions ; tous les acteurs : femmes et hommes des communautés locales, autorités locales, OSC) | 106 |
| Figure 33. Facteurs clés de la résilience des femmes et des filles, des hommes et des garçons face aux groupes extrémistes violents (Niger, toutes les régions ; tous les acteurs : femmes et hommes des communautés locales, autorités locales, OSC) | 109 |
| Figure 34. Pour participer à la mise en œuvre de ces programmes, il est important qu'ils : (Niger, toutes les régions) | 109 |
| Figure 35. Vos bureaux organisent-ils des programmes visant à fournir aux femmes et aux hommes des services tels que les suivants ? (Niger, toutes les régions ; acteurs : organisations de la société civile et autorités locales) | 110 |
| Figure 36. Quel canal de communication est le plus approprié pour atteindre les femmes et les hommes de la région ? (Niger, toutes les régions) | 112 |

Abréviations et acronymes

BLT Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies

CEDEAO Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CEDEF Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

CellRad Cellule régionale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent du G5 Sahel

EFTP Enseignement et formation techniques et professionnels

FDS Forces de défense et de sécurité

GEV Groupes extrémistes violents

GSIM Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jamaat Nusrat al-Islam wal-Muslimin)

MENA Moyen-Orient et Afrique du Nord

MGF Mutilation génitale féminine

OI Organisations internationales

ONG Organisation non gouvernementale

ONU Nations Unies

ONUDC Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

OSC Organisation de la société civile

PAN Plan d'action national

PEV Prévention de l'extrémisme violent

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

P/LEV Prévention et lutte contre l'extrémisme violent

UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance

UNICRI Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice

VFG Violence fondée sur le genre

WANEP Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix

WASH Eau potable, assainissement et hygiène

Résumé

Le Sahel est l'une des régions les plus instables d'Afrique subsaharienne. La violence généralisée et l'accès limité aux ressources, aux services essentiels et aux moyens de subsistance contribuent à une fragilité accrue et affectent la vie quotidienne des femmes, des filles, des hommes et des garçons. La pauvreté endémique, les inégalités — en particulier les inégalités de genre — et les violations des droits humains comptent parmi les multiples facteurs qui ont une forte incidence sur la sécurité de la région, décrite dans le rapport sur le Plan de soutien de l'ONU au Sahel comme un « terreau fertile pour l'extrémisme violent, le terrorisme et la criminalité »¹.

Depuis 2015, conformément à ses priorités stratégiques, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) met en œuvre des projets de prévention de l'extrémisme violent (PEV) dans cette région. Au cours de la mise en œuvre de ces projets, il est apparu évident que les stratégies de PEV dans ce contexte devaient reposer sur l'hypothèse que les interactions entre les hommes, les femmes et les groupes extrémistes violents ne sont pas uniformes dans l'ensemble du Sahel, et que les expériences et les réalités quotidiennes des communautés locales devaient guider la conception de telles initiatives. Dans le cadre de ses efforts visant à renforcer la résilience des communautés et des institutions, l'UNICRI a recueilli des preuves de l'approche genrée de la propagande des groupes jihadistes et du rôle des femmes et des filles dans le soutien à l'extrémisme violent et dans la prévention de celui-ci. Ces éléments ont incité l'Institut à poursuivre l'analyse de ces facteurs, dans le but d'intégrer la dimension de genre dans tous les efforts de PEV déployés dans la région.

Grâce au généreux soutien de l'Agence de coopération internationale de la République de Corée (KOICA), l'Institut a lancé, début 2023, une démarche de collecte de données au Mali, en Mauritanie et au Niger afin de définir des principes directeurs pour la conception de futures interventions de PEV, sur la base d'une analyse des rôles de genre, des relations de pouvoir et des besoins des communautés urbaines comme rurales. La raison d'être de cette initiative était d'essayer d'éviter d'adopter des mesures normalisées, qui reproduisent souvent la perspective urbaine dominante. À l'inverse, l'objectif était plutôt de définir des moyens d'adapter les initiatives en matière de genre et de prévention « aux exigences, aux aspirations et aux demandes spécifiques des femmes issues des milieux ruraux et marginalisés, afin d'assurer la pertinence de ces politiques face aux réalités des terrains »². En recueillant les avis des communautés locales sur

1 *Plan de soutien de l'ONU au Sahel*, Nations Unies (2018), p. 8.

2 Luca Raineri, *Dogmatisme ou pragmatisme ? Extrémisme violent et genre au Sahel central*, International Alert (2020), p. 64.

des questions telles que la disponibilité des services, les rôles de genre, l'insécurité et la violence, ainsi que la PEV, cette étude offre une occasion unique d'examiner l'interdépendance de ces éléments et la façon dont les préoccupations concernant l'absence de services essentiels et de droits fondamentaux peuvent être des moteurs de violence. À cette fin, des visites de terrain ont été effectuées à Bamako et dans les régions de Mopti et Ségou au Mali ; à Nouakchott et dans les régions de l'Assaba et du Hodh Ech Chargui en Mauritanie ; et à Niamey et dans la région de Tillabéri au Niger. Au total, l'étude a permis d'interroger 355 personnes dans ces trois pays cibles en conduisant des enquêtes, des entretiens avec des informateurs clés et des groupes de discussion. Les personnes interrogées étaient des membres des communautés, des autorités nationales et locales, des autorités religieuses, des experts en sécurité, des représentants d'organisations internationales et des acteurs de la société civile.

Une analyse de genre par pays des préoccupations et des besoins non satisfaits des populations a ensuite été réalisée sur la base des données collectées. Le but de ces analyses était de faciliter l'élaboration de stratégies méticuleusement conçues pour prendre en compte les facteurs de résilience spécifiques au contexte, et fondées sur des consultations significatives avec les femmes, les filles, les hommes et les garçons des communautés locales.

Il est intéressant de signaler que, contrairement aux hypothèses initiales, en essayant de comprendre les expériences des femmes et des hommes et la manière dont elles varient entre les zones rurales et urbaines, nous avons décelé qu'au Mali et au Niger, le principal facteur affectant les rôles de genre et la disponibilité des services était le niveau de violence et d'insécurité. Ce facteur revêtait une importance plus significative que la localisation urbaine ou rurale des personnes interrogées. En revanche, en Mauritanie, où les niveaux de violence sont plus faibles, les différences entre les contextes rural et urbain étaient beaucoup plus prononcées, de même que leur incidence sur les rôles de genre et sur la disponibilité des services.

Les différences de niveau d'insécurité apparaissent également dans l'analyse des préoccupations des communautés locales. Alors que le manque d'emplois, l'insécurité alimentaire et la violence sont les trois principales préoccupations mentionnées par les personnes interrogées dans les trois pays cibles, le pourcentage de membres des communautés ayant déclaré que l'insécurité et la violence étaient des préoccupations est plus faible en Mauritanie qu'au Mali et au Niger. En ce qui concerne les besoins non satisfaits des femmes, d'autres disparités sont apparues. Par exemple, le manque d'accès à l'éducation est plus marqué au Niger et au Mali qu'en Mauritanie. Au Mali, plus particulièrement dans la région de Mopti, les personnes interrogées ont davantage fait état de difficultés pour protéger le bétail que dans les deux autres pays. L'accès limité aux soins de

santé semble également constituer une difficulté importante pour les femmes au Niger, ce qui est moins le cas au Mali.

Outre les trois préoccupations majeures mentionnées plus haut, un nombre considérable de femmes dans les trois pays ont fait état de difficultés d'accès aux ressources et à l'eau potable, ainsi que d'une mobilité limitée.

En matière d'éducation, l'analyse des données primaires montre un taux de scolarisation relativement égal entre les filles et les garçons, quoique légèrement supérieur pour ces derniers au Mali uniquement. Une remarque intéressante est que, si les écoles publiques et privées sont les choix les plus populaires dans les trois pays, les personnes interrogées ont indiqué que les élèves fréquentaient de plus en plus les écoles coraniques parallèlement aux écoles publiques ou privées, en particulier en Mauritanie et au Niger. Toutefois, ces établissements ne sont souvent pas pensés pour faciliter l'entrée sur le marché du travail et n'offrent pas de formation technique et professionnelle pour préparer les étudiants à l'emploi.

Le système éducatif est confronté à d'autres défis, notamment la mauvaise qualité de l'enseignement et les problèmes de sécurité, en particulier au Niger. Au Mali, on constate des problèmes liés à l'éloignement des écoles à Ségou, et dans les zones rurales de Mopti, les difficultés financières entravent l'accès à l'éducation. Malheureusement, les mariages précoces et forcés restent une préoccupation majeure, entraînant la déscolarisation des jeunes filles.

En effet, selon les résultats de l'étude, les filles dans les pays cibles ont tendance à se marier plus jeunes que les garçons. Des mariages précoces avant l'âge de 15 ans sont signalés en particulier dans les régions de Hodh Ech Chargui, en Mauritanie, et de Tillabéri, au Niger, tandis que les garçons se marient généralement après l'âge de 18 ans.

En sus de leur jeune âge au moment du mariage, les femmes auraient moins de pouvoir de décision que les hommes au sein des ménages. Selon les personnes interrogées dans les trois pays, les femmes peuvent généralement prendre des décisions en matière d'emploi, de santé et d'éducation. Cependant, au Mali et au Niger en particulier, elles peuvent avoir moins d'occasions d'assister librement aux activités publiques et d'y participer, notamment celles organisées par les acteurs de la société civile, les hommes dominant généralement les espaces de prise de décision. Il est intéressant de noter qu'au Niger, les autorités locales et les organisations de la société civile (OSC) ne sont peut-être pas pleinement conscientes de ce problème, car près de 60 % de ces acteurs pensent que les femmes peuvent décider en toute indépendance de participer aux activités publiques. Cette idée fautive est l'un des nombreux exemples montrant que les activités de renforcement de la résilience risquent d'être inefficaces si elles ne reposent pas sur une compréhension approfondie des normes de genre propres à chaque contexte.

Étant donné que la plupart des personnes interrogées au Mali et en Mauritanie ont indiqué que les femmes sont autorisées à travailler en dehors de leur domicile, il semble que dans ces deux pays, les restrictions susmentionnées se limitent aux activités publiques non liées à l'emploi. À l'inverse, au Niger, 69 % des personnes interrogées ont déclaré que les femmes n'étaient pas autorisées à travailler en dehors de leur domicile, les valeurs et normes religieuses étant la principale raison de cette restriction. Malgré la plus grande liberté signalée au Mali et en Mauritanie concernant l'emploi des femmes, celles-ci sont plus nombreuses que les hommes dans les zones cibles à n'avoir aucune source de revenus ou à dépendre d'un soutien familial. Lorsqu'elles participent au marché du travail, l'étude montre que, dans les trois pays, les femmes ont pour principales sources de revenus le commerce et la vente de produits sur les marchés locaux, suivis par l'agriculture et le pastoralisme au Mali (en particulier à Mopti et Ségou) et au Niger (en particulier à Tillabéri).

Pour les femmes comme pour les hommes, et dans toutes les zones d'étude, l'État et les autorités locales sont les principaux pourvoyeurs de services essentiels. En ce qui concerne les autres types d'acteurs, les organisations de la société civile seraient les premiers fournisseurs de moyens de subsistance, de soins de santé et de ressources financières à Ségou, au Mali, tandis que les chefs traditionnels ne sont pas apparus comme des pourvoyeurs importants dans les pays cibles — même s'ils semblent avoir une certaine influence en Mauritanie, en particulier en ce qui concerne la fourniture de services dans la région de l'Assaba.

Selon l'étude, seules quelques rares personnes interrogées en Mauritanie et une seule au Niger ont reconnu les groupes extrémistes violents comme fournisseurs de services ou de protection, et dans les trois pays, les groupes extrémistes violents sont essentiellement considérés comme des menaces pour la paix et des sources de violence et d'insécurité.

En effet, les personnes interrogées ont indiqué que les groupes extrémistes violents (GEVs) constituaient la principale menace pour la sécurité au Mali et au Niger. Dans le premier de ces pays, les milices ethniques et les groupes d'autodéfense représentent une autre source importante d'instabilité, tandis qu'au Niger, une autre menace grave découle des actions violentes causées par les conflits entre agriculteurs et éleveurs. En Mauritanie, la violence des GEVs ne représente qu'environ 10 % du total des réponses à l'enquête, la plupart des menaces à la sécurité signalées provenant d'autres groupes armés non étatiques. Bien que leur nombre soit limité, les acteurs étatiques et les forces de défense et de sécurité (FDS) se sont également livrés à des pratiques discriminatoires dans les trois pays, notamment à des arrestations arbitraires.

La protection contre les violences est considérée comme étant principalement assurée par l'État en Mauritanie et au Niger, tandis qu'au Mali, ce rôle est largement rempli par les FDS, en particulier dans la région de Mopti. Il est intéressant de

relever que, d'après les données recueillies, les familles sont souvent considérées comme des garants de la protection, même si les membres de la famille seraient l'une des principales sources de violence dans les pays cibles. En effet, les mariages précoces et forcés, les violences familiales et les violences sexuelles perpétrées par des membres de la famille sont les formes de violence les plus fréquemment signalées à l'encontre des femmes et des filles, suivies par le harcèlement (en particulier en Mauritanie) et les enlèvements (notamment au Niger). Par rapport au Mali et, dans une certaine mesure, au Niger, où les violences sexuelles et les enlèvements commis par des groupes extrémistes violents sont plus fréquemment enregistrés, en Mauritanie, les violences commises par des GEVs sont moins mentionnées.

Le manque d'emplois étant l'une des principales préoccupations évoquées par les personnes interrogées dans les trois pays cibles, la vulnérabilité économique, la pauvreté et la recherche de bénéfices monétaires figurent parmi les raisons les plus fréquemment citées pour lesquelles les hommes et les garçons rejoignent des groupes extrémistes violents. La vengeance, le désir de défendre son groupe ethnique et la recherche d'un sens à sa vie constituent d'autres motivations. La foi n'est pas perçue comme un moteur poussant à rejoindre des groupes extrémistes violents au Mali — alors qu'elle a été mentionnée en Mauritanie, et que la « mauvaise compréhension des enseignements religieux » a également été signalée comme une raison possible au Niger. Selon les données recueillies sur le terrain, les femmes peuvent manifester leur soutien aux GEVs en raison de facteurs tels que la subordination, les liens conjugaux ou le désir de protéger leur famille et leurs enfants. Au Niger et au Mali, les menaces et la peur ont également été signalées comme influençant la décision des femmes de rejoindre ou de soutenir ces groupes.

En conséquence de la principale préoccupation signalée au Mali, en Mauritanie et au Niger (le manque d'emplois) et du principal facteur d'adhésion aux groupes extrémistes violents décrit ci-dessus (la vulnérabilité économique), l'étude a révélé que le facteur le plus important pour renforcer la résilience des femmes et des hommes face à l'extrémisme violent était le même dans les trois pays, à savoir les investissements de l'État pour garantir l'accès aux revenus et à l'emploi. En effet, l'étude a mis en évidence une corrélation entre les besoins et les demandes signalés par les communautés locales et leurs facteurs clés de résilience contre l'adhésion à des groupes extrémistes violents. Par exemple, au Mali, les deux autres éléments signalés sont la sécurité et la sûreté et la participation inclusive dans les processus de prise de décision, tandis que dans le contexte plus stable de la Mauritanie, les deuxième et troisième facteurs de résilience désignés par les personnes interrogées sont l'accès à une éducation de qualité et la disponibilité des services de santé. Il est intéressant de constater qu'au Niger, les femmes interrogées ont également souligné l'importance des services de santé, tandis que les hommes interrogés ont désigné les mécanismes inclusifs pour impliquer

les populations dans les processus de prise de décision comme étant parmi les principaux facteurs clés de la résilience.

Cette corrélation entre les besoins et les facteurs de résilience montre donc des domaines potentiels sur lesquels concentrer les initiatives de PEV adaptées à chaque contexte, et l'étude a souligné une demande considérable pour de telles mesures. Alors que la plupart des membres de la communauté au Niger — hommes et femmes — a déclaré avoir participé à de telles activités, la participation des personnes interrogées au Mali et en Mauritanie était très faible. Interrogés sur les raisons entravant leur participation, près de 50 % des sondés ont indiqué ne pas avoir été informés à cause d'une mauvaise communication, tandis que 42 % ont déclaré que ces initiatives n'étaient pas disponibles dans leur région. Cela montre qu'une communication efficace, l'utilisation de canaux appropriés et la prise en considération des différences de genre dans l'utilisation de ceux-ci sont cruciales. Par exemple, au Mali, les femmes et les filles reposent généralement sur la radio comme principale source d'information, tandis que les hommes utilisent principalement les réseaux sociaux. En Mauritanie, la plupart des personnes interrogées ont indiqué que les réseaux sociaux étaient le canal le plus approprié pour les femmes comme pour les hommes. Au Niger, pour atteindre à la fois les hommes et les femmes, la télévision et la radio sont privilégiées ; en effet, les constatations montrent que, dans l'ensemble, les femmes ont un accès limité aux moyens de communication, les deux canaux susmentionnés faisant exception.

Malgré la faible participation des personnes interrogées aux activités de PEV — en particulier au Mali et en Mauritanie —, les organisations de la société civile et les autorités locales déclarent avoir mis en œuvre des initiatives visant à l'éducation et à l'alphabétisation, à la génération de revenus, au leadership et à la formation professionnelle, ainsi qu'aux soins de santé. Une observation intéressante est qu'en Mauritanie, ces acteurs ciblent principalement les femmes et les filles, alors que la majorité des membres de la communauté ayant déclaré participer à ce type d'activité étaient des hommes. Cela peut suggérer qu'il existe encore plusieurs obstacles à la participation des femmes aux initiatives de PEV. Par conséquent, afin de renforcer le rôle des femmes en tant que mobilisatrices communautaires et éducatrices de jeunes et de favoriser leur participation aux activités de prévention, les personnes interrogées ont suggéré des actions et des stratégies spécifiques pouvant être développées dans chacun des trois pays cibles. Il s'agit notamment, par ordre d'importance, de veiller à ce que ces initiatives facilitent l'accès à des sources de revenus, soient communiquées efficacement, s'alignent sur les valeurs religieuses et coutumières, soient programmées à un moment approprié, prévoient la garde d'enfants, soient organisées dans des espaces réservés aux femmes et soient organisées dans des lieux proches des lieux de résidence ou de travail des bénéficiaires. Ainsi, il est impératif de mettre en place des espaces propices et des opportunités permettant aux femmes ainsi qu'aux hommes de prendre part aux activités de PEV, étant donné que l'étude a souligné l'importance du rôle joué par les mères et les pères dans cette démarche.

En conclusion, suite à l'analyse des besoins et des préoccupations des communautés locales sous l'optique du genre, l'étude démontre la nécessité de concevoir des initiatives de prévention qui tiennent compte des réalités propres à chaque contexte spécifique, et qui soient adaptées aux expériences vécues tant par les femmes que par les hommes. Si l'idéologie peut sans aucun doute être un facteur d'attraction, l'instabilité économique, la pauvreté et le manque d'accès aux services et aux ressources sont apparus comme des facteurs déterminants de la radicalisation dans les zones étudiées. En faisant entendre la voix des parties prenantes locales et des membres de la communauté, ainsi que leur perception des questions de sécurité et des rôles de genre, d'importants facteurs de résilience ont également été mis en lumière et devraient être pris en compte dans l'élaboration de stratégies globales de prévention de l'extrémisme violent. En conclusion, suite à l'analyse des besoins et des préoccupations des communautés locales sous l'optique du genre, l'étude démontre la nécessité de concevoir des initiatives de prévention qui tiennent compte des réalités propres à chaque contexte spécifique, et qui soient adaptées aux expériences vécues tant par les femmes que par les hommes. Sur la base des constatations de l'étude, le chapitre 6 présente des recommandations spécifiques qui devraient constituer la base des futures interventions de PEV prenant en compte les liens entre les préoccupations, les besoins non satisfaits, les relations de pouvoir genrées et l'extrémisme violent dans la région.



NOTE SUR LE NIGER : Le 26 juillet 2023, la garde présidentielle du Niger a renversé le président Mohamed Bazoum lors d'un coup d'État et a arrêté ce dernier, ainsi que sa famille. Il s'en est suivi des manifestations, la censure des médias, des coupures d'électricité et des évacuations de ressortissants étrangers. À la fin du mois d'août 2023, la situation reste instable et incertaine. Comme décrit dans la section Méthodologie, les visites de terrain dans le pays menées pour les besoins de l'étude ont eu lieu entre avril et mai 2023 — spécifiquement à Niamey et dans la région de Tillabéri — et ont donc précédé le coup d'État. La collecte des données n'a donc pas été affectée par ces événements très récents, et l'analyse présentée dans cette étude reflète la situation telle qu'elle a été observée au cours du printemps 2023.



1. Introduction

1.1 Genre et prévention de l'extrémisme violent dans le contexte des Nations Unies

L'impact des conflits, de la violence et de l'insécurité sur les femmes et les filles est étudié depuis longtemps dans le contexte des Nations Unies (ONU). Le Conseil de sécurité des Nations Unies a officiellement abordé ces liens pour la première fois en l'an 2000, lorsqu'il a adopté sa résolution phare 1325 sur les femmes et la paix et la sécurité. Cette résolution, ainsi que celles qui l'ont suivie³, constitue un cadre essentiel pour aborder les façons particulières dont les femmes et les filles sont affectées par les conflits et pour promouvoir leur participation au maintien de la paix et de la sécurité, à la prévention des conflits et aux activités au lendemain des conflits.

Dans ce cadre, l'importance de l'intégration de la dimension de genre⁴, en particulier dans le contexte de la prévention et de la lutte contre

³ Actuellement, dix résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies constituent ce que l'on appelle le « programme pour les femmes et la paix et la sécurité » : 1325 (2000) ; 1820 (2008) ; 1888 (2009) ; 1889 (2009) ; 1960 (2010) ; 2106 (2013) ; 2122 (2013) ; 2242 (2015) ; 2467 (2019) ; 2493 (2019).

⁴ « Le terme « genre » fait référence aux rôles, attributs, opportunités et normes socialement construits et conditionnés qu'une société donnée, à un moment donné, considère comme appropriés sur la base du sexe biologique. Le genre affecte les relations et la dynamique du pouvoir entre les personnes, qui se reflètent dans l'accès aux ressources et leur contrôle, les responsabilités attribuées et les possibilités de prise de décision. Le genre ne concerne pas seulement les femmes et l'inégalité de genre structurelle, mais aussi les hommes et les concepts de masculinité. » *La place du genre dans la prévention de l'extrémisme violent et la lutte contre le terrorisme. Boîte à outils Genre et sécurité*, DCAF, OSCE/BIDDH, ONU Femmes (2019).



l'extrémisme violent (P/LEV)⁵, a été largement reconnue. Depuis 2015, les résolutions portant sur le programme femmes et paix et sécurité abordent de plus en plus les défis spécifiques auxquels les femmes sont confrontées dans le contexte de l'extrémisme violent. La résolution 2242 (2015) appelle à la participation active des femmes et des filles et à l'inclusion d'une perspective de genre dans tous les efforts de prévention de l'extrémisme violent, ainsi qu'à leur protection contre les violences fondées sur le genre dans ce contexte. En outre, elle exhorte les États membres « à mener des travaux de recherche axés sur la problématique hommes-femmes et à collecter des données relatives aux facteurs de radicalisation parmi les femmes »⁶.

La résolution 2467 (2019) réaffirme les liens entre les femmes, la paix et la sécurité, d'une part, et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, d'autre part. Elle demande également au Secrétaire général et aux entités compétentes des Nations Unies de renforcer les dispositifs de suivi, d'analyse et de communication sur les violences sexuelles liées aux conflits, y compris les informations relatives aux violences sexuelles utilisées comme tactique terroriste.

Enfin, la résolution 2493 (2019) souligne la nécessité de prendre en compte les vulnérabilités et les expériences spécifiques des femmes et des filles. Elle insiste sur l'importance de l'éducation dans les initiatives de prévention, sur la promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des filles pour renforcer leur résistance aux idéologies extrémistes.

L'importance de développer des initiatives de PEV tenant compte du genre a également été reconnue dans le Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent, présenté en 2016 par le Secrétaire général. Ce plan fait de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes l'un de ses sept domaines prioritaires. Plus précisément, le plan d'action incite au développement de projets visant à répondre aux besoins spécifiques des femmes dans ce contexte, ce qui est l'objet de la présente étude⁷.

Plus récemment, en juin 2023, l'Assemblée générale a adopté une résolution sur le huitième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, dans laquelle elle a rappelé les résolutions susmentionnées du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité, ainsi que la contribution essentielle des femmes à la mise en œuvre de la Stratégie. En outre, le huitième examen a également réaffirmé que la communauté internationale devrait prévenir et combattre le

5 Dans le Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent, le Secrétaire général préconise une approche globale comprenant non seulement des mesures essentielles de lutte contre le terrorisme axées sur la sécurité, mais aussi des mesures de prévention systématiques s'attaquant directement aux causes sous-jacentes qui conduisent des individus à se radicaliser et à rejoindre ces groupes extrémistes violents.

6 Résolution 2242 (2015), adoptée par le Conseil de sécurité à sa 7533^e séance, le 13 octobre 2015, Conseil de sécurité des Nations Unies, S/RES/2242 (2015). Texte anglais disponible à l'adresse : https://www.securitycouncilreport.org/atf/ctf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_res_2242.pdf consulté le 7 août 2023.

7 Les recommandations du Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent sont disponibles à l'adresse : https://www.un.org/sites/www.un.org.counterterrorism/files/plan_action.pdf consulté le 7 août 2023.

terrorisme en adoptant une approche tenant compte du genre, rappelant que le genre devrait être considéré comme un élément transversal de la Stratégie⁸.

Sur la base de ce cadre normatif, de nombreuses organisations internationales et régionales ont ces dernières années conçu et mis en œuvre des initiatives axées sur le genre et la prévention de l'extrémisme violent dans diverses régions du monde, dont l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Par exemple, parmi de nombreuses autres initiatives, en 2020, le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont lancé un projet⁹ visant à accélérer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité au Sahel, à renforcer la participation des femmes dans les initiatives de prévention des conflits et de paix, et à assurer une réponse tenant compte des questions de genre à la crise politique et sécuritaire en cours. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont également mis au point une initiative importante pour renforcer le leadership des femmes dans la lutte contre l'extrémisme violent et sa prévention en Mauritanie, à travers laquelle ils visent à mieux intégrer les femmes dans les réponses de la justice pénale en la matière¹⁰. Un autre exemple pertinent provient de la Cellule régionale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent du G5 Sahel (CellRad), qui a collaboré avec diverses agences des Nations Unies, dont le Bureau de lutte contre le terrorisme (BLT), et a mis en œuvre des activités visant à renforcer la participation des femmes dans les démarches de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation des jeunes.

8 *Huitième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies*, Assemblée générale des Nations Unies, A/RES/77/298 (2023). Texte anglais disponible à l'adresse : <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N23/189/01/PDF/N2318901.pdf?OpenElement> consulté le 7 août 2023.

9 *Le réseau WANEP, la CEDEAO et le PNUD lancent une initiative de gouvernance pour l'avancement du programme femmes et paix et sécurité au Sahel*, Programme des Nations Unies pour le développement, consulté le 2 août 2023, <https://www.undp.org/fr/africa/press-releases/wanep-la-cedeao-et-le-pnud-lancent-une-initiative-de-gouvernance-pour-l%E2%80%99avancement-de-lagenda-femmes-paix-et-s%C3%A9curit%C3%A9-au-sahel>.

10 *The Mourchidates, the Mauritanian Women Religious Guides Responsible for Deconstructing Radical Discourse and Preventing Violent Extremism*, Nations Unies, consulté le 2 août 2023, <https://www.unodc.org/westandcentralafrica/en/westandcentralafrica/stories/2022/the-mourchidates--the-mauritanian-women-religious-guides.html>

1.2 Cadre de la recherche

Travailler au renforcement de la résilience des communautés et des institutions pour protéger les populations vulnérables, développer des stratégies efficaces pour prévenir et contrer l'extrémisme violent, et analyser la dynamique du genre dans le recrutement et la radicalisation a été et reste d'un intérêt particulier pour l'UNICRI, qui — en tant que l'un des six instituts de recherche et de formation spécialisés des Nations Unies — a pour mandat de faire progresser la compréhension de la criminalité et des problèmes liés à la criminalité, ainsi que de favoriser des systèmes justes et efficaces.

Dans ce contexte, l'Institut a acquis une expérience significative en travaillant dans la région du Sahel, où il met en œuvre des projets de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent à travers des actions communautaires locales depuis 2015. Le Sahel est en effet l'une des régions les plus instables de l'Afrique subsaharienne, où la violence généralisée et l'accès limité aux ressources, aux services essentiels et aux moyens de subsistance contribuent à accroître la fragilité, ce qui affecte la vie quotidienne des femmes, des filles, des hommes et des garçons dans toute leur diversité¹¹.

Dans le cadre de l'un de ces projets, l'Institut a publié en novembre 2020 *De nombreuses mains sur un éléphant*. Comment améliorer la résilience des communautés face à la radicalisation vers l'extrémisme violent ? Ce rapport présente les enseignements tirés de la collaboration avec plus de 80 organisations de terrain de la société civile dans neuf pays du Sahel et du Maghreb en vue de renforcer la résilience face à l'extrémisme violent. Il met en évidence de nouveaux éléments sur le rôle joué par les femmes et les filles dans la prévention de l'extrémisme violent. Par exemple, une leçon cruciale a été tirée : « la moitié de la population est féminine, mais pas la moitié des participants ». En effet, il s'est avéré que les femmes représentaient un segment de la population qui a souvent été négligé ou qui n'a pas été intégré sur un pied d'égalité dans les projets pertinents. En outre, « la discrimination à l'encontre des groupes marginalisés, notamment les femmes, les jeunes hommes au chômage, les anciens esclaves, les bergers nomades, les communautés de réfugiés et les personnes handicapées » est l'un des principaux griefs cités par les communautés locales touchées par l'extrémisme violent¹².

11 « Le terme "dans toute leur diversité" signifie reconnaître, accepter, célébrer et trouver de la force dans les différences individuelles telles que le sexe, l'âge, la nationalité, la race, l'ethnicité, la capacité, l'orientation sexuelle, le statut socio-économique, les croyances religieuses, les croyances politiques ou d'autres idéologies. », Éducation transformatrice en matière de genre, UNICEF (2021).

12 *De nombreuses mains sur un éléphant : comment améliorer la résilience des communautés face à la radicalisation vers l'extrémisme violent ?*, UNICRI (2020).

D'autres constatations pertinentes ont été présentées dans le rapport *Dogmatisme ou pragmatisme ? Extrémisme violent et genre au Sahel central*¹³, publié en 2020 par International Alert dans le cadre du même projet UNICRI. Selon ce rapport, la « "gouvernance djihadiste" manifest[e] un caractère fortement genré, combinant des éléments de continuité et de rupture vis-à-vis des normes sociales des communautés rurales »¹⁴. D'une part, les groupes extrémistes violents déploient des efforts considérables pour s'assurer que le comportement des femmes se conforme à l'idéologie jihadiste, en disciplinant les communautés et en cristallisant les rapports de force. Par exemple, le fait de ne pas porter le voile, comme l'imposent les groupes extrémistes violents (GEV), peut entraîner des agressions violentes ou des coups de fouet au Mali, tandis qu'au Niger, les hommes peuvent être punis si leur femme enfreint les règles. Les exigences en matière de code vestimentaire introduites par les groupes extrémistes s'appliquent également aux hommes, qui doivent notamment se laisser pousser la barbe et porter des pantalons courts¹⁵. D'autre part, la même « gouvernance jihadiste » peut remettre en question certaines traditions non islamiques (telles que les hiérarchies, les interdits sociaux et la flambée des prix de la dot), se montrant progressiste en matière de genre et résonnant avec les aspirations de nombreux jeunes aussi bien hommes que femmes¹⁶.

Ces observations mettent en lumière l'importance de mener des études sensibles au genre et d'intégrer les perspectives de genre dans les efforts de prévention de l'extrémisme violent dans la région. Pour préciser ce que ces constatations peuvent concrètement impliquer, International Alert suggère, entre autres recommandations, « une plus grande prise en compte des besoins spécifiques des femmes et des filles dans les contextes d'extrémisme violent » et « une analyse approfondie du rôle des normes et des rapports sociaux de genre dans l'extrémisme violent ; l'anticipation des conséquences (positives et négatives) de ces stratégies sur les femmes et les filles dans les stratégies visant à lutter contre l'extrémisme violent ». En outre, selon le rapport, les partenaires internationaux devraient « éviter la standardisation des réponses qui reproduisent souvent le point de vue hégémonique des milieux urbains » et adapter les politiques de genre et les initiatives de PEV « aux exigences, aux aspirations et aux demandes spécifiques des femmes issues des milieux ruraux et marginalisés, afin d'assurer la pertinence de ces politiques face aux réalités des terrains où les groupes extrémistes violents ont le plus d'emprise »¹⁷.

13 Luca Raineri, *Dogmatisme ou pragmatisme ? Extrémisme violent et genre au Sahel central*, International Alert (2020). Disponible à l'adresse : <https://www.international-alert.org/app/uploads/2021/08/Sahel-Violent-Extremism-Gender-FR-2020.pdf>

14 Ibid. p. 61.

15 Ibid. p. 39.

16 Ibid. p. 61.

17 Ibid. p. 63.

Ces constatations et recommandations ont incité l'UNICRI à approfondir l'étude de ces liens. Grâce au généreux soutien de l'Agence de coopération internationale de la République de Corée, l'Institut a lancé début 2023 une collecte de données en République du Mali, en République islamique de Mauritanie et en République du Niger afin de définir des principes directeurs pour la conception de futures interventions de PEV fondées sur une analyse des rôles de genre et des relations de pouvoir entre les hommes et les femmes et des besoins des communautés urbaines et rurales. L'initiative comprend également un volet de renforcement de capacités des autorités nationales et des représentants de la société civile, qui sera mis en œuvre en 2024 sur la base des résultats et des conclusions de cette étude. Bien qu'elle n'apporte pas de conclusion définitive ni absolue, cette étude est une étape capitale dans l'analyse de l'impact de l'extrémisme violent sur les femmes et les jeunes filles, ainsi que de leurs besoins et demandes spécifiques, et fournit des informations et des recommandations pour le développement d'initiatives de P/LEV sensibles au genre dans la région.

Après une description des objectifs et de la méthodologie de l'étude, le présent rapport débute par un aperçu du contexte au Mali, en Mauritanie et au Niger, qui a permis de sélectionner les régions cibles. En ce qui concerne les principaux résultats de l'étude, le rapport présente une analyse de genre des perceptions, des besoins et des demandes des communautés locales dans les zones d'étude, notamment leurs vulnérabilités face à l'insécurité et à la violence. En conclusion, le rapport propose une analyse de la manière dont les résultats de l'étude peuvent être intégrés dans les initiatives de P/LEV afin de garantir des interventions adaptées au contexte et tenant compte de la dimension de genre..





2. Objectifs et méthodologie de l'étude

2.1 Objectifs de l'étude

L'objectif de cette étude est de fournir un rapport de situation sur les perceptions et les expériences des femmes, des filles, des hommes et des garçons dans des zones cibles du Mali, de la Mauritanie et du Niger, dans le but de concevoir des initiatives de prévention de l'extrémisme violent basées sur une solide analyse de genre et adaptées aux besoins locaux.

Le présent rapport recueille les opinions des membres de la communauté concernant quatre domaines principaux : la disponibilité des services, l'insécurité et la violence, les rôles de genre¹⁸, et les interventions qui pourraient empêcher l'extrémisme violent¹⁹ dans les zones ciblées. L'étude offre une occasion unique d'étudier les

¹⁸ « Normes sociales et comportementales qui, au sein d'une culture spécifique, sont largement considérées comme socialement appropriées pour les individus d'un sexe spécifique. Celles-ci déterminent souvent les responsabilités et les tâches traditionnelles assignées aux hommes, aux femmes, aux garçons et aux filles. Les rôles spécifiques à un genre sont souvent conditionnés par la structure du ménage, l'accès aux ressources, les impacts spécifiques de l'économie mondiale, la survenue d'un conflit ou d'une catastrophe, et d'autres facteurs locaux pertinents tels que les conditions écologiques. » *Gender Equality Glossary of Terms and Concepts*, UNICEF (2017).

¹⁹ Dans le cadre de cette étude, l'UNICRI a pris en compte les interventions qui sont spécifiques à la PEV, mais aussi celles qui sont pertinentes pour la PEV et celles qui y sont propices. Il peut s'agir, entre autres, d'activités de sensibilisation et de renforcement des capacités, ainsi que d'initiatives visant à faciliter la cohésion sociale, l'accès aux services essentiels (tels que les soins de santé et l'éducation), la création de revenus, le développement d'infrastructures et la gestion des conflits.



liens entre le genre, l'extrémisme violent²⁰ et le degré d'insatisfaction à l'égard des services essentiels et des droits fondamentaux en tant que moteur de la violence. L'étude contribue par ailleurs à déterminer, suivre et analyser les effets des conflits violents, de la violence et des extrémismes violents sur les femmes et les filles, ainsi que sur les hommes et les garçons, en vue d'évaluer la façon dont les initiatives de prévention peuvent prendre en compte les relations et les rôles de genre.

L'étude a été menée pour faire entendre la voix des personnes les plus touchées par l'extrémisme violent et pour mettre en valeur les expériences et les demandes des membres des communautés urbaines et rurales. Cette approche repose sur l'idée que des interventions globales et tenant compte de la dimension de genre sont nécessaires pour prévenir et combattre efficacement l'extrémisme violent. Ces interventions doivent partir du principe que les interactions entre les hommes, les femmes et les groupes extrémistes violents ne sont pas uniformes dans l'ensemble du Sahel et doivent être analysées à la lumière des contextes, des demandes, des besoins et des attentes spécifiques des communautés locales²¹. Si l'idéologie peut sans aucun doute être un facteur d'attraction, l'instabilité économique, la pauvreté et le manque d'accès aux services et aux ressources sont apparus comme des facteurs déterminants de la radicalisation dans le Sahel. Reconnaisant les différences entre les trois pays cibles, l'étude adopte une approche intersectionnelle pour étudier les perceptions des membres de la communauté concernant la disponibilité et l'accès aux services essentiels, ainsi que les perceptions prévalentes sur les questions de sécurité et les rôles et normes de genre.

2.2 Méthodologie

L'étude a adopté une approche mixte comprenant une recherche documentaire et des méthodes de recherche quantitatives et qualitatives. La phase initiale de l'étude a été consacrée à des recherches documentaires s'appuyant sur des publications scientifiques, des articles, des rapports d'experts et des documents d'organisations internationales et de gouvernements. Cette phase a permis d'obtenir des informations sur la situation dans chaque pays cible en matière de violence et d'insécurité, ainsi que sur les inégalités juridiques et sociales auxquelles

20 Une note sur les définitions : l'extrémisme violent a fait l'objet de plusieurs définitions différentes, dont aucune n'est universellement acceptée. Selon le plan d'action du Secrétaire Général des Nations unies pour la prévention de l'extrémisme violent, la définition de ces termes relève de la prérogative des États membres, étant donné que ces définitions doivent également être compatibles avec les obligations des pays en vertu du droit international, et en particulier du droit relatif aux droits de l'homme. Ainsi, les Nations Unies ont adopté une "approche pratique" de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, qui n'aborde généralement pas la question de la définition. Toutefois, pour les besoins de cette recherche, le terme "extrémisme violent" suit généralement la définition proposée par l'UNESCO : "ce terme renvoie aux opinions et aux actions de ceux qui approuvent la violence ou y ont recours au nom d'objectifs idéologiques, religieux ou politiques. Cette définition inclut le terrorisme et d'autres formes de violence sectaire et motivée par des raisons politiques."

21 La spécificité par rapport au contexte est soulignée dans de nombreux documents internationaux. Voir, par exemple, *Good Practices on Women and Countering Violent Extremism*, Global Counter Terrorism Forum (2015), en particulier la bonne pratique n° 11.

les femmes sont confrontées. Ces analyses visaient à dégager les limites, les lacunes et les besoins essentiels pour concevoir des interventions de PEV adaptées, tout en tenant compte des différentes stratégies, outils et messages utilisés par les groupes extrémistes violents. La recherche documentaire a été suivie par des visites de terrain — entre avril et mai 2023 — à Bamako et dans les régions de Mopti et Ségou au Mali ; à Nouakchott et dans les régions de l'Assaba et du Hodh Ech Chargui en Mauritanie ; et à Niamey et dans la région de Tillabéri au Niger.

Dans les pays cibles, les données primaires ont été collectées par des chercheurs locaux, qui ont également contribué à la conception des outils de recherche. Leur implication auprès des communautés locales et leur expertise de la région leur ont permis d'apporter des informations importantes sur les attitudes et les croyances des personnes interrogées, de sélectionner des zones et des groupes cibles pertinents et de suggérer des questions en fonction du contexte. Les visites de terrain avaient pour objectif de recueillir des informations par l'intermédiaire d'enquêtes, d'entretiens avec des informateurs clés et de groupes de discussion. Tous ces outils de recherche ont été élaborés dans le but de répondre aux questions suivantes :

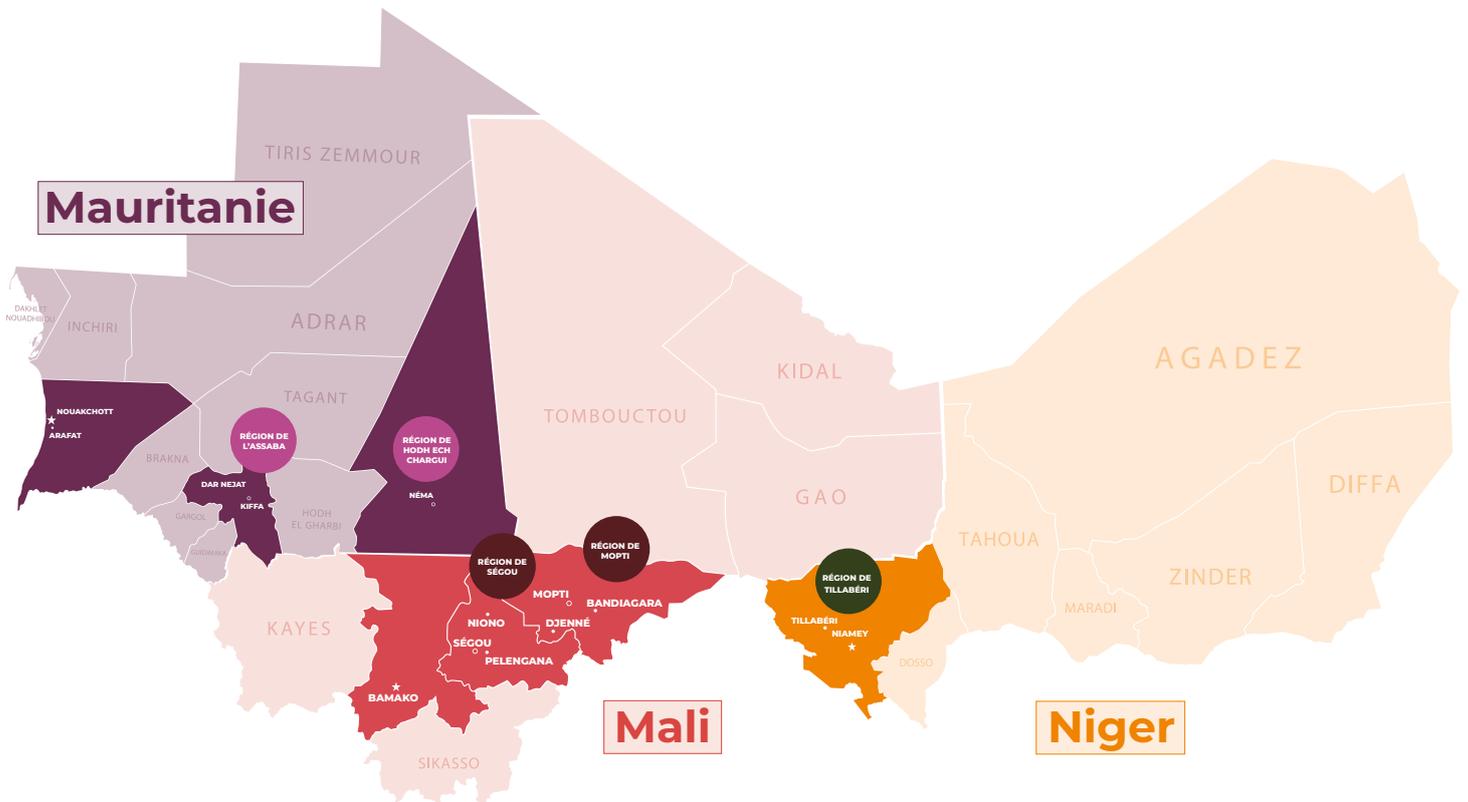
- ? Quels sont les besoins et les demandes des femmes et des hommes dans les contextes ruraux et urbains, et quels acteurs y répondent ?
- ? Comment les rôles de genre, les rapports de force et les normes en matière de genre sont-ils perçus dans les pays cibles ?
- ? Comment les interventions de PEV peuvent-elles adopter une perspective de genre et intégrer les besoins des femmes et des hommes dans les contextes urbains et ruraux ?

La méthode d'analyse des données a été conçue pour prendre en compte de manière équitable les différentes perceptions des femmes et des hommes et pour mieux comprendre leurs expériences vécues, en particulier en ce qui concerne l'extrémisme violent. Pour la dernière phase de l'étude — l'analyse des données primaires —, l'objectif n'était pas de confirmer ou de contester l'exactitude des études précédemment accréditées, mais plutôt de fournir de manière transparente un rapport sans filtre sur les perceptions locales et les expériences des communautés. Associée aux tendances nationales et à l'analyse documentaire, cette étude peut ainsi offrir une clé pour comprendre les complexités du terrain.

2.2.1 Zones et groupes cibles

Les pays cibles (Mali, Mauritanie et Niger) ont été choisis par l'UNICRI sur la base des résultats d'études antérieures examinées au cours de la recherche documentaire, ainsi que de la vaste expérience de l'Institut dans la mise en œuvre de projets de

Toutes les zones cibles



Nombre de répondants par pays

Mali:

13 Entretiens avec les informateurs clés
 + Groupe de discussion avec 11 participants
 + Groupe de discussion avec 13 participants
 + Groupe de discussion avec 9 participants
 + 50 enquêtes auprès de la communauté
 + 9 enquêtes auprès des OSC
 + 9 enquêtes auprès des autorités locales = **114**

Niger:

8 Entretiens avec les informateurs clés + Groupe de discussion avec 7 participants
 + Groupe de discussion avec 15 participants
 + Groupe de discussion avec 30 participants
 + 52 enquêtes auprès de la communauté
 + 12 enquêtes auprès des OSC + 10 enquêtes auprès des autorités locales = **134**

Mauritanie:

88 Entretiens avec les informateurs clés
 + Groupe de discussion avec 8 participants
 + Groupe de discussion avec 9 participants
 + Groupe de discussion avec 10 participants
 + 52 enquêtes auprès de la communauté
 + 10 enquêtes auprès des OSC
 + 10 enquêtes auprès des autorités locales = **107**



Répondants

PEV dans ces régions. Les régions cibles de chaque pays ont été sélectionnées en fonction de leur exposition à l'insécurité liée à l'extrémisme violent, de la disponibilité d'interlocuteurs pertinents (par exemple, des représentants des autorités nationales dans les capitales) et de l'objectif de l'UNICRI de collecter des données à la fois dans les zones urbaines et rurales, ainsi que dans des zones marginalisées.

Pour garantir la qualité de l'étude, les groupes cibles ont été sélectionnés selon une approche inclusive intégrant différentes catégories d'interlocuteurs susceptibles de fournir des informations pertinentes et une vue d'ensemble de la situation sur le terrain. Les personnes interrogées regroupent des membres de la communauté, des autorités nationales et locales, des chefs religieux, des experts en sécurité, des représentants d'organisations internationales et des acteurs de la société civile. Afin de garantir la pertinence des questions des outils de recherche pour tous les contextes des personnes sondées, elles ont été personnalisées en fonction du profil du groupe cible interrogé. L'étude a porté sur un total de 355 personnes interrogées dans les trois pays cibles. Cette base empirique relativement large a permis aux chercheurs d'atteindre le point de saturation des données collectées. La saturation est le processus à l'issue duquel il devient possible de mettre un terme à une enquête, les variations des nouvelles informations obtenues devenant minimales ou inexistantes.

2.2.2 Collecte des données primaires

Pour répondre aux questions de recherche citées plus haut, l'étude a utilisé diverses méthodes de collecte de données primaires et employé des approches complémentaires pour permettre un certain degré de généralisation, faciliter la triangulation et permettre une comparaison entre les sites de recherche.

- Au total, 214 enquêtes en face à face ont été conduites, la plupart ciblant les femmes (154) et les filles (75) ainsi que les hommes et les garçons (79) des communautés locales. Les autres enquêtes (60) ont ciblé les autorités nationales (29) et les acteurs de la société civile (31). Cet outil de recherche était constitué de questions fermées telles que des questions à choix multiples, des questions matricielles et des questions attendant une réponse par « oui » ou par « non ».
- En outre, 29 entretiens avec des informateurs clés ont été menés avec des autorités compétentes, des chefs religieux, des experts en sécurité et des représentants d'organisations internationales. Ces entretiens ont été menés à l'aide de guides semi-structurés et de questions adaptées à chaque groupe cible. Des transcriptions in extenso ont également été collectées ; il s'agit d'extraits relativement courts, mot pour mot, des réponses données par les

personnes interrogées. Ces phrases complètes et significatives exprimées par les personnes interrogées dans les langues locales ou en français ont permis d'obtenir des remarques et des commentaires très utiles qui ont enrichi l'analyse de ce rapport.

- Neuf groupes de discussion ont été organisés, trois dans chaque pays cible. Le nombre de participants à chaque groupe de discussion variait de 7 à 30 personnes, pour un total de 112 participants. Quatre groupes de discussion ont réuni des acteurs de la société civile, tandis que les autres groupes de discussion comprenaient des membres des communautés locales. Parmi ceux-ci, trois groupes de discussion ont été organisés exclusivement pour les femmes et les filles. Ces discussions étaient essentielles pour acquérir une compréhension approfondie des questions visées et pour fournir un espace sûr aux participants, afin qu'ils et elles puissent partager ouvertement et sans filtre leurs perceptions et leurs expériences.

Au cours du processus de collecte des données, l'UNICRI a veillé à l'anonymat de tous les participants et les a informés des principes de confidentialité et de consentement éclairé. L'Institut s'est également efforcé d'assurer une répartition équitable entre les personnes interrogées, en tenant compte de facteurs tels que le sexe, l'âge, l'appartenance ethnique et le lieu de résidence dans des zones rurales ou urbaines. Afin de promouvoir une participation égale, les horaires et les lieux des entretiens et des groupes de discussion ont été fixés en tenant compte des exigences et des engagements de tous les membres de la communauté, en accordant une attention particulière aux femmes et aux filles.

2.2.3 Défis et limites

L'étude a permis d'étudier les perceptions des membres de la communauté concernant les besoins, les rôles de genre et les vulnérabilités liées à l'extrémisme violent au Mali, en Mauritanie et au Niger. Compte tenu de l'accent porté sur les perceptions des communautés, les données présentées dans le rapport doivent donc être interprétées avec prudence. Les chercheurs ont recueilli des opinions et des informations personnelles en menant des entretiens avec des informateurs clés, des groupes de discussion ou des enquêtes en face à face — qui ne peuvent être considérés comme des preuves absolues concernant les sujets étudiés. En outre, la sélection de l'échantillon des personnes interrogées n'a pas été entièrement aléatoire, car influencée par la disponibilité de ces personnes et des contraintes logistiques (principalement pour des raisons de sécurité).

En ce qui concerne les informations partagées par les personnes interrogées et les thématiques abordées, malgré l'utilisation de protocoles de recherche conçus pour garantir l'anonymat et la confidentialité, la nature hautement sensible des sujets étudiés (l'égalité des genres et l'extrémisme violent) pourrait avoir

entaché la transparence des conversations entre les enquêteurs et les sondés ou les réponses fournies par ces derniers. En effet, certaines personnes interrogées ont hésité à répondre aux questions relatives aux activités d'extrémisme violent,, probablement en raison d'un manque de confiance généralisé à ce sujet.

Il est également essentiel de préciser que la collecte des données a été effectuée par trois chercheurs masculins, respectivement originaires du Mali, de Mauritanie et du Niger. Malgré les efforts considérables déployés pour intégrer des chercheuses à l'équipe locale pour encourager la participation des femmes et des filles au processus de l'étude, cela n'a pas été possible, en raison de leur indisponibilité ou de leur réticence à entreprendre la collecte de données dans ce contexte. Les chercheurs masculins possédaient une précieuse connaissance du contexte local et des compétences linguistiques, ce qui a grandement facilité le processus de collecte des données (la traduction simultanée de l'enquête dans la langue locale a parfois été nécessaire), mais le manque de mixité au sein de l'équipe de collecte des données a empêché la tenue de certains groupes de discussion censés être réservés aux femmes, car dans certains cas, il a été déconseillé à ces dernières de rencontrer seules un « homme étranger » (c'est-à-dire le chercheur) et elles ont été accompagnées par des membres masculins de la communauté. Face à cette situation, les chercheurs n'ont pas exclu les hommes des groupes de discussion afin d'éviter les tensions. Tous les participants ont plutôt été encouragés à donner aux femmes interrogées un espace et un temps suffisants pour exprimer leur point de vue, et les questions leur ont été posées directement. Au total, 49 % des enquêtes en face à face ont été réalisées avec des femmes, et 51 % avec des hommes. Il convient de noter une plus forte proportion de femmes interrogées au Mali et en Mauritanie. À l'inverse, au Niger, les femmes ne représentaient que 36 % des participants à l'enquête.

En ce qui concerne les zones géographiques, le rapport s'est concentré sur les régions où la collecte de données a été effectuée, à savoir Bamako et les régions de Mopti et Ségou au Mali ; Nouakchott et les régions de l'Assaba et du Hodh Ech Chargui en Mauritanie ; et Niamey et la région de Tillabéri au Niger. Si l'un des critères de sélection de ces sites était leur exposition à l'insécurité liée à l'extrémisme violent, la sûreté et la sécurité des chercheurs locaux ont été privilégiées. Cela signifie que certaines zones ou provinces sous l'influence et le contrôle directs de groupes extrémistes violents n'ont pas fait l'objet de visite. Par conséquent, si les perceptions des personnes interrogées dans ces régions peuvent refléter celles d'autres communautés dans les pays cibles ou au Sahel, cette étude ne peut être considérée comme représentative des perceptions nationales ou régionales. Enfin, compte tenu de la nature évolutive des deux sujets de cette étude, à savoir l'extrémisme violent et le genre, les résultats de cette étude cherchent à refléter la situation telle qu'elle a été décrite par les personnes interrogées en avril et mai 2023, lorsque l'étude de terrain a été menée, mais ils ne permettent pas nécessairement de prédire l'évolution future des perceptions des communautés.



3. Contexte de l'étude

La région du Sahel connaît une croissance démographique rapide, avec une population pour moitié féminine et parmi les plus jeunes du monde²². Pourtant, les conflits récurrents, la violence et l'insécurité — ainsi que les effets des changements climatiques — exacerbent la pauvreté, perpétuent les inégalités et compromettent la sécurité socio-économique de la population. Les femmes, les hommes et les jeunes sont exposés à plusieurs risques, dont les menaces d'extrémisme violent et la propagation des réseaux criminels²³. La région est en proie à l'insécurité depuis 2012, lorsque la crise a éclaté au Mali, entraînant un effet boule de neige et une escalade de la violence dans les zones frontalières entre la Mauritanie, le Mali et le Niger. Au fil des années, les groupes extrémistes violents, notamment les configurations locales d'Al-Qaïda et de l'État islamique et leurs groupes affiliés, ont étendu leur influence à travers le Sahel, perpétrant des actes de violence contre les forces de sécurité nationales et régionales, les armées nationales et internationales, les forces de maintien de la paix de l'ONU, ainsi que contre les civils²⁴. Une pléthore

²² *World Population Prospects*, DESA (2019).

²³ *Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD)*, Fonds des Nations Unies pour la population.

²⁴ Luca Raineri, *Dogmatisme ou pragmatisme ? Extrémisme violent et genre au Sahel central*, International Alert (2020).



d'acteurs armés non étatiques²⁵ (notamment des groupes extrémistes violents²⁶, des milices d'autodéfense et des milices ethniques) est active dans la région. Selon l'analyse de l'UNICRI, entre 2015 et 2020, neuf pays de la région du Sahel ont enregistré 1848 attaques violentes par des groupes armés non étatiques, qui ont fait 4490 morts. Le Mali et le Niger ont été les plus touchés en nombre de pertes civiles. L'édition 2023 de l'indice mondial du terrorisme indique que la région du Sahel est actuellement l'épicentre mondial du terrorisme, avec 43 % des décès liés au terrorisme dans le monde en 2022, contre seulement 1 % en 2007²⁷, et une augmentation de plus de 2000 % du terrorisme au cours des 15 dernières années.

Cette étude couvre un large éventail de zones cibles afin de fournir une compréhension globale des nuances et de faciliter une analyse comparative des différents contextes. Les régions ciblées sont Bamako, Mopti et Ségou au Mali, l'Assaba, le Hodh Ech Chargui et Nouakchott en Mauritanie, et Niamey et Tillabéri au Niger. Ces régions présentent des variations significatives en matière de niveaux de violence, d'influence des acteurs armés non étatiques et d'efficacité de la gouvernance de l'État. Par exemple, alors que la Mauritanie n'a enregistré aucun attentat terroriste depuis le 20 décembre 2011²⁸, le Mali est entré dans sa douzième année de crise en 2023. De son côté, le Niger assiste à une escalade des attaques contre les civils, ce qui entraîne des déplacements de population et une aggravation des conditions humanitaires dans la région de Tillabéri²⁹.

Les niveaux d'inégalités de genre au Sahel étant parmi les plus élevés au monde³⁰, il est essentiel d'analyser la façon dont les crises interdépendantes qui réduisent la sécurité, l'accès aux services fondamentaux, la liberté individuelle et la stabilité économique peuvent exacerber les disparités entre les genres et augmenter les risques pour les femmes et les filles. En procédant à cet examen, l'étude propose une compréhension plus approfondie des défis et des complexités et fournit des recommandations pour élaborer des stratégies efficaces afin de faire face à ce problème crucial.

25 Il n'existe pas de définition internationalement reconnue des groupes armés non étatiques. Le protocole additionnel II aux conventions de Genève relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux définit les groupes armés non étatiques comme « des forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés qui, sous la conduite d'un commandement responsable, exercent sur une partie [d'un] territoire un contrôle tel qu'il leur permette de mener des opérations militaires continues et concertées [...] ».

26 Entre autres, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (PAOEI), Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM).

27 *Global Terrorism Index*, Institute for Economics and Peace (2023).

28 Le 5 mars 2023, quatre membres d'Al-Qaïda au Maghreb islamique se sont évadés de la prison centrale de Nouakchott, où ils étaient incarcérés. Ils ont tué deux membres de la garde nationale et en ont blessé deux autres. Quelques jours plus tard, le 11 mars, le gouvernement a annoncé que trois des terroristes en fuite avaient été tués et qu'un autre avait été arrêté par les forces de sécurité. D'après *Preliminary Analysis, Mauritania: terrorists prison attack and jailbreak*, CAERT (2023) ; *Mauritania says three fugitives killed after prison break*, Reuters (2023). Disponibles aux adresses : <https://caert.org/dz/incident-reports/Mauritania%20Terrorists%20Prison%20Attack%20and%20Jailbreak.pdf> ; et <https://www.reuters.com/world/africa/mauritania-says-three-fugitives-killed-after-prison-break-2023-03-12/> consultés le 2 août 2023.

29 Ornella Moderan, Fatoumata Maïga et Boogu/Gayya Project, *Niger: Women's Views on Insecurity in the Tillabéri Region*, Institut d'études de sécurité (ISS), Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP Niger) (2022).

30 *Indice d'inégalité de genre*, Rapports sur le développement humain, PNUD ; *Global Gender Gap Report 2023*, Forum économique mondial (2023) ; *Rapport sur l'indice de genre en Afrique 2019*, Banque africaine de développement et Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (2020).

Les prochaines sections donnent un aperçu du contexte de chaque pays, en mettant l'accent sur la sécurité et les extrémismes violents, tandis que le chapitre qui suit présente des données spécifiques sur l'égalité des genres.

3.1 Mali

Le Mali traverse depuis plus d'une décennie une crise multidimensionnelle sans précédent, qui a débuté dans les régions du nord et du nord-est (Kidal, Tombouctou, Ménaka, Gao) en 2012, entraînant un cycle d'insécurité qui s'est ensuite propagé aux régions centrales de Mopti et de Ségou, qui font l'objet de la présente étude.

Le conflit a débuté par la rébellion armée des mouvements autonomistes touaregs et s'est intensifié suite à leur collaboration avec des groupes jihadistes. Malgré la signature d'un accord de paix en 2015, le pays est confronté à une crise sécuritaire permanente qui a conduit à des conflits communautaires entre des populations qui vivaient auparavant en harmonie. Des violences récurrentes, telles que des attaques de villages, des blocus et des violations des droits humains gangrènent le centre du pays. En raison des incursions de divers GEVs, les forces de sécurité de l'État se sont retirées de la plupart des régions, faisant des groupes armés non étatiques la force dominante sur le terrain. Il s'agit notamment de Katiba Macina³¹ — qui fait partie du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda — et de groupes armés communautaires et d'autodéfense. Ces dernières milices locales s'appuient sur des systèmes bien établis comme les confréries de chasseurs, traditionnellement chargées de protéger les villages et les communautés. Les milices locales comme les Dozos, devenues des acteurs armés majeurs dans les régions centrales du Mali, illustrent ce phénomène³².

À mesure que les GEVs étendent et consolident leur pouvoir, ils sèment la panique et la confusion. Ils ont pris pour cible les forces de défense et de sécurité, les fonctionnaires du gouvernement, ceux qu'ils considéraient comme des collaborateurs, ainsi que les organisations internationales, et ont perturbé et interféré avec les mécanismes de gestion des différends des communautés traditionnelles. Les communautés ont vu leur sécurité compromise, sans protection de la part du gouvernement ou des méthodes traditionnelles de résolution des conflits. D'autre part, le conflit permanent entre agriculteurs et éleveurs a détérioré la situation sécuritaire, confrontant la population à de multiples préoccupations. Les forces d'autodéfense communautaires, créées pour contrer les groupes extrémistes violents, sont également devenues une menace importante pour la

³¹ La Katiba Macina est une organisation islamiste fondée et dirigée par le prédicateur Amadou Koufa.

³² Ornella Moderan, *Proliferation of Armed Non-State Actors in the Sahel: Evidence of State Failure?* Institut italien d'études politiques internationales (ISPI) (2021).

population. La violence a forcé les communautés à fuir leurs villages et à chercher refuge dans des camps de personnes déplacées. En conséquence, les enfants ne peuvent souvent plus aller à l'école et risquent de se faire recruter. Comme dans d'autres pays, le secteur de l'éducation est une cible privilégiée des GEVs, car très facile à atteindre et présentant des risques minimes de résistance. « Accusés de faire l'école du colonialisme ou [...] de collaborer avec les forces de sécurité, les enseignants sont des cibles chroniques des djihadistes. [...] L'éducation est le principal enjeu dans la guerre d'une compétition idéologique. Pour les djihadistes, l'enseignement du français doit être remplacé par celui de l'arabe et du Coran. Les filles et les garçons doivent être séparés et les enseignantes voilées : "Ils disent que l'école des Blancs est haram".³³ »

Pour faire face à la montée de l'extrémisme violent et lutter contre le terrorisme, le gouvernement malien a adopté en 2017 une politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme (PNLEVT), ainsi qu'un plan d'action connexe (2018-2020). Cette politique est structurée autour de principes, d'objectifs et de stratégies visant à établir un cadre pour une consultation inclusive, une coordination interministérielle et sectorielle entre le gouvernement et ses partenaires. La politique repose sur cinq piliers : la prévention, la protection, les poursuites, la riposte et la cohésion sociale. La mise en œuvre est supervisée par un comité de pilotage dirigé par le Premier ministre et un comité de coordination et de suivi-évaluation relevant du Secrétariat permanent du Ministère des affaires religieuses, du culte et des coutumes. Une évaluation indépendante de la politique a révélé que les interventions et les actions mises en œuvre dans le plan d'action 2018-2020 devaient améliorer leurs performances globales en termes de pertinence, d'efficacité, d'efficience, de durabilité et d'impact³⁴. Selon le rapport d'évaluation, le plan d'action doit coordonner efficacement les interventions et les collaborations stratégiques entre les nombreux acteurs concernés.



33 Luis Martinez, *Sahel : des populations civiles à l'épreuve d'une insurrection djihadiste*, Le Journal de l'Afrique (2023). Texte anglais disponible à l'adresse : <https://lejournaldeafrique.com/sahel-des-populations-civiles-a-lepreuve-dune-insurrection-djihadiste/?q=%2Fen%2Fsahel-of-civilian-populations-has-the-proof-of-a-jihadist-insurrection%2F> consulté le 2 août 2023. La citation « Ils disent que l'école des blancs est haram » figure dans l'article. Il s'agit du témoignage d'un habitant tiré du journal *Le Sahélien*.

34 Bakary Sambe, Mahamadou Konate, *Évaluation de la Politique Nationale de Prévention et de Lutte Contre l'Extrémisme Violent et le Terrorisme et son Plan d'Action (PNLEVT)*, 2018-2020.

En outre, dans le cadre d'une activité transversale, le document suggère de fournir de meilleurs conseils pour aider les femmes et les jeunes à définir et à développer leurs idées de projets. Sur la base des conclusions du rapport, le plan d'action suivant a été renforcé en tant qu'outil pour encourager la collaboration intersectorielle, la coordination et l'harmonisation des activités existantes en matière de prévention de l'extrémisme violent ; ces améliorations sont nécessaires pour renforcer l'impact des interventions et les rendre plus pertinentes par rapport aux besoins de la communauté. Le plan d'action 2021-2025 de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme add (PNLEVT) a été officiellement adopté par le gouvernement en octobre 2021.

3.2 Mauritanie

La Mauritanie se trouve dans une situation unique par rapport à ses voisins de la région du Sahel. Le pays partage plus de 2236 km de frontière avec le Mali, et la région du Hodh Ech Chargui, particulièrement proche de la frontière, accueille plus de 92 000 réfugiés maliens³⁵. La coexistence entre la population hôte et les réfugiés dans le Hodh Ech Chargui est parfois source de tensions autour des ressources. Les habitants de cette région, qui pratiquent essentiellement des activités agropastorales et font des allers-retours constants entre le Mali et la Mauritanie, au gré des saisons et des pluies, ont vu leur environnement sociopolitique et sécuritaire changer au cours de la dernière décennie, en raison de l'implantation de GEVs dans les régions du Mali limitrophes de la Mauritanie, où l'État malien est absent. Malgré les vagues de violence à proximité de ses frontières, le pays a réussi à contenir les débordements sur son territoire. En effet, même si des groupes extrémistes violents ont été actifs dans le pays entre 2005 et 2011, aucun attentat terroriste n'a été enregistré depuis 2011³⁶.

L'absence d'attentats depuis 2011 a été attribuée à une double stratégie adoptée par le gouvernement, comprenant d'une part des mesures antiterroristes « dures », et d'autre part le dialogue avec les jihadistes détenus et leur participation à des discussions théologiques pour contester la légitimation de la violence³⁷. Ce dialogue avec les détenus a été mené dans les prisons avec le soutien d'oulémas³⁸ et aurait permis de contrer efficacement les croyances extrémistes et d'inciter à

³⁵ Factsheet, Mauritania, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (2023).

³⁶ Comme indiqué plus haut, le 5 mars 2023, quatre membres d'Al-Qaïda au Maghreb islamique se sont évadés de la prison centrale de Nouakchott où ils étaient détenus, tuant deux membres de la garde nationale et en blessant deux autres. Quelques jours plus tard, le 11 mars, le gouvernement a annoncé que trois des terroristes en fuite avaient été tués et qu'un autre avait été arrêté par les forces de sécurité. D'après *Preliminary Analysis, Mauritania: terrorists prison attack and jailbreak*, CAERT (2023) ; et *Mauritania says three fugitives killed after prison break*, Reuters (2023). Disponibles aux adresses : <https://caert.org.dz/incident-reports/Mauritania%20Terrorists%20Prison%20Attack%20and%20Jailbreak.pdf> ; et <https://www.reuters.com/world/africa/mauritania-says-three-fugitives-killed-after-prison-break-2023-03-12/> consultés le 2 août 2023.

³⁷ Anouar Boukhars, *Contre le terrorisme en Mauritanie*, Centre africain d'études stratégiques (2020).

³⁸ *Érudits musulmans ou chefs religieux*.

une remise en question de l'idéologie, ce qui a entraîné le désengagement de la grande majorité des jeunes radicalisés. Parallèlement à cette approche, d'autres démarches de PEV en Mauritanie ont porté sur la promotion d'une interprétation modérée de l'islam connue sous le nom d'al-Wassatiya, qui prône la tolérance. Malgré ces efforts, il reste des zones considérées comme des foyers de radicalisation violente, en particulier l'axe Nouakchott-Wad Naga-Boutilimit-Aleg, qui présente la plus forte concentration d'extrémistes violents, ainsi que des groupes plus réduits à Kiffa, Néma et Djiguenni. Les jeunes sont mobilisés et recrutés par des détenus jihadistes, qui continuent à recruter activement des adeptes dans les prisons de Nouakchott et d'Aleg. La présence de certaines idéologies extrémistes au camp de M'Berra offre des opportunités de recrutement pour les groupes armés qui ont encore une présence idéologique à travers les prédicateurs. À la lumière de cette situation, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans le pays repose sur quatre principaux piliers qui reflètent une vision englobante. Ces piliers portent sur l'alignement de la législation nationale sur les normes internationales, la création d'une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme (établie en 2010) et la mise en œuvre d'un processus de déradicalisation par le dialogue et la modération³⁹.

Malgré l'absence d'attentats récents, la principale menace provient des groupes associés au GSIM⁴⁰. Par ailleurs, de nombreux jihadistes de la région du Sahel



Photo de El Mokhtar Aoufa : pierre commémorative érigée sur le site de l'attentat qui a coûté la vie à cinq touristes français, près d'Aleg, en Mauritanie, le 24 décembre 2007

39 Colloque régional sur la prévention de la radicalisation et la lutte contre l'extrémisme violent au Sahel, Nouakchott du 17 au 19 mai 2017. L'Approche Mauritanienne Contre l'Extrémisme Violent les Piliers (4) et les dimensions (8), Union africaine, disponible à l'adresse : <https://www.au-misahel.org/colloque-regionale-sur-la-prevention-de-la-radicalisation-et-la-lutte-contre-l-extremisme-violent-au-sahel-nouakchott-du-17-au-19-mai-2017-l-approche-mauritanienne-contre-l/>.

40 *Mauritania Violent Extremism and Media Landscape Assessment*, USAID (2019).

occupant des postes élevés dans des groupes extrémistes violents viennent de Mauritanie, et cette exportation de l'extrémisme constitue une grave menace pour le pays⁴¹ et la région. Selon des chercheurs locaux, la radicalisation de certains segments de la population, en particulier les jeunes hommes et les jeunes femmes, peut être attribuée à des facteurs tels que l'âge, l'insuffisance de l'enseignement, de la formation et des systèmes d'information, ainsi que les difficultés économiques. En effet, la transformation économique de la Mauritanie s'essouffle, 65 % de la population dépendant de l'agriculture — notamment de l'élevage, qui représente 51 % de l'emploi agricole⁴² — et, en raison des conditions environnementales difficiles de la région, les moyens de subsistance de nombreuses personnes sont menacés. Ces facteurs facilitent la propagation et l'enracinement des idéologies extrémistes.

Deux autres problèmes politiques minent la stabilité de la Mauritanie. Premièrement, le pays connaît depuis longtemps une forte politisation des identités. La société mauritanienne est composée de différents groupes sociaux et ethniques organisés selon une hiérarchie dynamique au sein de laquelle les droits, les devoirs et le niveau de participation à la vie sociale des hommes et des femmes varient. On distingue deux grands groupes identitaires, les groupes arabophones (qui comprennent les Beïdanes, ou Maures blancs, et les Haratines, ou Maures noirs) et les communautés « noires africaines », c'est-à-dire les groupes non arabophones (Toucouleurs, Soninkés et Wolofs). Des tensions ont souvent éclaté entre ces groupes, notamment en raison de la discrimination dans les politiques d'éducation et la propriété foncière, ainsi que des inégalités de représentation ethnique dans l'appareil politico-bureaucratique⁴³. Deuxièmement, après avoir obtenu son indépendance en 1960, la Mauritanie a connu son premier coup d'État en 1978 et, depuis lors, presque tous les chefs d'État ont été des militaires ou d'anciens membres de l'armée. Les élections présidentielles de 2019 ont été la première transition politique pacifique dans le pays, sans coup d'État⁴⁴.

Photo de El Mokhtar Aoufa : pierre commémorative érigée sur le site de l'attentat qui a coûté la vie à cinq touristes français, près d'Aleg, en Mauritanie, le 24 décembre 2007

41 Chris Simpson, *Debunking Mauritania's Islamist Militancy Mythology*, The New Humanitarian (2016) disponible à l'adresse : <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2016/08/23/debunking-mauritania-s-islamist-militancy-mythology>.

42 Bertelsmann Stiftung, *BTI 2022 Country Report — Mauritania*. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung, 2022.

43 Ibid.

44 Ibid.

3.3 Niger

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, le Niger a connu de longues périodes de régimes autoritaires et militaires. Cependant, en 2011, le pays a rétabli l'ordre constitutionnel en instituant sa Septième République. En particulier, les élections présidentielles et législatives organisées entre 2020 et 2021 ont donné lieu au premier transfert pacifique du pouvoir d'un gouvernement civil à un autre.

Des tensions sont apparues au cours des dernières décennies en raison de l'insurrection d'idéologies contrastant avec les pratiques islamiques traditionnelles du Niger (la Tijaniyya, la Qadriyya et la Khalwatiyya) et avec le principe de la séparation entre l'État et la religion, ou « principe de laïcité de l'État », inscrit dans la Constitution. Depuis les années 1990, des mouvements salafistes en provenance du Nigeria voisin sont apparus au Niger, dont le plus notable est le mouvement Izala⁴⁵, qui s'oppose à la fois à l'État et aux courants islamiques traditionnels⁴⁶. Des mosquées privées et des madrassas⁴⁷, ou écoles coraniques, ont été créées dans tout le pays, ainsi que des associations islamiques salafistes. Les prêches dans la rue et dans les médias se sont multipliés, de même que l'adoption d'un mode de vie islamiste, même par les femmes et les jeunes filles. Selon le chercheur Abdoulaye Sounaye, « l'émergence des madrassas et des centres d'apprentissage du Coran et de l'arabe a fortement contribué aux initiatives visant à donner à l'islam un rôle normatif, non seulement dans la vie personnelle, mais aussi dans la vie collective et publique »⁴⁸.

De plus, depuis 2012, le Niger, comme la Mauritanie, a été touché par la crise au Mali et fait face à des tensions liées à l'extrémisme violent et à la criminalité transnationale. En raison de sa situation géographique stratégique, le Niger est une zone de transit cruciale pour les migrations vers l'Europe. Au cours de la dernière décennie, la région a été en proie à deux principales sources d'insécurité : Boko Haram dans le nord du Nigeria, qui affecte l'ensemble du bassin du lac Tchad, et les groupes extrémistes violents affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique dans le nord du Mali. Ces groupes ont mené des attaques armées dans la zone située à la jonction des frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Plusieurs attaques de grande envergure ont été attribuées à l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Il s'agit notamment des attaques d'Inates (10 décembre 2019) et de Chinégodar (9 janvier 2020), qui ont infligé de lourdes pertes aux forces nigériennes. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda et originaire du Mali voisin, fait également des incursions dans les régions

45 Jama'at Izalat al Bid'a Wa Iqamat as Sunna (Société pour la suppression de l'innovation et le rétablissement de la sunna).

46 Abdoulaye Sounaye, *Les Héritiers du Cheikh Izala et ses Appropriations d'Usman Dan Fodio au Niger*, L'Islam Au-delà des Catégories 206-207(2012), pp. 427-447. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.17066>

47 Dans le contexte de cette étude, les termes *madrassa* ou école coranique désignent les établissements d'enseignement islamique.

48 Abdoulaye Sounaye, *L'Islam au Niger : éviter l'amalgame*, Humanitaire [En ligne], 28 (2011). Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/humanitaire/1023?lang=fr>

de Tillabéri et de Tahoua au Niger, qui sont limitrophes des régions de Gao et de Ménaka au Mali.

En conséquence, l'appareil de sécurité a été restructuré afin d'améliorer la résilience des forces de sécurité face à ces acteurs. En octobre 2020, le Niger a lancé un plan national de prévention de la radicalisation et des extrémismes violents, qui renforce les capacités du Centre national d'études stratégiques et de sécurité et soutient les activités de lutte contre l'extrémisme violent au moyen de petites subventions.⁴⁹



⁴⁹ Comme décrit dans la section Méthodologie, pour cette recherche, les visites de terrain au Niger ont été menées entre avril et mai 2023 et ont donc précédé le coup d'État du 26 juillet. La collecte de données n'a donc pas été affectée par ces événements, et l'analyse incluse dans cette étude reflète la situation telle qu'elle a été observée au cours du printemps 2023.



4. Recherche documentaire sur l'égalité des genres dans les pays cibles

Ce chapitre vise à fournir une vue d'ensemble de la situation des droits des femmes et de l'égalité des genres dans les pays cibles, à savoir le Mali, la Mauritanie et le Niger. L'analyse portera sur le cadre institutionnel et le paysage politique en matière d'égalité des genres, puis sur les normes et rôles de genre et leurs conséquences pour l'accès aux services essentiels, à l'éducation et aux soins de santé. Enfin, "Enfin, la violence contre les femmes et l'impact de l'insécurité et de l'extrémisme violent sur les femmes — ainsi que leur implication — seront examinés. Lorsque les informations sont disponibles, l'analyse se concentre sur les différentes régions cibles. Cependant, les trois pays partagent des similitudes en ce sens qu'un système patriarcal oppressif régit de longue date de nombreuses sociétés du Sahel central⁵⁰.

En ce qui concerne leur conformité aux instruments internationaux, le Mali, la Mauritanie et le Niger ont tous trois ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) — l'instrument juridique international qui reconnaît l'égalité entre les hommes et les femmes et le droit de ne pas faire de discrimination fondée sur le sexe. Cependant, le

⁵⁰ Luca Raineri, *Dogmatisme ou pragmatisme ? Extrémisme violent et genre au Sahel central*, International Alert (2020).



Niger et la Mauritanie ont émis des réserves à la Convention en ce qui concerne l'élimination de la discrimination en matière de mariage et d'affaires familiales. Le Mali et la Mauritanie ont également ratifié le Protocole de Maputo à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique, tandis que le Niger a signé le Protocole mais ne l'a pas ratifié. De nombreux défis subsistent quant à l'intégration de ces dispositions internationales dans les législations nationales et à leur mise en œuvre effective. Comme le montrent les réserves à la CEDEF, les principaux obstacles sont liés à la réticence à adopter des codes relatifs à la famille et au statut personnel qui s'alignent sur les normes en matière de droits humains (notamment en ce qui concerne l'héritage, le mariage, la famille et les droits de propriété). Des avancées formelles ont été observées dans certains domaines, comme la promotion des femmes dans la classe politique dirigeante grâce à des mesures spéciales temporaires telles que les quotas. Toutefois, dans ces trois pays, la participation des femmes aux organes de décision officiels reste faible. Concernant l'intégration d'une perspective de genre dans la paix et la sécurité, les trois pays ont adopté des plans d'action nationaux pour mettre en œuvre la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes et la paix et la sécurité.

L'analyse à suivre recense les normes nationales relatives aux droits des femmes et à la non-discrimination dans les trois pays cibles, ainsi que des pratiques discriminatoires existantes dans le cadre du droit civil et coutumier, notamment celles liées au mariage, à l'héritage et à la propriété. Ces pratiques ont des conséquences significatives sur la participation des femmes à tous les aspects de la vie sociale, économique et politique, y compris la participation des femmes aux initiatives et activités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

4.1 Mali

4.1.1 Cadre institutionnel pour l'égalité des genres

L'article 2 de la Constitution du Mali (1992) établit l'égalité entre les femmes et les hommes et interdit toute discrimination fondée sur le sexe. Comme mentionné, le Mali a ratifié la CEDEF, son protocole facultatif et le Protocole de Maputo, mais le processus d'alignement de la législation nationale sur le droit international a été compromis par le discours religieux, qui prétend que la réforme du Code de la famille n'est pas conforme aux préceptes islamiques et à la culture malienne⁵¹. Le Code de la famille le plus récent a été adopté en 2011 et, bien qu'à l'origine, il ait été conçu pour modifier les dispositions relatives à l'âge du mariage, à la garde des enfants, à l'obéissance et à l'héritage⁵², les révisions ont apporté des changements plus modérés⁵³. Les hommes sont considérés comme « chef de famille » (art. 319), les femmes doivent obéissance à leur mari (art. 316), et le Code civil accorde aux hommes la seule autorité familiale et parentale. L'âge légal du mariage est fixé à 16 ans pour les filles et à 18 ans pour les garçons, mais le mariage peut être autorisé pour les jeunes de 15 ans avec l'autorisation d'un juge et le consentement des parents⁵⁴. Les droits de succession sont régis par le droit civil, le droit coutumier et la charia. Le Code de la famille accorde des droits de succession égaux sur les biens, tandis que la charia n'accorde aux filles que la moitié de la part reçue par les fils. Le droit coutumier, qui s'applique à certains groupes ethniques, accorde l'héritage à la femme mais l'oblige à épouser un frère de son mari décédé⁵⁵.

Au niveau national, le Mali dispose d'une Politique nationale genre⁵⁶, adoptée en 2011, qui est le résultat d'un vaste processus de consultation régionale et sectorielle mené dans toutes les régions du pays pendant le premier semestre 2009. Au cours des années suivantes, le Mali a continué ses avancées et, en 2015, l'Assemblée nationale malienne a adopté un projet de loi instituant un quota de genre, qui exige qu'au moins 30 % des fonctionnaires élus ou nommés soient des

51 Ibid.

52 En 2018, le Mali a été jugé en violation de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, de son Protocole relatif aux droits des femmes en Afrique (« Protocole de Maputo »), de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant et du CEDEF concernant sa tolérance à la discrimination en matière d'héritage, l'âge minimum du mariage pour les filles, le droit de consentir au mariage, et l'obligation de l'État d'éliminer les pratiques sociales et culturelles néfastes pour les femmes, les filles et les enfants nés en dehors du mariage.

53 *Indicateur Institutions sociales et égalité femmes-hommes (SIGI) — Mali*, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

54 Ibid.

55 Kelsey Jones-Casey, Anna Knox et Zoey Chenitz, *Women, Inheritance, and Islam in Mali*, Focus on Land in Africa (2011). Disponible à l'adresse : <https://dqo52087pnd5x.cloudfront.net/posters/docs/gatesopenres-186245.pdf> et consulté le 2 août 2023.

56 *Politique nationale genre du Mali*, Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille (2011). Disponible à l'adresse : https://www.prb.org/wp-content/uploads/2020/06/Mali-Politique-Nationale-Genre_2011.pdf et consulté le 2 août 2023.

femmes⁵⁷. Dans le contexte de la PEV, le gouvernement malien a élaboré en 2018 un Plan d'action national pour prévenir et combattre l'extrémisme violent et le terrorisme, qui comporte des références aux rôles des femmes⁵⁸. Plus récemment, en 2019, le pays a lancé son troisième Plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU⁵⁹.

4.1.2 Normes et rôles de genre

La crise qui perdure depuis 2012 a eu un impact significatif sur la division du travail entre les sexes au sein des ménages, et dans certaines régions du pays, les normes sont devenues plus strictes pour les femmes et les filles. Dans les zones contrôlées par les GEVs, ceux-ci imposent des restrictions strictes aux femmes quant à la possibilité de quitter leur foyer, mener des activités ou participer à des rassemblements publics sans l'autorisation de leurs parents masculins ou de leurs maris. En outre, ils imposent le port obligatoire du voile et prévoient des sanctions sévères pour celles qui ne s'y conforment pas. Selon l'analyse documentaire, c'est le cas dans la région du nord et dans toutes les zones occupées par des GEVs, où la liberté des femmes est restreinte, ce qui a des retombées sur la possibilité d'accéder aux services essentiels. Les femmes ne peuvent pas sortir sans se couvrir les cheveux et un couple non marié ne doit pas être vu dans la rue⁶⁰. La peur et le risque d'attaques et de harcèlement ont fortement limité la mobilité des femmes en dehors de leur domicile, les empêchant d'accéder à des services essentiels tels que les soins de santé, les marchés locaux et les espaces publics. À Mopti, en raison de l'insécurité accrue, les hommes se chargent de plus en plus de la collecte du bois et de l'eau, responsabilités traditionnellement réservées aux femmes⁶¹.

Comme l'indique le Code de la famille, ce sont généralement les hommes qui prennent les décisions au sein du ménage. Selon l'Enquête démographique et de santé du Mali de 2018 (EDSM — VI), qui portait sur le rôle décisionnel des femmes au sein des ménages, seuls 28 % des femmes décident des visites à la famille ou à des proches, 20 % participent aux décisions concernant les achats importants du ménage et 20 % prennent des décisions concernant leurs propres soins de

⁵⁷ Loi N° 2015-052/ du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

⁵⁸ Document de Politique Nationale de Prévention et de Lutte Contre l'Extrémisme Violent et le Terrorisme et son Plan d'Action 2018-2020, Ministère des affaires religieuses et du culte (2017). Disponible à l'adresse : <https://www.maliapd.org/plateforme-gt/wp-content/uploads/2019/01/Politique-nationale-de-lutte-contre-lextremisme-violent-et-le-terrorisme-2017.pdf> consulté le 2 août 2023.

⁵⁹ Plan d'Action National pour la Mise en Œuvre de la Résolution 1325 et des Résolutions Connexes du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité au Mali 2019-2023, République du Mali. Disponible à l'adresse : [https://www.peacewomen.org/sites/default/files/Mali%203rd%20NAP%20\(2019-2023\)%20-%20French.pdf](https://www.peacewomen.org/sites/default/files/Mali%203rd%20NAP%20(2019-2023)%20-%20French.pdf) consulté le 2 août 2023.

⁶⁰ Luca Raineri, *Dogmatisme ou pragmatisme ? Extrémisme violent et genre au Sahel central*, International Alert (2020).

⁶¹ *Analyse rapide de genre — Mali*, Samuel Hall pour l'UNICEF (2021).

santé⁶². La majorité (63 %) ne participe à aucune de ces décisions, et seulement 10 % participent à toutes ces décisions⁶³. Dans certaines régions, comme à Mopti, les femmes doivent obtenir l'autorisation de leur mari ou de leur père pour participer aux activités communautaires et de développement organisées par les organisations humanitaires. Toutefois, la participation des femmes aux activités publiques et aux processus décisionnels peut varier en fonction de leur appartenance ethnique. Par exemple, les Dogons n'ont pas de femmes parmi les conseillers de village, alors que certaines communautés peules de Mopti en ont⁶⁴.

En 2022, le taux d'activité des femmes était de 54,2 % contre 80,5 % chez les hommes⁶⁵. Les femmes sont souvent responsables de la vente des produits sur les marchés locaux et de la gestion de petites entreprises, mais dans certaines régions, le risque d'attentats peut perturber le marché et avoir des retombées négatives sur leurs revenus. En outre, les femmes et les jeunes filles sont généralement chargées de la collecte de l'eau, et pour ce faire, doivent parcourir de longues distances avant d'atteindre les sources d'eau, ce qui peut s'avérer difficile dans des environnements peu sûrs. Lorsque la situation est trop risquée, les hommes peuvent assumer cette responsabilité⁶⁶. Un accès meilleur et plus stable aux opportunités économiques et aux rôles rémunérés permettrait aux femmes d'avoir davantage d'indépendance dans la prise de décisions au sein du ménage. En effet, l'enquête EDSM — VI montre que sur les 61 % de femmes mariées âgées de 15 à 49 ans qui avaient travaillé au cours des 12 mois précédant l'enquête, 83 % ont déclaré être les principales décisionnaires en ce qui concerne l'utilisation de leurs propres revenus, tandis que seulement 6 % ont déclaré prendre des décisions conjointes avec leur partenaire⁶⁷.

⁶² *Enquête démographique et de santé au Mali (EDSM-VI)*, Institut national de la statistique (INSTAT) et Cellule de planification et de statistique Secteur santé-développement social et promotion de la famille (CPS/SS-DS-PF) (2018).

⁶³ Ibid.

⁶⁴ *Analyse rapide de genre — Mali*, Samuel Hall pour l'UNICEF (2021).

⁶⁵ *Gender Data Portal — Mali*, La Banque mondiale. Disponible à l'adresse suivante : <https://genderdata.worldbank.org/countries/mali/> consulté le 2 août 2023.

⁶⁶ *Analyse rapide de genre — Mali*, Samuel Hall pour l'UNICEF (2021).

⁶⁷ *Enquête démographique et de santé au Mali (EDSM-VI)*, Institut national de la statistique (INSTAT) et Cellule de planification et de statistique Secteur santé-développement social et promotion de la famille (CPS/SS-DS-PF) (2018).

4.1.3 Accès aux services et aux ressources

Éducation

Dans l'ensemble, le niveau d'éducation est faible, tant pour les hommes que pour les femmes. Un nombre important de garçons et de filles ne vont pas à l'école en raison d'infrastructures inadéquates, de longues distances à parcourir et d'environnements peu sûrs. La situation a été aggravée par la fermeture des établissements d'enseignement pendant la pandémie de COVID-19 et par les attaques de groupes armés contre les écoles publiques dans les régions du centre et du nord⁶⁸. Les disparités de genre sont plus prononcées dans les zones rurales, où les taux d'éducation primaire et de scolarisation des filles sont plus faibles, en raison de plusieurs facteurs socioculturels :

1. L'éducation des garçons est favorisée car les filles quittent le foyer après le mariage, qui a lieu à un âge précoce.
2. L'éducation des garçons est perçue comme un investissement bénéfique pour la famille, alors que les femmes et les filles sont censées s'occuper des tâches ménagères.
3. La disponibilité et la qualité des services sont souvent faibles⁶⁹.
4. En général, les mariages d'enfants et les mariages forcés sont une cause d'abandon scolaire pour les filles, et les jeunes femmes n'ont souvent pas voix au chapitre dans les décisions qui concernent leur avenir. En outre, en période de crise, les familles peuvent être contraintes d'envisager le mariage d'enfants comme stratégie pour faire face aux difficultés économiques. Dans les zones qu'ils contrôlent, les groupes extrémistes violents s'opposent fermement aux systèmes d'éducation nationale basés sur les modèles laïcs français et préconisent la fermeture des écoles publiques⁷⁰. Les attaques contre les écoles ont souvent des répercussions différentes sur les femmes et les filles, notamment des violences sexuelles, des mariages forcés, des grossesses forcées et précoces à la suite de viols, et une stigmatisation réduisant la probabilité que les filles ne retournent à l'école suite à une attaque⁷¹. En 2021, au Mali, les Nations Unies ont confirmé 153 attaques contre des écoles (120) et des hôpitaux (33), qui se sont produites principalement dans les régions de Mopti (60), Ségou (45) et Tombouctou (32)⁷².

⁶⁸ *Analyse rapide de genre — Mali*, Samuel Hall pour l'UNICEF (2021).

⁶⁹ Luca Raineri, *Dogmatisme ou pragmatisme ? Extrémisme violent et genre au Sahel central*, International Alert (2020) ; *Analyse rapide de genre — Mali*, Samuel Hall pour l'UNICEF (2021).

⁷⁰ Luca Raineri, *Dogmatisme ou pragmatisme ? Extrémisme violent et genre au Sahel central*, International Alert (2020).

⁷¹ *Soutenir une éducation sûre dans le Sahel central*, Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA) (2020).

⁷² *Les enfants et les conflits armés — Rapport du Secrétaire général*, Assemblée générale des Nations Unies, Conseil de sécurité des Nations Unies, A/76/871-S/2022/493 (2022).

Soins de santé

Au Mali, de nombreuses femmes se heurtent à des obstacles lorsqu'elles tentent d'accéder aux services de santé. Ainsi, 47 % des femmes âgées de 15 à 49 ans sont confrontées à des difficultés⁷³, parmi lesquelles le coût élevé des soins de santé et des médicaments, la localisation et les normes culturelles, qui limitent la mobilité des femmes et leur pouvoir de décision en matière de santé. Cette situation est exacerbée par un nombre élevé d'incidents violents (qui ont plus que doublé entre 2021 et 2022), qui compromet la capacité du personnel de santé à maintenir les établissements ouverts et à répondre aux besoins des patients. En 2022, 26 enlèvements d'agents de santé ont été enregistrés, dont plus de 75 % ont eu lieu à Mopti et ont été perpétrés par le GSIM⁷⁴. Malgré ces difficultés, une enquête menée par Plan International a révélé que 85,5 % des adolescentes maliennes ont déclaré qu'un service de santé était disponible dans leur communauté et que 80,5 % pouvaient y accéder. L'analyse documentaire montre que l'accès aux services peut également être affecté par l'absence de documents d'identité, car parfois, les naissances des femmes au Mali ne sont pas enregistrées (14,4 %, contre 12,2 % pour les hommes). Étant donné que dans plusieurs régions du pays, et en particulier dans le centre du Mali, notamment à Mopti, de nombreux postes de contrôle de sécurité exigent des habitants qu'ils fournissent une pièce d'identité pour se déplacer d'une ville à l'autre, la liberté de circulation des femmes et des enfants dépourvus de documents d'identité légalement reconnus est restreinte, de même que leur accès aux services⁷⁵.

4.1.4 Genre, sécurité et extrémisme violent

L'impact du conflit sur les femmes est important et indéniable. Dans les régions du pays où des groupes armés non étatiques sont présents, comme à Mopti et Ségou, les femmes subissent des restrictions de mobilité en raison des risques de sécurité, en particulier les risques d'enlèvement et d'attaques, notamment sur les voies de transport. Les filles de moins de 18 ans représentent la plus grande proportion des populations déplacées au Mali et sont particulièrement exposées aux risques de violences sexuelles et fondées sur le genre. Une évaluation rapide des besoins menée en 2019 par Plan International dans la région de Mopti a révélé que 63 % des personnes interrogées ont fait état de cas de violences physiques (en tant que témoins ou victimes), 71 % de cas de violences sexuelles et 70 % de cas de menaces fondées sur leur genre. Cependant, les garçons sont plus touchés par les six violations graves commises à l'encontre des enfants en temps de conflit

⁷³ Enquête démographique et de santé au Mali (EDSM-VI), Institut national de la statistique (INSTAT) et Cellule de planification et de statistique Secteur santé-développement social et promotion de la famille (CPS/SS-DS-PF) (2018).

⁷⁴ *Ignoring Red Lines: Violence Against Healthcare in Conflict*, Safeguarding Health in Conflict Coalition (SHCC) (2022).

⁷⁵ *Analyse rapide de genre — Mali*, Samuel Hall pour l'UNICEF (2021).

armé⁷⁶ établies par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Au total, entre janvier et décembre 2022, 452 enfants (416 garçons et 36 filles) ont été recrutés et utilisés par des groupes armés. Les Nations Unies ont pu vérifier le viol de 36 filles par plusieurs auteurs ainsi que des violences sexuelles perpétrées à l'encontre de sept filles. Enfin, 109 enfants (90 garçons et 19 filles) ont été enlevés, principalement à des fins de recrutement et d'utilisation et/ou de violences sexuelles et pour les punir de ne pas respecter les règles imposées par les groupes armés⁷⁷.

4.2 Mauritanie

4.2.1 Cadre institutionnel pour l'égalité des genres

Comme mentionné ci-dessus, la Mauritanie a ratifié la CEDEF, la charte internationale des droits de la femme, mais avec des réserves concernant l'élimination de la discrimination dans les domaines du mariage et des affaires familiales. En effet, le Code du statut personnel mauritanien contient des normes discriminatoires en matière de mariage, de divorce, de responsabilité parentale après le divorce et d'héritage. Le mariage est reconnu comme une union entre un homme et une femme, nécessitant le libre consentement des deux parties (art. 1), mais la loi considère que « le silence de la jeune fille » vaut consentement (art. 9). En Mauritanie, comme au Mali, le mari est considéré comme le chef et l'autorité légale du ménage, autorisé à prendre des décisions au nom de la famille sans le consentement de la femme. L'âge légal du mariage est de 18 ans pour les hommes et les femmes, et les mariages précoces et forcés sont interdits. Cependant, le mariage d'enfants est très répandu dans le pays, en particulier parmi les filles des zones rurales issues de milieux socio-économiques défavorisés et dont les niveaux d'alphabétisation et d'éducation sont plus faibles⁷⁸. Les femmes et les hommes ont le droit d'hériter, mais leurs droits individuels diffèrent considérablement : en vertu de la charia, une femme ne peut hériter que de la moitié de ce qui revient à un homme (Code du statut personnel, art. 253-259) et, par conséquent, une fille ne peut hériter que de la moitié des biens attribués à son frère (CEDEF, 2014).

En ce qui concerne la participation des femmes aux processus décisionnels, un quota a été mis en place en 2006 afin d'assurer une représentation minimale de

⁷⁶ Les six violations graves sont les suivantes : meurtres et mutilations, recrutement et utilisation d'enfants, violences sexuelles, enlèvements, attaques contre des écoles et des hôpitaux, et refus de l'accès à l'aide humanitaire.

⁷⁷ *Les enfants et les conflits armés — Rapport du Secrétaire général, Assemblée générale des Nations unies, Conseil de sécurité des Nations unies, A/76/871-S/2022/493* (2022).

⁷⁸ Chata Malé et Quentin Wodon, *Basic Profile of Child Marriage in Mauritania*, The Health, Nutrition and Population Knowledge Briefs of the World Bank (2016).

20 % des femmes aux fonctions électives. Cela s'est traduit par une augmentation significative du nombre de femmes occupant des postes de direction politique, tant au niveau municipal que parlementaire. Lors des élections municipales, législatives et régionales de 2018, plus de 35 % des voix sont allées à des femmes et le gouvernement est actuellement composé de plus de 25 % de femmes. Par ailleurs, les femmes comptent pour 18 % de l'Assemblée nationale⁷⁹. Malgré des normes culturelles et sociales qui empêchent les femmes de prendre la parole en public, limitant ainsi leur participation aux prises de décision publiques, les femmes dirigeantes sont également présentes au niveau communautaire.

Dans le contexte sécuritaire, la Mauritanie s'est engagée à mettre en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et a adopté un plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU. Le pays a élaboré des politiques nationales pour traiter cette question, notamment la Stratégie nationale de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale, la Stratégie nationale d'institutionnalisation du genre et le projet Autonomisation des femmes et dividende démographique⁸⁰.

4.2.2 Normes et rôles de genre

En Mauritanie, les normes en matière de genre sont strictes et prévalentes dans tous les groupes ethniques. Comme indiqué précédemment, les hommes sont les chefs de famille, ce qui limite la capacité de décision des femmes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du foyer. Bien que les femmes soient dévalorisées dans toutes les communautés, le matriarcat persistant au sein de la communauté maure leur confère une plus grande visibilité et facilite leur participation active aux prises de décisions⁸¹. Dans la plupart des ménages, les femmes sont responsables des tâches domestiques non rémunérées, et leurs emplois en dehors du ménage se limitent à des tâches telles que la vente de produits laitiers, la pêche, la gestion de petits ruminants et de volaille, ou les travaux des champs⁸². La pauvreté des femmes est plus grave dans les zones rurales, où les mariages d'enfants sont plus fréquents et où l'éducation des filles est limitée. Une enquête de l'Office national de la statistique montre que seulement 8 % des femmes ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur se sont mariées avant l'âge de 15 ans, tandis que 20 à

⁷⁹ *Gender Quota Database – Mauritania*, Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA). Disponible à l'adresse : <https://www.idea.int/data-tools/data/gender-quotas/country-view/214/35> consulté le 2 août 2023.

⁸⁰ Mounina Abdellah, *Situation of Mauritanian Women in Terms of Traditional Security*, NESA Center Women, Peace, and Security. Disponible à l'adresse : https://nesa-center.org/dev/wp-content/uploads/2023/04/Mauritania-Mounina_Abdellah_NESA_WPS_E-Book.pdf consulté le 2 août 2023.

⁸¹ Mariem Baba Ahmed. *Radicalisation et citoyenneté en Mauritanie — Rapport national Mauritanie*, PNUD, Centre pour le dialogue humanitaire (2016).

⁸² *Analyse rapide de genre — Mali*, Samuel Hall pour l'UNICEF (2021).

21 % de celles qui n'ont pas reçu d'éducation ou qui ont suivi un enseignement de niveau madrassa se sont mariées avant cet âge⁸³.

Parmi les trois pays analysés dans cette étude, la Mauritanie a le plus faible taux de participation des femmes à l'emploi. En 2022, seuls 26,4 % des femmes faisaient partie de la population active, contre 56,6 % des hommes.⁸⁴ Cette disparité peut être attribuée à l'article 57 du Code du statut personnel, qui régit les questions liées au mariage et aux relations familiales. Selon ce code, les femmes se voient refuser l'accès à certaines professions et ne peuvent choisir un travail que dans les limites de la charia⁸⁵. Cette restriction contribue également à la sous-représentation des femmes aux postes décisionnels dans la sphère politique, malgré les quotas décrits plus haut.

4.2.3 Accès aux services et aux ressources

En Mauritanie, l'accès à une éducation de qualité, aux services de santé, à la fonction publique et à l'emploi est entravé par le genre, l'identité ethno-raciale et le statut social.

Éducation

Un rapport de la Banque mondiale datant de 2020 identifie quatre déficiences majeures dans le système éducatif mauritanien : des niveaux de compétence extrêmement bas dans le corps enseignant et une pénurie d'enseignants qualifiés ; une mauvaise gestion du secteur et des niveaux élevés d'absentéisme des enseignants ; la détérioration des établissements scolaires et l'inadéquation des supports d'apprentissage ; et un manque de continuité dans le cycle éducatif. Selon l'UNICEF, il y a un déficit d'enseignants de 84 % dans la région du Hodh Ech Chargui⁸⁶. Malgré une amélioration de la scolarisation des filles aux niveaux primaire et secondaire, un obstacle important à l'éducation des filles — et à la jouissance de leurs droits — est la forte prévalence de mariages précoces et forcés. Le mariage d'enfants est particulièrement répandu dans les zones rurales et dans

⁸³ Mariem Baba Ahmed, *Radicalisation et citoyenneté en Mauritanie — Rapport national Mauritanie*, PNUD, Centre pour le dialogue humanitaire (2016).

⁸⁴ *Gender Data Portal — Mauritania*, La Banque mondiale. Disponible à l'adresse : <https://genderdata.worldbank.org/countries/mauritania/> consulté le 3 août 2023.

⁸⁵ *Observations finales concernant le quatrième rapport périodique de la Mauritanie*, CEDAW/C/MRT/CO/4, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) (2023). Disponible à l'adresse : <https://www.ecoi.net/en/file/local/2088878/N2306608.pdf> consulté le 3 août 2023.

⁸⁶ Izidbih Mohamed El Béchir, *Monographie Régionale de la Wilaya de l'Assaba*, Office national de la statistique (ONS), Bureau central du recensement (BCR), République Islamique de Mauritanie (2016). Disponible à l'adresse <https://ansade.mr/wp-content/uploads/2022/01/Monographie-regionale-de-la-wilaya-de-lAssaba-Fr.pdf>

deux zones cibles de l'étude, à savoir l'Assaba (44 %) ⁸⁷ et le Hodh Ech Chargui (40 %) ⁸⁸. De même, les conséquences sanitaires et psychologiques des mutilations génitales féminines (MGF) peuvent affecter l'éducation des filles, entraînant des abandons précoces ou de l'absentéisme. Bien que le Code général de protection de l'enfant les érige inconditionnellement en infraction pénale, les MGF restent largement pratiquées dans le pays. Selon les données de la Banque mondiale, jusqu'à 90 % des femmes et des filles mauritaniennes âgées de 15 à 49 ans ont subi une forme de mutilation génitale féminine au cours de leur vie. Les femmes et les filles des communautés rurales et celles qui n'ont pas terminé leurs études secondaires sont plus susceptibles d'avoir subi des MGF que celles des zones urbaines ou qui ont terminé leurs études ⁸⁹. Enfin, l'accès des filles à l'éducation et aux services sociaux de base est également affecté par l'absence de latrines séparées et d'installations sanitaires dans les écoles et les centres de santé.

Soins de santé

En Mauritanie, les femmes ont le droit d'accéder aux services de base tels que les soins de santé, l'eau et l'assainissement sans avoir à demander l'autorisation de leur mari ou d'un membre masculin de leur famille. Toutefois, les contraintes financières et un accès limité dans les zones reculées rendent difficile l'accès à ces services. La pénurie d'eau potable est un problème majeur, et comme ce sont généralement les femmes et les filles qui sont chargées de la collecter, cette pénurie a des conséquences considérables sur leur vie quotidienne. L'UNICEF a signalé des différences régionales dans les responsabilités en matière de collecte de l'eau, cette tâche incombant principalement aux hommes âgés de 15 ans ou plus en dans le Hodh Ech Chargui, mais surtout aux femmes âgées de 15 ans ou plus dans l'Assaba. Dans cette région, selon l'annuaire santé 2015, le taux de couverture santé global n'est que de 58 %.

4.2.4 Genre, sécurité et extrémisme violent

La situation actuelle de l'extrémisme violent en Mauritanie rend difficile l'évaluation de l'impact direct de la violence sur les femmes, car le pays n'a pas connu d'attaques de la part de ces groupes depuis 2011. En matière de prévention, les partenaires nationaux, régionaux et internationaux ont reconnu une participation limitée des

⁸⁷ Enquête par grappes à indicateurs multiples MICSS5 Mauritanie 2015, Office national de la statistique (ONS) (2017). Disponible à l'adresse : https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICSS5/West%20and%20Central%20Africa/Mauritania/2015/Final/Mauritania%202015%20MICS_French.pdf

⁸⁸ Ibid.

⁸⁹ Cetorelli et. al, *Female Genital Mutilation/Cutting in Mali and Mauritania: Understanding Trends and Evaluating Policies*, *Studies in Family Planning*, 51(1):51-69.

femmes à l'approche de sécurité nationale. Les barrières sociales, traditionnelles et culturelles entravent l'implication des femmes dans le secteur de la sécurité⁹⁰.

L'analyse documentaire montre que, dans les zones frontalières du pays — où les conditions de vie sont précaires —, les femmes jouent de nombreux rôles dans la vie quotidienne des groupes radicaux ou des simples passeurs, mais elles ne considèrent pas leur aide comme un crime ou comme s'inscrivant dans un processus menant à la violence⁹¹. Les extrémistes violents utilisent souvent les femmes pour :

- i. La facilitation, qui consiste à intégrer des personnes actives au Mali mais vivant du côté mauritanien de la frontière ;
- ii. La fourniture d'informations sur la situation dans le village ou la ville ;
- iii. La médiation (généralement pratiquée par des femmes et des mères respectées de tous), comme les demandes de libération ou l'octroi de documents ;
- iv. Le commerce et les échanges ;
- v. Le recrutement, bien que cela soit plus rare⁹².

Outre l'extrémisme violent, d'autres formes de pratiques néfastes touchent les femmes, les hommes et les enfants, notamment les violences familiales, les mutilations génitales féminines, les violences sexuelles et les mariages précoces et forcés. Les femmes et les enfants des communautés pauvres sont exposés au travail forcé, à la mendicité et à la servitude, et les femmes mauritaniennes sont victimes de la traite des êtres humains dans les pays du Golfe, où elles sont soumises à l'esclavage sexuel et aux services domestiques forcés⁹³.

90 Mounina Abdellah, *Situation of Mauritanian Women in Terms of Traditional Security*, NESACenter Women, Peace, and Security. Disponible à l'adresse : https://nesa-center.org/dev/wp-content/uploads/2023/04/Mauritania-Mounina_Abdellah_NESA_WPS_E-Book.pdf.

91 Mariem Baba Ahmed. *Radicalisation et citoyenneté en Mauritanie — Rapport national Mauritanie*, PNUD, Centre pour le dialogue humanitaire (2016).

92 Ibid.

93 *Mauritania*, Africa Organized Crime Index. Disponible à l'adresse : <https://africa.ocindex.net/country/mauritania>.



Photo de Garba Abdoul Azizou : Jeunes filles dans le département de Torodi, au Niger.

4.3 Niger

4.3.1 Cadre institutionnel pour l'égalité des genres

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, le Niger a mis en œuvre des politiques et des stratégies visant à promouvoir les femmes et l'égalité des genres dans tous les domaines. La Constitution du Niger, établie en novembre 2010, consacre le principe de l'égalité des genres et interdit la discrimination à l'égard des femmes, des filles et des personnes handicapées. La Constitution prévoit également des mesures pour lutter contre les violences à l'égard des femmes et des enfants, promouvoir leur développement dans tous les domaines de la vie et assurer une représentation équitable des femmes dans les institutions publiques.

Le Niger a ratifié plusieurs conventions, protocoles et chartes aux niveaux régional et international afin de promouvoir l'égalité des genres et de lutter contre les violences fondées sur le genre (VFG). Toutefois, la ratification de la CEDEF s'est accompagnée de quelques réserves qui entravent l'égalité des genres dans

le pays, notamment en ce qui concerne l'héritage et les mutilations génitales féminines. Des efforts ont été déployés pour élaborer un code de la famille, mais ils ont été abandonnés sous la forte opposition de certaines organisations islamiques s'opposant à l'interdiction du mariage des mineurs et à la répudiation des épouses. Bien que le Code civil (art. 165-169) stipule que les deux partenaires doivent consentir au mariage, les lois coutumières restent la source juridique la plus fréquemment appliquée et influencent considérablement la vie familiale. L'âge légal du mariage est de 21 ans pour les deux sexes, mais avec le consentement des parents, les filles peuvent se marier à 15 ans et les garçons à 18 ans⁹⁴.

Au niveau institutionnel, le Ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant veille à la mise en œuvre de la Politique nationale de genre. Afin de parvenir à une représentation équilibrée des femmes dans les organes de décision, une loi adoptée en 2020 établit un quota de 25 % de femmes dans les fonctions électives⁹⁵. En février 2021, 25,9 % des sièges au Parlement étaient occupés par des femmes, et à l'Assemblée nationale, les femmes occupaient 26 % des sièges en 2020.

Le Niger a adopté son deuxième plan d'action national (2020-2024) sur le programme femmes et paix et sécurité en s'appuyant sur les enseignements tirés du précédent plan (2016-2019). Il a rendu compte de la mise en œuvre du plan d'action national et de ses engagements concernant le programme femmes et paix et sécurité dans son rapport national d'examen et d'évaluation à 25 ans du Programme d'action de Beijing⁹⁶. Enfin, le Niger a soutenu la mise en place de la Plateforme des femmes du G5 Sahel⁹⁷ et l'élaboration d'un plan d'action triennal 2019-2021⁹⁸.

94 *Indicateur Institutions sociales et égalité femmes-hommes (SIGI) — Mali*, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

95 *Le Quota des Femmes et la Question de la Représentation — Niger*, Trans-Saharan Elections Project, University of Florida Liberal Arts and Science. Disponible à l'adresse : <https://tsep.africa.ufl.edu/femmes-representation/niger/?lang=fr>.

96 La Déclaration et Programme d'action de Beijing de 1995 est un programme d'action pour l'autonomisation des femmes et des filles, élaboré lors de la quatrième conférence mondiale sur les femmes à Pékin, en Chine, connue comme le plus grand rassemblement de défenseurs de l'égalité des genres. Le Programme d'action de Beijing a été adopté par 189 gouvernements qui se sont engagés à prendre des mesures stratégiques audacieuses dans 12 domaines critiques : la pauvreté, l'éducation et la formation, la santé, les violences, les conflits armés, l'économie, le pouvoir et les prises de décision, les mécanismes institutionnels, les droits humains, les médias, l'environnement et les petites filles.

97 La Plateforme des femmes du G5 Sahel a été lancée à Niamey en 2018. Elle a été créée pour faciliter l'intégration et la prise en compte effective du genre et des priorités spécifiques des femmes et des filles, afin de contribuer à la stabilité et au développement de la région du Sahel. La plateforme est placée sous la supervision des ministres chargés de la promotion de la femme et du genre des États membres du G5 Sahel.

98 *Rapport du Niger sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing +25*, Ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant, République du Niger (2019).

4.3.2 Normes et rôles de genre

Au Niger, comme dans les autres pays de cette étude, la prise de décisions au sein des ménages est entre les mains du membre masculin de la famille. L'Enquête démographique et de santé, qui est toutefois obsolète (2012), indique que 39 % des femmes participent aux décisions concernant les visites à leur famille ou à leurs proches, 20 % participent aux décisions concernant les achats importants du ménage et 21 % prennent des décisions concernant leurs propres soins de santé. Par rapport aux deux autres pays, les femmes ont un taux de **participation à la population active plus élevé** (61,7 % en 2021), tandis que les hommes affichent un taux de 84,3 %. Toutefois, les femmes sont plus susceptibles d'occuper un emploi précaire^{99 100}. Les zones rurales présentent des discriminations et des défis plus importants pour les femmes et les filles, qui sont souvent engagées dans des tâches ardues et chronophages telles que l'agriculture de subsistance, la collecte d'eau et de bois, la cuisine et les soins.

De nombreux groupes et organisations, telles que les OSC et les ONG, œuvrent à la protection des droits humains et des droits de la femme dans le pays et ont réalisé des avancées significatives dans l'élimination de la discrimination et des violences fondées sur le genre. Toutefois, ces efforts se heurtent souvent à la résistance des valeurs culturelles, sociales et religieuses. Malgré les efforts déployés, la discrimination et les violences à l'égard des femmes restent monnaie courante au Niger, ce qui rend difficile une véritable émancipation des femmes.

4.3.3 Accès aux services et aux ressources

Malgré les efforts d'investissement dans les infrastructures, des lacunes importantes persistent dans la qualité des services sociaux de base et dans les taux de couverture, qui sont également affectés par la faible couverture routière du pays.

Éducation

L'accès à l'enseignement primaire est limité et il existe des disparités importantes entre les garçons (82,1 %) et les filles (70,2 %)¹⁰¹. Seuls 15 % des filles et 17,3 % des

⁹⁹ *Gender Data Portal — Niger*, La Banque mondiale. Disponible à l'adresse : <https://genderdata.worldbank.org/countries/niger>

¹⁰⁰ L'emploi vulnérable est défini comme le total des travailleurs à leur propre compte et des travailleurs familiaux non rémunérés. Ils sont moins susceptibles d'être en possession d'un contrat de travail formel et risquent donc davantage d'être privés de conditions de travail décentes, d'une sécurité sociale appropriée et de moyens de se « faire entendre » par le biais de syndicats et d'organisations similaires. L'emploi vulnérable se caractérise souvent par une rémunération insuffisante, une faible productivité, des conditions de travail difficiles et un manque de respect des droits fondamentaux au travail. Organisation internationale du Travail (OIT).

¹⁰¹ *Profil genre du Niger*, Ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant, ONU Femmes, Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD) (2017).

garçons suivent un enseignement secondaire¹⁰². Contrairement au Mali, où les écoles sont ciblées par des groupes extrémistes violents, les fermetures d'écoles au Niger sont principalement dues à la situation sécuritaire générale, qui a forcé les enseignants à fuir leur lieu de résidence ou de travail¹⁰³. De plus, des obstacles structurels tels que le manque de latrines et de points d'eau dans les écoles primaires et secondaires constituent d'importantes entraves à leur fréquentation.

Il existe également des formes spécifiques de discrimination fondée sur le genre. Les normes sociales et les pratiques néfastes telles que les mariages précoces et forcés empêchent souvent les filles de fréquenter l'école et d'y rester. En 2021, le pays comptait 4,8 millions d'enfants mariés, dont deux millions avant l'âge de 15 ans¹⁰⁴. Le Niger a le taux de mariage d'enfants le plus élevé au monde, 76 % des filles étant mariées avant d'atteindre l'âge adulte.

Soins de santé

La qualité des services de santé au Niger est généralement insuffisante en raison d'un financement et d'un personnel insuffisants. Il en résulte des prix plus élevés pour les soins généraux et une couverture nationale de santé qui n'atteint que 48,31 %. La répartition du personnel de santé est inégale entre les zones urbaines et rurales. De plus, les centres de santé manquent souvent d'eau salubre. Les femmes sont particulièrement touchées par ces difficultés, notamment en raison des taux de fécondité élevés du pays (avec une moyenne de 7,5 enfants par femme) et des mariages précoces et forcés. Dans les régions en détresse, comme Tillabéri, les services sociaux de base font défaut et les soins de santé sont difficilement accessibles en raison des déplacements de personnes. Le personnel des écoles et des centres de santé est souvent menacé, ce qui réduit la disponibilité des services essentiels, en particulier en dehors des villes principales¹⁰⁵.

¹⁰² *Gender Data Portal — Niger*, La Banque mondiale. Disponible à l'adresse : <https://genderdata.worldbank.org/countries/niger>.

¹⁰³ Luca Raineri, *Dogmatisme ou pragmatisme ? Extrémisme violent et genre au Sahel central*, International Alert (2020).

¹⁰⁴ *Country Profile 2021 — The Niger*, UNICEF, UNFPA.

¹⁰⁵ Ornella Moderan, Fatoumata Maïga et Boogu/Gayya Project, *Niger: Women's Views on Insecurity in the Tillabéri Region*, Institut d'études de sécurité (ISS), Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP Niger) (2022).

4.3.4 Genre, sécurité et extrémisme violent

Dans un contexte de détérioration de la sécurité, de pauvreté endémique et d'actions violentes de la part de groupes extrémistes, les femmes et les filles sont les plus vulnérables, les plus exposées et les moins protégées. Souvent, elles sont utilisées par des groupes extrémistes violents en tant que bombes humaines et esclaves sexuelles, ou sont victimes de violences directes et indirectes. De nombreuses femmes et jeunes filles ont, par exemple, été enlevées par ces groupes, et beaucoup d'autres sont devenues veuves avec plusieurs enfants à élever sans véritable assistance ni soins¹⁰⁶. Depuis 2017, la région de Tillabéri connaît une montée de l'insécurité due à la présence de plusieurs groupes armés actifs dans cette partie de l'ouest du Niger et dans les régions frontalières du Mali et du Burkina Faso. Dans le nord de Tillabéri, ces groupes enlèvent des fonctionnaires, des chefs de village et des civils afin de collecter des fonds sous forme de rançons et d'accroître leur recrutement. Au Niger, les membres armés de Boko Haram et, dans une moindre mesure, les affiliés de l'État islamique en Afrique de l'Ouest ont également pris pour cible des non-combattants, notamment des femmes et des enfants, en recourant à la violence, à l'intimidation, au vol et à l'enlèvement pour terroriser les communautés et renflouer leurs rangs¹⁰⁷. Les attaques contre les civils se sont multipliées depuis 2021, et des cas de violences sexuelles et fondées sur le genre, y compris des viols, ont été signalés¹⁰⁸.

¹⁰⁶ 2022 Country Reports on Human Rights Practices: Niger, Département d'État des États-Unis, Disponible à l'adresse : https://www.state.gov/wp-content/uploads/2023/03/415610_NIGER-2022-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf consulté le 3 août 2023.

¹⁰⁷ Ibid..

¹⁰⁸ Ornella Moderan, Fatoumata Maïga et Boogu/Gayya Project, *Niger: Women's Views on Insecurity in the Tillabéri Region*, Institut d'études de sécurité (ISS), Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP Niger) (2022).



5. Analyse de genre des perceptions, besoins et demandes des communautés locales dans la zone d'étude

Cette section présente les constatations de l'étude, en décrivant les perceptions de l'insécurité, de la violence, des besoins de base, de la disponibilité des services et des initiatives de PEV telles qu'elles sont vécues et observées par les membres des communautés — femmes et hommes, filles et garçons — dans les zones cibles du Mali, de la Mauritanie et du Niger. L'analyse intègre également les points de vue d'acteurs de la société civile, des autorités locales, de chefs religieux et d'experts en sécurité. Elle adopte une approche axée sur le genre, visant à définir les rôles et les perspectives uniques des femmes et des filles dans les zones ciblées par rapport aux hommes et aux garçons.



5.1 Mali

Résumé des constatations

Dans l'ensemble, la vie quotidienne de la population est difficile. Dans les zones ciblées, les femmes et les hommes souffrent de la même manière du **manque d'emplois, de ressources financières et de moyens de subsistance**, ce qui entraîne une grave insécurité alimentaire. Cette situation est exacerbée par une **insécurité personnelle** omniprésente causée par la violence, car les régions ciblées, et en particulier Mopti et Ségou, souffrent de la présence de groupes extrémistes violents. D'après l'enquête et les entretiens menés dans la région, les groupes extrémistes violents sont nettement plus présents dans la région de Ségou que les groupes d'autodéfense et les milices ethniques, qui ne sont présents que dans quelques municipalités. Dans les villages de Mopti, les GEVs, les groupes d'autodéfense et les milices ethniques se font concurrence.

Si les conditions de vie sont difficiles pour tous, les femmes et les filles sont victimes de formes spécifiques de discrimination et de violence. **L'accès à l'éducation pour les filles est limité** en raison de plusieurs facteurs, parmi lesquels **les normes sociales, la distance des écoles, l'insécurité et les contraintes financières**. En adéquation avec les statistiques en la matière, les **mariages précoces** constituent également un obstacle à l'éducation des filles. Outre les problèmes généralisés de violences familiales et de mariages précoces et forcés, le fléau des violences sexuelles et des enlèvements perpétrés par des groupes extrémistes violents est omniprésent.

Lors de l'élaboration d'initiatives et d'activités de prévention visant à promouvoir le bien-être et la résilience de la population, il est essentiel de tenir compte des facteurs contextuels et des différences spécifiques à chaque genre. Il existe par exemple des différences dans l'emploi et les activités génératrices de revenus exercés par les hommes et les femmes — différences qui varient également d'une région à l'autre. À Mopti, les femmes travaillent principalement dans l'agriculture, le commerce et le pastoralisme, tandis qu'à Bamako, elles sont impliquées dans le commerce et les marchés, ainsi que dans le secteur privé, notamment dans la préparation d'aliments. À Ségou, le commerce est leur principale source de revenus. Il est également important de déterminer qui sont les **acteurs clés qui assurent la protection** et la cohésion de la zone et qui sont reconnus et respectés par la population.

Selon les personnes interrogées, **les acteurs étatiques**¹⁰⁹ et les autorités locales sont perçus comme ayant le plus **d'influence et de contrôle** dans les zones ciblées, tandis que les forces de défense et de sécurité nationales sont perçues comme

¹⁰⁹ Dans le cadre de cette étude, le terme « acteur étatique » désigne les autorités nationales ou locales non armées. Tout au long du rapport, ainsi que dans les questions des enquêtes et des entretiens, une distinction a été faite entre acteurs étatiques et acteurs étatiques armés (ou FDS), afin de veiller à ce que l'analyse reflète les perceptions des personnes interrogées concernant ces deux types d'acteurs.

assurant la protection contre les groupes armés violents, tels que les GEVs et les milices d'autodéfense. Là encore, il existe des **différences entre les régions et les genres**. L'analyse des réponses par genre a révélé que les femmes avaient plus tendance que les hommes à désigner les forces de défense et de sécurité nationales comme les principaux acteurs détenant le pouvoir. Dans les zones rurales de Mopti, elles sont considérées comme jouant un rôle plus important, tandis qu'à Ségou, les acteurs étatiques et les autorités locales sont considérés comme les principaux intermédiaires du pouvoir. Les acteurs traditionnels de la gouvernance locale, les OSC et les groupes armés non étatiques ne semblent pas exercer une influence ou un contrôle significatif dans ces régions.

Les femmes et les hommes interrogés estiment que l'insécurité, **la crise** et l'influence des groupes extrémistes ont eu une **incidence négative sur la mobilité, l'emploi et la participation des femmes à la vie publique**. Ces conséquences sont le résultat de restrictions de mouvements et de l'imposition d'un code vestimentaire (y compris l'application du port obligatoire du voile). Toutefois, certains facteurs positifs peuvent être exploités pour lutter contre les pratiques discriminatoires. Par exemple, certaines personnes interrogées estiment que la migration des hommes a renforcé le rôle des femmes en tant que principales pourvoyeuses de revenus et a entraîné une diminution des mariages précoces et forcés. En outre, les initiatives visant à renforcer l'autonomie des femmes et les progrès technologiques sont considérés comme des facteurs d'atténuation des rôles strictement genrés. Par conséquent, les efforts pourraient se concentrer sur le renforcement du leadership des femmes et de leur participation aux activités publiques, y compris la sensibilisation et la prévention de l'extrémisme violent, afin de remettre en question et de transformer les normes sociales actuelles (et préexistantes) qui limitent la liberté des femmes, ainsi que les restrictions plus récentes qui sont apparues en raison des violences et de la présence de groupes extrémistes violents.

Enfin, les **facteurs clés de résilience désignés par les femmes et hommes** interrogés sont les suivants :

- **Les investissements de l'État pour garantir l'accès aux revenus** — ils augmentent le bien-être, renforcent la stabilité économique et réduisent le risque de pauvreté. Ces effets pourraient à leur tour avoir des retombées positives sur la résilience face à l'extrémisme violent en diminuant la probabilité que des individus ne rejoignent des groupes armés en raison d'un manque d'opportunités économiques.
- **La sûreté et la sécurité** — un sentiment accru de sécurité au sein de la population pourrait réduire le besoin de rejoindre des groupes violents comme moyen de protection.
- **La participation inclusive aux processus décisionnels** — la mise en place de mécanismes de participation inclusifs et la création d'espaces consultatifs pourraient renforcer le sentiment de participation des individus aux affaires publiques et aux prises de décision.

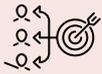


Résumé de la collecte de données et des groupes cibles



ENTRETIENS AVEC LES INFORMATEURS CLÉS

- Chef religieux, musulman, contexte urbain, Niono (Ségou)
- Chef religieux, musulman, contexte rural, Djenné (Mopti)
- Chef religieux, chrétien catholique, contexte urbain, Ségou
- Chef religieux, musulman, contexte urbain, Bamako
- Autorité locale, contexte rural, Pelengana (Ségou)
- Autorité locale, contexte rural, Djenné (Mopti)
- Autorité locale, contexte rural, Bandiagara (Mopti)
- Autorité locale, contexte rural, Bandiagara (Mopti)
- Autorité locale, contexte rural, Mopti
- Autorité locale, contexte rural, Mopti
- Représentant de l'ONU, contexte rural, Mopti
- Expert en sécurité, Bamako
- Défenseur des droits humains, Bamako



GROUPES DE DISCUSSION

Acteurs de la société civile, contexte rural, Mopti (Mopti)

11 participants



Femmes de la communauté, contexte rural, Pelengana (Ségou)

13 participants



Femmes et hommes de la communauté, contexte urbain, Niono (Ségou)

9 participants



ENQUÊTE MENÉE AUPRÈS DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

50 femmes et hommes des zones cibles (Ségou, Mopti, Bamako) dont :

 **28 Femmes**

 **22 Hommes**

La composition des groupes était la suivante :

Bamako → 18: 14 contexte urbain, 4 contexte rural – 9 femmes, 9 hommes – 9 Peuls, 4 Soninké, 3 Dogon, 1 Songhaï, 1 Bambara

Mopti → 18: tous issus d'un contexte rural – 12 femmes, 6 hommes – 5 Dogon, 11 Peuls, 1 Soninké, 1 Bambara

Ségou → 14: 9 contexte rural, 5 contexte urbain – 7 femmes, 7 hommes – 5 Bambara, 5 Peuls, 1 Malinké, 1 Samogo, 1 Mossi, 1 Dogon



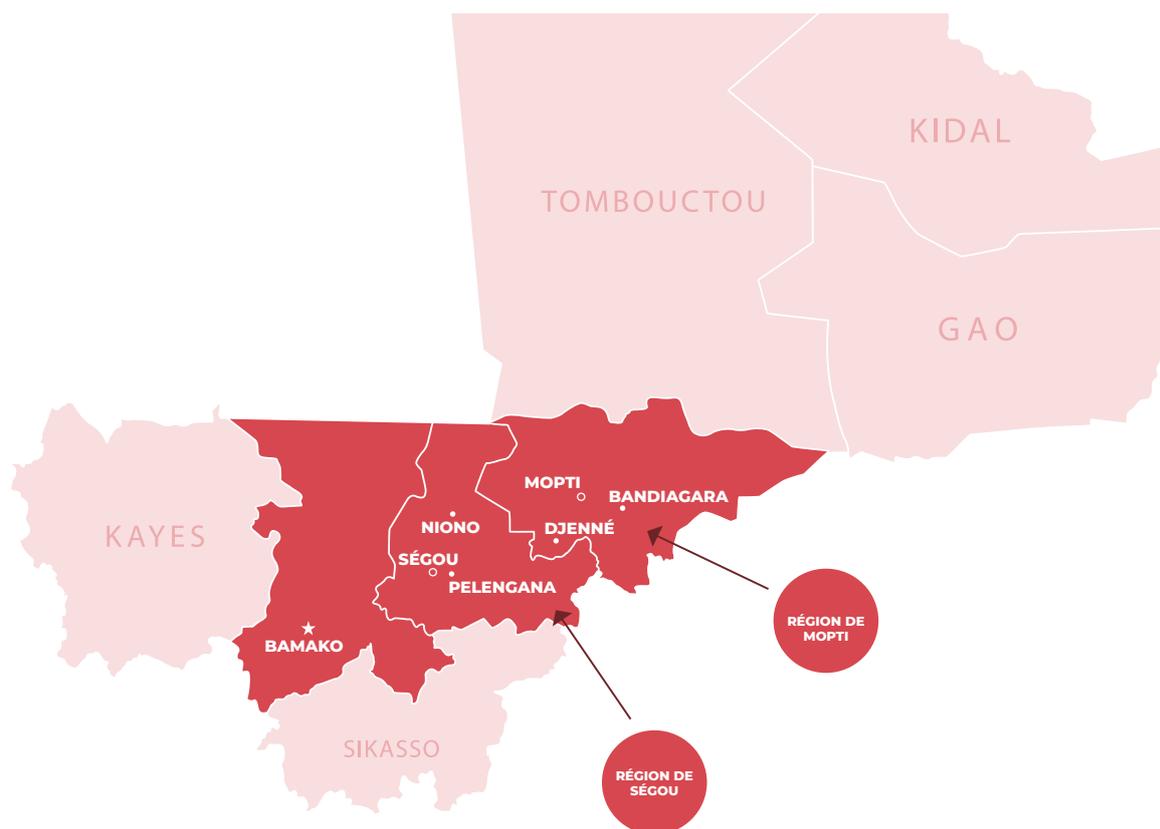
ENQUÊTE MENÉE AUPRÈS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES AUTORITÉS LOCALES

9 OSC

- ○ ○ ○ ○ 5 in Bamako
- 1 Région de Ségou
- ○ ○ 3 Région de Mopti

9 Autorités locales

- ○ ○ ○ ○ 5 in Bamako
- ○ ○ 3 in Ségou region
- 1 Mopti region



5.1.1 Les zones cibles

Au Mali, la collecte des données a été réalisée dans les communes de Niono, Ségou et Pelengana (dans la région de Ségou), Bandiagara, Djenné et Mopti (dans la région de Mopti) ainsi que Bamako.

Les régions de Mopti et de Ségou, au centre du Mali, sont actuellement confrontées à une recrudescence de l'insécurité due à des conflits intercommunautaires, à la prolifération des milices d'autodéfense et à la présence de groupes jihadistes violents et de bandits. Les villes et les villages du Mali présentent des niveaux variables d'islamisation historique, les régions de Mopti et de Ségou ayant une tradition islamique plus forte que d'autres, tels que Bamako, où l'on trouve des pratiques plus syncrétiques. La région centrale du Mali est tombée aux mains d'acteurs non étatiques violents, et a connu en 2018 le niveau de violence le plus élevé depuis l'intervention française en 2013¹¹⁰.

Parmi ces groupes figure la Katiba Macina, active à Mopti et dans certaines zones de Ségou. La déstabilisation accrue du centre du Mali est particulièrement préoccupante, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle a entraîné une

¹¹⁰ Philip Kleinfeld, *Sieges, Sanctions, and Soaring Hunger: Mali's Humanitarian Crisis Deepens as Foreign Forces Withdraw*, The New Humanitarian (2022). Disponible à l'adresse : <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2022/03/21/Mali-crisis-Barkhane-Sieges-sanctions-hunger-Wagner> consulté le 3 août 2023.



augmentation des violences intercommunautaires et des représailles violentes, dans une région où coexistent différents groupes ethniques. Ces groupes sont les Peuls, les Touaregs et les Maures (essentiellement des éleveurs), les Bambaras, les Dogons, les Songhaïs, les Malinkés (généralement des agriculteurs sédentaires) et les Bozos (essentiellement des pêcheurs). Deuxièmement, cette dynamique se propage déjà aux pays voisins tels que le Burkina Faso et le Niger, qui sont confrontés à des clivages ethniques similaires dans leurs zones frontalières et qui ont également été touchés par des attaques de GEVs. Enfin, la population de Mopti et Ségou, cinq fois plus importante que celle du nord du pays, est particulièrement vulnérable face à l'insécurité croissante et la situation pourrait avoir de graves conséquences humanitaires.

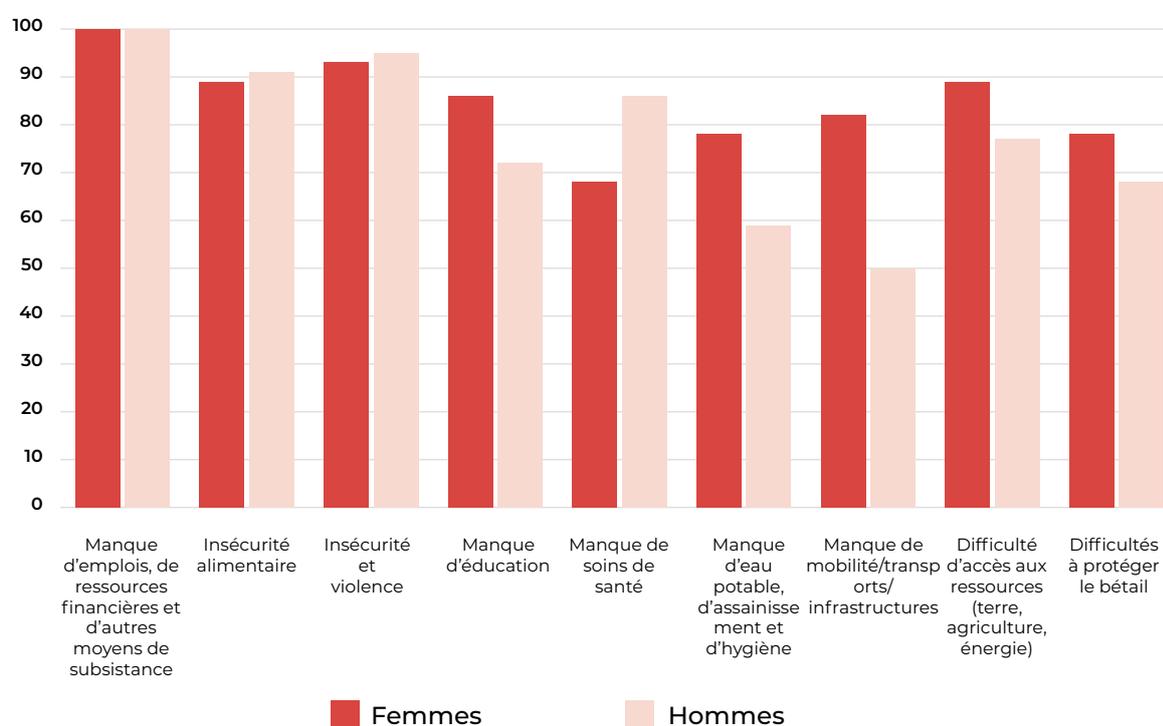
Par rapport au nord, le centre du Mali est une région stratégique pour l'économie nationale. Le delta du fleuve est un centre commercial majeur et un bassin alimentaire de grande valeur, dont les trois systèmes de production prédominants — pastoral (élevage), agricole (céréales dans les zones sèches et riz dans les zones humides) et halieutique — constituent une part importante de l'économie d'exportation du pays. L'intensification des conflits dans la région risque donc de perturber ces moyens de subsistance.

5.1.2 Préoccupations, besoins non satisfaits et demandes sociales

La principale préoccupation la plus fréquemment signalée par les personnes interrogées — hommes comme femmes — dans les régions cibles du Mali est le **manque d'emploi, de ressources financières et de moyens de subsistance**. La deuxième préoccupation majeure est l'omniprésence de **l'insécurité personnelle due à la violence**, suivie par **l'insécurité alimentaire**. Ces vulnérabilités sont étroitement liées. Par exemple, dans certaines régions, l'insécurité et la violence rendent difficile l'exercice d'activités génératrices de revenus, telles que la vente de produits sur le marché local, ce qui réduit les possibilités de gagner de l'argent, en particulier pour les femmes. Selon les constatations, les femmes sont nettement plus touchées que les hommes par **l'absence de transports et d'infrastructures, ce qui confirme l'existence de disparités de genre en matière de mobilité**. Le **manque d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène, l'accès limité aux ressources** telles que la terre et l'énergie, **l'éducation** et les difficultés liées à la gestion du bétail figurent parmi les facteurs cités par les femmes comme source d'inquiétude dans leur vie quotidienne.

Il existe des différences notables entre les régions en ce qui concerne les défis spécifiques auxquels les femmes sont confrontées. À Mopti, les femmes sont particulièrement touchées par les difficultés à protéger leur bétail, l'insécurité

► **Figure 1. Quelles sont les principales préoccupations de la vie quotidienne dans votre communauté ? (Mali, toutes les régions)**



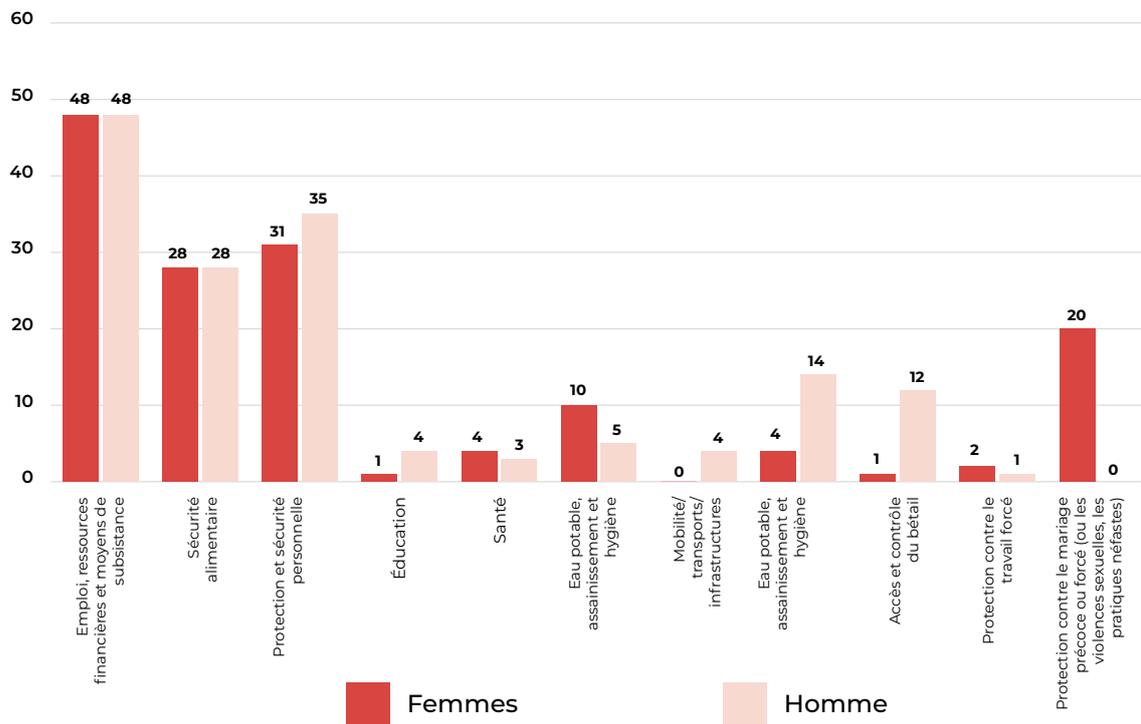
alimentaire et l'accès limité à l'éducation, aux soins de santé et à l'eau potable. Parallèlement, à Bamako, les femmes sont confrontées à des obstacles plus importants concernant l'accès aux ressources, aux transports et aux infrastructures. À Ségou, les femmes ont un meilleur accès aux soins de santé, à l'assainissement et à l'hygiène, mais dans le même temps, la disponibilité de points d'eau potable pour les filles chargées d'aller chercher de l'eau pose problème¹¹¹, et la violence est une préoccupation importante dans cette région. Les populations interrogées à Mopti et à Bamako ont d'importants problèmes de santé. Les entretiens avec les autorités locales et les chefs religieux ont révélé que dans certains villages, tels que Djenné et Bandiagara (Mopti), la communauté a un accès limité aux services de santé en raison de l'insécurité.

Alors que les hommes et les garçons tireraient parti d'un meilleur accès au bétail et contrôle de celui-ci (à Mopti), à l'eau potable et à l'assainissement (à Bamako) et aux ressources (à Ségou et à Bamako)¹¹², les femmes ont besoin d'être protégées contre les violences, en particulier contre les pratiques néfastes. Malheureusement, les mariages précoces et forcés, ainsi que les violences sexuelles et familiales

111 Groupe de discussion avec femmes et hommes de la communauté, Niono, Ségou.

112 Les hommes et les garçons sont généralement affectés au bétail et au commerce, tandis que les femmes et les filles sont affectées à la transformation d'aliments.

► **Figure 2. De quoi les hommes et les femmes manquent-ils le plus dans votre région ? (Mali, toutes les régions)**



“ sont monnaie courante dans tout le pays. D’une manière générale, **« les femmes maliennes ont besoin d’un climat de sécurité, de protection, de travail et d’un accompagnement financier »**¹¹³.

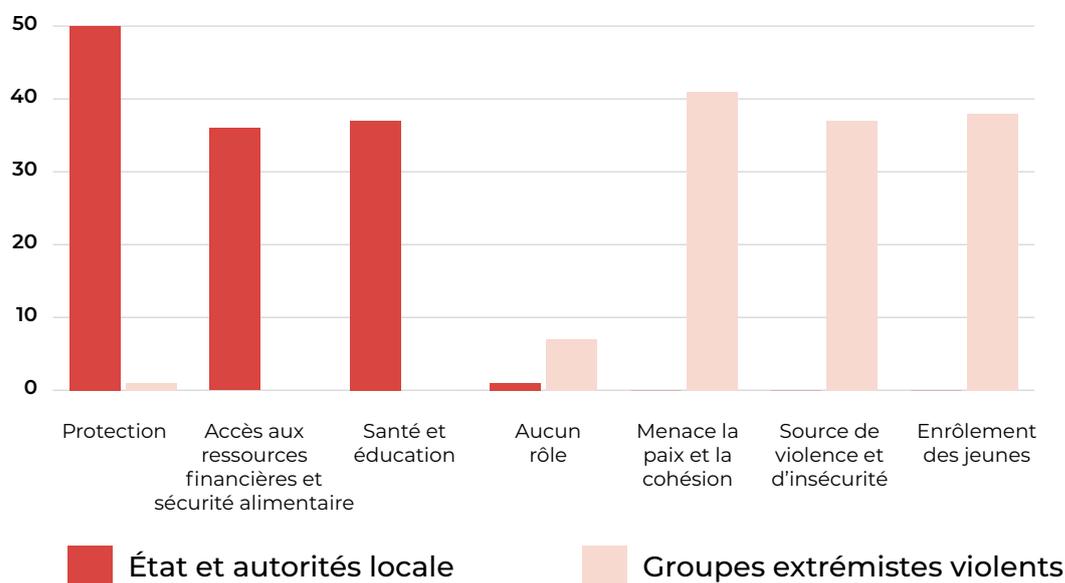
Fournisseurs de services et de sécurité : acteurs étatiques et non étatiques

Les résultats montrent que **l’État et les autorités locales** ont la responsabilité de fournir tous les services essentiels au public et qu’il est attendu qu’ils le fassent. **Les forces de défense et de sécurité** sont perçues comme assurant la protection, en particulier dans les zones rurales de Mopti, alors qu’à Ségou et à Bamako, cette perception n’est partagée que par environ la moitié des personnes interrogées. **Les organisations de la société civile** fournissent des services principalement à Ségou, où elles sont perçues comme les premiers fournisseurs de moyens de subsistance, de soins de santé et de ressources financières. En effet, un chef religieux de Ségou a souligné le rôle essentiel des OSC dans l’organisation de formations et d’ateliers pour les femmes (par exemple sur la teinturerie, la transformation agroalimentaire et la saponification) : **« les femmes s’en sortent souvent mieux que les hommes à travers [ces activités] »**¹¹⁴. En revanche, les OSC et les ONG ne sont pas considérées comme des prestataires de services actifs à Bamako et

113 Entretien avec un informateur clé, expert en sécurité, Bamako.

114 Entretien avec un informateur clé, chef religieux, Ségou.

► **Figure 3. Quels sont les rôles joués par les acteurs étatiques et non étatiques dans votre localité ? (Mali, toutes les régions)**



à Mopti. Cependant, une personne interrogée dans cette région a reconnu les organisations internationales comme fournisseurs d'aide humanitaire. D'après les réponses, **les groupes armés non étatiques** ne fournissent aucun de ces services dans les lieux ciblés. Les acteurs traditionnels, notamment les chefs traditionnels, les chefs de tribus et les chefs religieux, ne sont généralement impliqués que dans l'octroi de l'accès au bétail et son contrôle.

Du point de vue du genre, les femmes interrogées dans les trois régions désignent les acteurs étatiques et les autorités locales comme des fournisseurs d'éducation, d'accès aux ressources, d'opportunités d'emploi, de transport et d'infrastructure, d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, d'accès au bétail et de l'assurance de son contrôle, et d'accès aux soins de santé. Les points de vue des hommes sont également similaires d'une région à l'autre, mais ils considèrent en outre les acteurs étatiques et les autorités locales, ainsi que les forces de défense et de sécurité, en tant que pourvoyeurs de sécurité.

Dans l'ensemble des zones cibles, les groupes extrémistes violents sont perçus par 82 % des personnes interrogées comme une menace pour la paix et la cohésion, tandis que 74 % d'entre elles estiment qu'ils sont à l'origine de la violence et de l'insécurité, ce qui suscite des inquiétudes quant au recrutement des jeunes. Les communautés interrogées n'ont pas reconnu les GEV comme des fournisseurs de ressources ou de services.

5.1.3 Éducation

Les résultats de l'enquête indiquent que, dans les zones cibles, le taux de scolarisation est légèrement plus élevé chez les garçons que chez les filles. Les écoles publiques sont le choix le plus populaire, tant pour les garçons que pour les filles, avec seulement quelques cas de fréquentation de madrassas (écoles coraniques) à Bamako et Djenné (Mopti), où les enfants retrouvent des enseignants coraniques après les cours des écoles publiques. Le choix de l'école se fait en fonction de la qualité de l'enseignement et de l'accessibilité financière. Fait intéressant, à Bamako, le choix de la filière d'enseignement se fait en fonction des perspectives d'emploi qu'elle pourrait offrir à l'avenir. Les entretiens avec les autorités locales, les représentants des OSC et les chefs religieux ont apporté des détails sur les **obstacles qui empêchent les enfants d'aller à l'école, notamment l'éloignement des établissements à Ségou¹¹⁵ et les difficultés financières dans les zones rurales de Mopti, qui conduisent souvent les filles à abandonner l'école**. Les écoles sont généralement sûres dans toutes les régions, à l'exception des localités de Ségou et de Mopti où les groupes armés portent atteinte à l'accès aux écoles en commettant des violences contre les civils et en endommageant les bâtiments scolaires.

Écoles coraniques au Mali

Les écoles coraniques au Mali sont des institutions d'enseignement qui combinent religion et matières conventionnelles ; les cours sont généralement dispensés au domicile des maîtres coraniques. Bien que l'enseignement ne soit pas conçu différemment pour les filles et les garçons, certains maîtres décident de séparer les élèves en fonction de leur sexe pendant la période d'apprentissage. Récemment, des centres d'apprentissage coraniques ont vu le jour, tels que des internats où filles et garçons sont logés et surveillés séparément. Il convient toutefois de noter que ces centres se distinguent des écoles coraniques traditionnelles par le fait qu'ils sont payants et qu'ils enseignent, en français, la lecture, l'écriture et les mathématiques en plus de l'étude du Coran.

Bien que placées sous la tutelle du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation, les écoles coraniques ne sont pas officiellement reconnues comme des établissements d'enseignement au Mali. Le manque de supervision et de suivi, l'insuffisance des services de garde d'enfants et l'absence de débouchés socioprofessionnels posent des défis importants à toutes les parties prenantes, y compris les apprenants et les autorités publiques. Pour répondre à ces problèmes, le Haut conseil islamique malien, avec l'appui de partenaires et de l'État, a organisé un forum national sur les écoles coraniques du 27 au 29 octobre 2008. En outre, le Gouvernement a organisé le Forum national sur l'éducation, du 30 octobre au 2 novembre 2008, et a créé une commission technique interministérielle à travers la décision n° 04054/MEALN-SG du 28 octobre 2010. L'objectif de cette commission était d'examiner le rôle des écoles coraniques dans le système éducatif national, d'élaborer des lignes directrices et de proposer des moyens d'aligner ces écoles sur le système éducatif malien ou de les y intégrer.

¹¹⁵ Un informateur clé de Ségou a indiqué que pour remédier à ce problème, certaines ONG fournissent des bicyclettes pour favoriser la scolarisation.

Enseignantes coraniques

Les hommes comme les femmes sont encouragés à rechercher le savoir, les hadiths¹¹⁶ affirmant que « le meilleur savoir qu'une personne puisse acquérir est le Coran ». Par conséquent, les femmes sont non seulement autorisées mais aussi valorisées dans leur rôle d'enseignantes du Coran. Bien qu'elles soient minoritaires au Mali, les enseignantes coraniques exercent les mêmes fonctions que leurs homologues masculins, éduquant des enfants de tous âges tout en jouant le rôle de figures maternelles dans la vie de leurs élèves. Les femmes sont souvent privilégiées pour enseigner à d'autres femmes et filles, car il est largement admis dans le pays qu'elles sont plus aptes à ce rôle.

5.1.4 Rôle et participation des femmes

Emploi

Dans les trois régions, les hommes et les garçons disposent de diverses sources de revenus et travaillent dans différents secteurs, selon le contexte. Selon les résultats de l'étude, à Bamako, les principales sources de revenus des hommes sont le commerce et le marché, le travail indépendant et l'administration ou les services publics. À Mopti, la première source de revenus des hommes est l'agriculture, suivie du pastoralisme et, dans une moindre mesure, du commerce. À Ségou, les trois principales sources de revenus des hommes sont le pastoralisme, l'agriculture et le marché. La pêche est aussi couramment pratiquée dans ces deux dernières régions. Les hommes sont moins souvent impliqués dans le secteur privé, en particulier dans des fonctions telles que la préparation d'aliments.

Les femmes de Bamako sont actives dans le commerce et le marché, ainsi que dans le secteur privé, comme la préparation d'aliments et le travail indépendant. À Mopti, les femmes travaillent dans l'agriculture, le commerce et le pastoralisme — ce qui explique leur intérêt pour l'accès au bétail et son contrôle. À Ségou, le commerce est leur principale source de revenus, suivie du pastoralisme et de l'agriculture. D'après la population interrogée, les femmes ne travaillent généralement pas dans le secteur public et, dans l'ensemble, elles sont plus nombreuses que les hommes dans les régions cibles à ne pas avoir de source de revenus et/ou à dépendre de l'aide familiale.

Selon l'enquête, **les femmes sont autorisées à travailler en dehors de leur domicile dans toutes les régions¹¹⁷. Cependant, il existe des restrictions à la participation des femmes dans l'espace public**, en particulier lorsque leur mobilité n'est pas liée à l'emploi. À Ségou, les personnes interrogées ont

¹¹⁶ Le hadith est un corpus de paroles, d'actions et de traditions du prophète Mahomet et une source majeure de droit religieux et de conseils moraux.

¹¹⁷ Une personne interrogée sur 50 a choisi « non », à Ségou.



indiqué que les femmes s'occupaient principalement des tâches ménagères, mais qu'elles quittaient également leur foyer pour prendre part à des activités génératrices de revenus. Cependant, « *[les femmes] travaillent rarement hors de la maison à cause de l'insécurité, mais certaines font des commerces [sic] et du maraîchage* »¹¹⁸.

“

Un chef religieux de la même région, ainsi que deux représentants des autorités locales de Mopti et un défenseur des droits humains ont expliqué que les femmes pouvaient travailler en dehors du foyer avec le consentement de leurs parents ou de leur époux. Une autre personne interrogée a indiqué que « *les femmes peuvent sortir pour les activités, mais elles doivent rentrer plus tôt à la maison* »¹¹⁹.

“

Ces témoignages confirment que les femmes sont effectivement actives dans des activités génératrices de revenus en dehors de leur foyer, mais les autres formes de participation publique semblent limitées. En effet, les hommes dominent généralement les espaces de décision.

Lorsqu'on leur demande quels sont les **obstacles à la mobilité des femmes** en dehors de chez elles, donc non seulement en ce qui concerne les activités génératrices de revenus, mais d'une manière plus générale, plus de 70 % des femmes et des hommes citent les normes sociales et culturelles comme étant le principal obstacle. Les normes et valeurs religieuses n'ont été signalées que comme des facteurs mineurs. À Bamako, le risque d'agression n'est pas une préoccupation, alors qu'il l'est à Ségou. Malheureusement, l'insécurité, la détérioration et l'influence «des groupes extrémistes violents ont eu des répercussions négatives sur la mobilité des femmes, leur emploi et leur participation à la vie publique. Néanmoins, la migration des hommes, les initiatives d'autonomisation des femmes, la diminution des mariages précoces et forcés¹²⁰, ainsi que la technologie ont toutes contribué à des évolutions positives dans les rôles de genre.

Mariage

Le mariage civil est l'arrangement matrimonial le plus courant. À l'inverse, les mariages religieux sont moins fréquents et sont surtout observés dans la région de Ségou, où ils dépassent les mariages civils. Les mariages traditionnels n'ont été mentionnés que par quelques personnes interrogées dans les zones rurales.

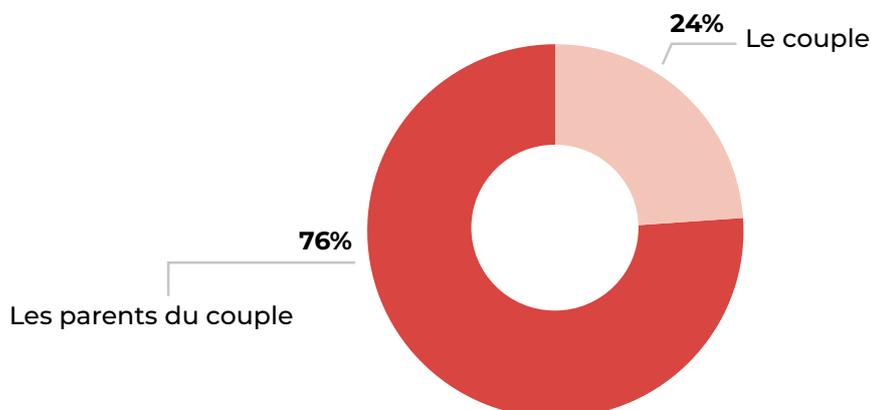
La responsabilité de la décision de se marier incombe généralement aux parents du futur couple, en particulier à Mopti, et ce n'est que dans certaines zones urbaines des régions cibles que le couple peut avoir son mot à dire dans cette décision. Les données indiquent que les filles ont tendance à se marier plus jeunes, entre 15 et 18 ans, tandis que les garçons se marient généralement après 18 ans. Dans les zones urbaines comme Bamako, un plus grand nombre de filles se marient après avoir atteint l'âge de 18 ans, alors qu'à Mopti, les filles comme les garçons se

¹¹⁸ Groupe de discussion avec femmes et hommes de la communauté, Niono, Ségou.

¹¹⁹ Entretien avec un informateur clé, autorité locale, Pelengana, Ségou.

¹²⁰ Entretien avec un informateur clé, chef religieux, Ségou.

► **Figure 4. Qui prend les décisions concernant le mariage (Qui épouser) ? (Mali, toutes les régions)**

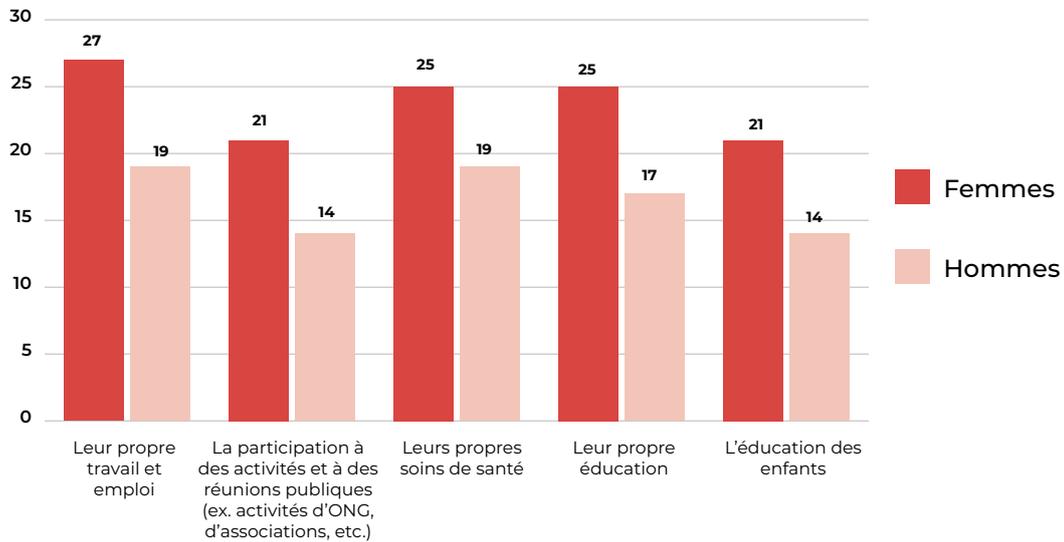


mariant généralement avant 18 ans. Les mariages précoces conduisent souvent à des grossesses précoces, d'où la nécessité de garantir un accès adéquat aux services de santé maternelle. En effet, les personnes interrogées confirment que la région a besoin de centres de santé communautaires offrant des services de santé maternelle et infantile, tels que la pédiatrie, la consultation prénatale et le planning familial.

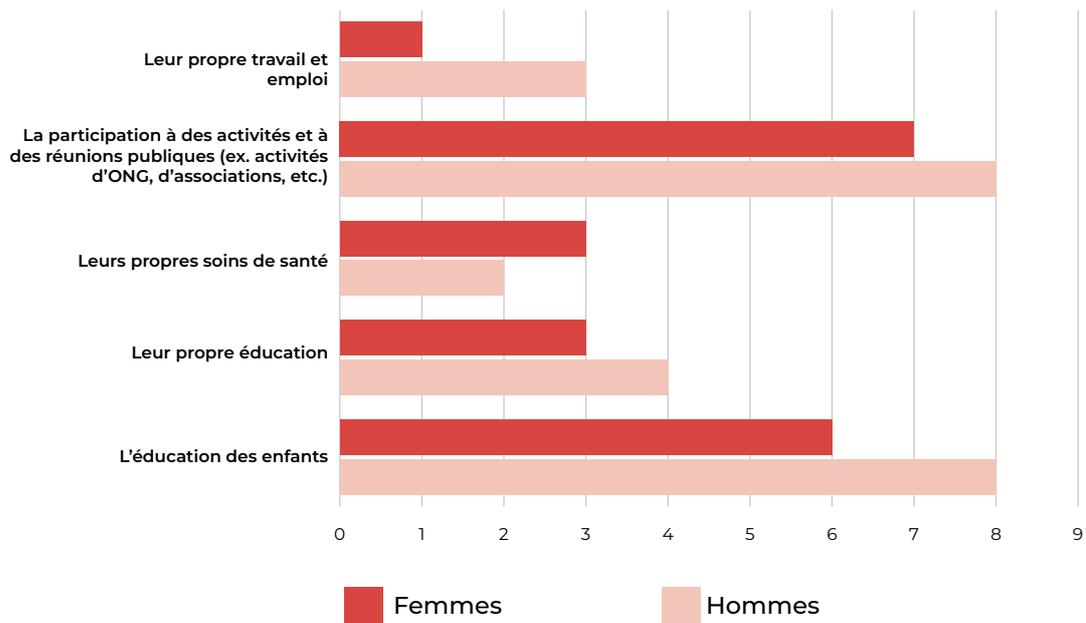
La pratique de la **dot**, qui consiste pour la famille du marié à donner de l'argent ou des biens à la famille de la mariée, est présente dans toutes les zones cibles et est considérée comme contraignante pour les jeunes couples par 38 % des personnes interrogées au Mali, en particulier à Ségou. Il est intéressant de remarquer qu'elle n'a pas été mentionnée comme une contrainte à Mopti.

Dans l'ensemble, **les femmes ont moins de liberté que les hommes s'agissant de décider des questions liées au mariage et à la participation à certaines activités**. Interrogées sur la liberté de décision des femmes dans des domaines spécifiques au sein du ménage, les personnes interrogées ont indiqué que les femmes peuvent prendre des décisions concernant l'emploi, la santé et l'éducation, mais qu'elles ont moins de libertés lorsqu'il s'agit de participer à des activités publiques, telles que celles organisées par OSC et ONG, et sur les questions liées à l'éducation de leurs enfants, en particulier à Ségou et à Bamako. L'analyse des réponses ventilées par sexe montre que les hommes ont tendance à être plus restrictifs en ce qui concerne la prise de décision des femmes au sein du ménage. Ils adhèrent à la notion traditionnelle selon laquelle les hommes prennent généralement les décisions importantes, tandis que les femmes affirment avoir un pouvoir de décision plus important que ce que les hommes déclarent.

► **Figure 5. Quelles décisions les femmes peuvent-elles prendre au sein des ménages ? (Réponses : oui, elles peuvent) (Mali, toutes les régions)**



► **Figure 6. Quelles décisions les femmes peuvent-elles prendre au sein des ménages ? (Réponses : non, elles ne peuvent pas) (Mali, toutes les régions)**



5.1.5 Violence et insécurité

Dans les régions étudiées, la **principale menace pour la sécurité** provient des violences commises par les **groupes extrémistes violents**, suivie par les actions des **milices ethniques**. Des **conflits entre agriculteurs** et éleveurs à Ségou ont également été signalés, ainsi que des cas de banditisme à Bamako. Les constatations montrent qu'à Ségou et à Bamako, les GEV sont plus présents, alors que les signalements de milices ethniques sont moins fréquents. Les données confirment également la présence de GEVs dans plusieurs villages, notamment la Katiba Macina à Bandiagara (Mopti)¹²¹. Selon toutes les personnes interrogées, des hommes comme des femmes ont été victimes des violences perpétrées par ces groupes, qui menacent la paix et la sécurité, recrutent des jeunes, et utilisent la violence pour exercer une influence dans la région, en particulier à Ségou et à Mopti. Dans ces deux régions, les informateurs clés interrogés ont fait état de violences perturbatrices : les GEV mènent des attaques dans les villages, y mettent le feu et détruisent les biens, placent des mines et des engins explosifs, et confisquent le bétail et les réserves de nourriture. Parallèlement, les groupes d'autodéfense représentent également un problème de sécurité à Pelengana (Ségou), *« des groupes d'autodéfense, dits de chasseurs, ont commencé à s'installer dans [cette] localité. Pour se faire respecter et faire appliquer leurs règles, ils exigeaient des paiements en espèces en guise de sanctions pour diverses infractions, comme l'adultère, considéré comme un grave péché. Lorsque la somme demandée n'était pas payée, ces groupes bastonnaient publiquement des personnes en guise de punition »*¹²². Le poste de sécurité situé à l'entrée de ce village a été la cible d'attaques de GEVs à deux reprises¹²³.

*« Les groupes d'autodéfense avaient établi leurs bases dans les villages de Diouna et de Katièna et commençaient à recruter des jeunes dans la ville de Pelengana. Les gens s'adressaient à eux pour régler leurs différends. Ici, ils effectuaient des patrouilles à partir de 23 heures et imposaient des amendes de 3000 FCFA à toute personne arrêtée, sous peine de devoir passer la nuit avec eux. Un jour, des membres de ces groupes ont arrêté un homme en plein jour et l'ont emmené à moto parce qu'il refusait de payer l'argent qu'il avait emprunté. Ce cas a suscité une vive indignation au sein de la population locale, qui a demandé aux autorités de dissoudre les groupes d'autodéfense. En mai 2022, le gouverneur de la région de Ségou a organisé un forum de discussion pour démanteler les groupes armés, ce qui a conduit à la mise en place d'une commission d'alerte. »*¹²⁴

¹²¹ Les entretiens avec des informateurs dans la région indiquent que des groupes extrémistes violents, tels que la Katiba Macina, sont présents dans les villages de Djenné et Bandiagara (Mopti), tandis que des milices dozos sont signalées à Niono (Ségou).

¹²² Groupe de discussion avec femmes et filles de la communauté, Pelengana, Ségou.

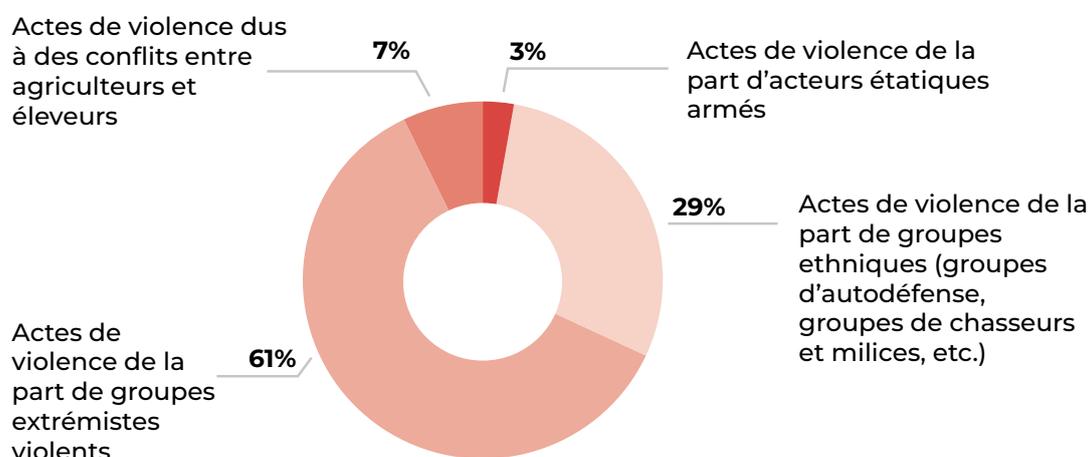
¹²³ Il semblerait que les groupes armés n'occupent plus Pelengana, car n'ayant pas trouvé de soutien populaire, une milice d'autodéfense dozo a quitté la région (Groupe de discussion avec femmes et filles de la communauté, Pelengana, Ségou.).

¹²⁴ Acteur de la société civile, Pelengana, Ségou.

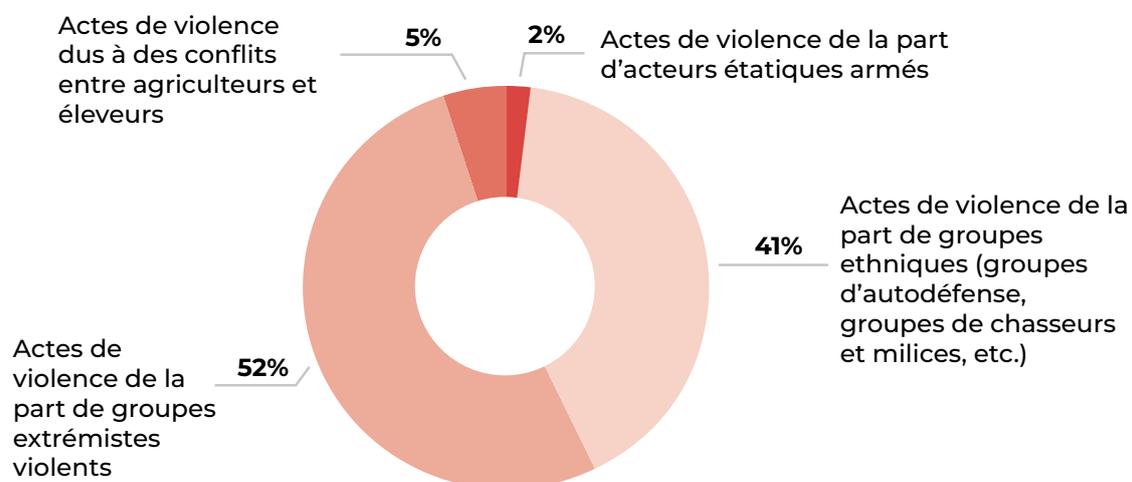


MALI

► **Figure 7. Menaces pour la sécurité dans votre village/ville, réponses des hommes (Mali, toutes les régions)**

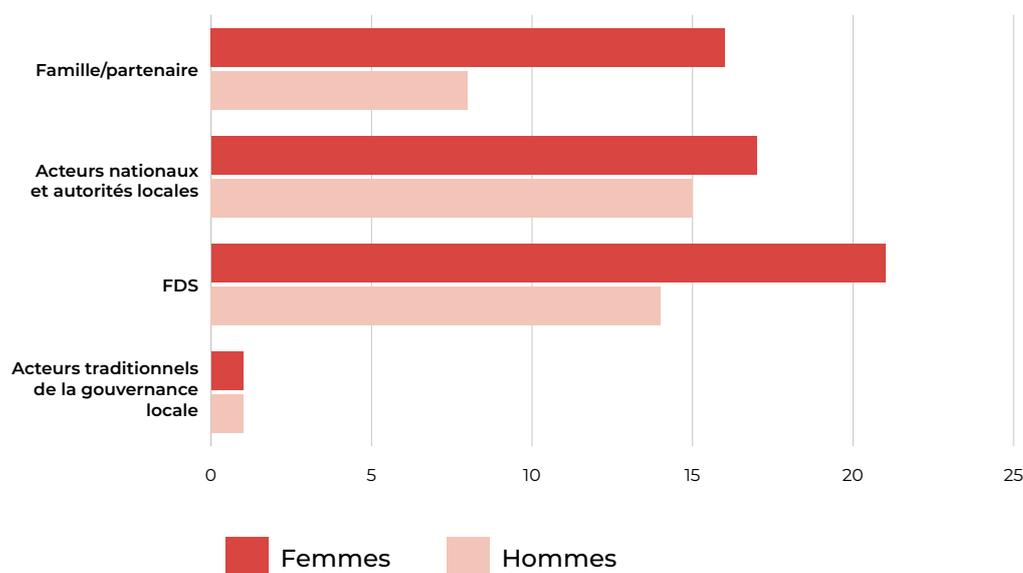


► **Figure 8. Principales Menaces à la sécurité dans votre village/ville, réponses des femmes (Mali, toutes les régions)**



Comme indiqué précédemment, l'État n'est pas perçu comme une source de violence et d'insécurité, mais plutôt comme une entité chargée de protéger les communautés des violences perpétrées par les groupes extrémistes violents et d'assurer leur sécurité. À Bamako, les acteurs étatiques sont perçus comme offrant davantage de protection que les forces de défense et de sécurité armées, tandis qu'à Ségou et à Mopti, les résultats indiquent le contraire. En effet, l'enquête a révélé que dans cette dernière région, les forces de défense et de sécurité sont impliquées dans le maintien de la sécurité dans certains villages spécifiques. Il convient de noter que les femmes perçoivent souvent leur famille comme une source de protection, alors qu'elle peut aussi être une source majeure de violence.

► Figure 9. Qui vous protège de la violence ? (Mali, toutes les régions)



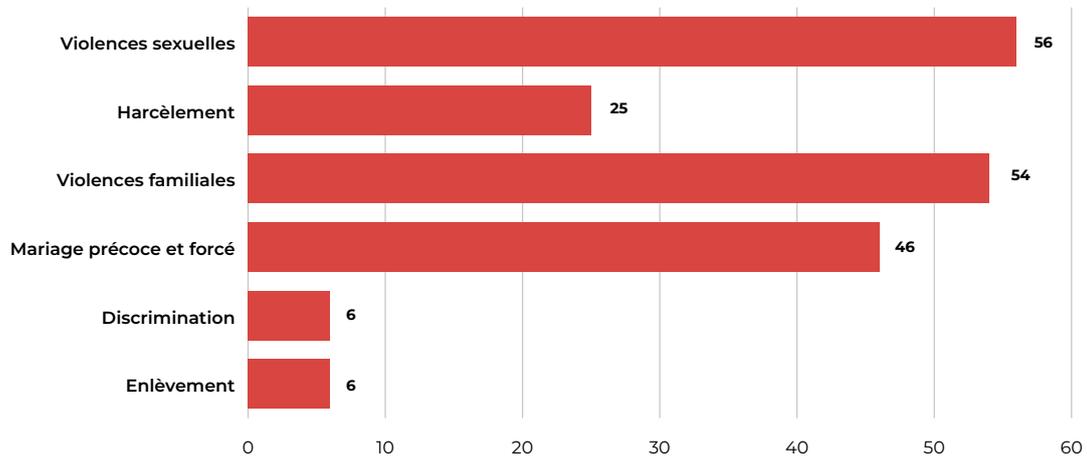
Violences contre les femmes et les filles

Les violences contre les femmes et les filles sont un problème grave, les formes les plus répandues étant **les violences sexuelles, les violences familiales et les mariages précoces et forcés**. Les hommes déclarent souvent les violences familiales comme principale forme de violence, tandis que les femmes ont tendance à indiquer plus fréquemment les violences sexuelles. Cette disparité peut résulter de stigmatisations, de tabous et d'idées fausses entourant les violences sexuelles. Les personnes interrogées ont également signalé des cas d'enlèvement de filles et de mariages précoces à Djenné (Mopti), ainsi que des cas de mutilations génitales féminines et de violation de la liberté de circulation à Ségou¹²⁵. Bien que les mariages précoces et forcés soient moins fréquemment signalés dans la capitale, ils sont toujours pratiqués.

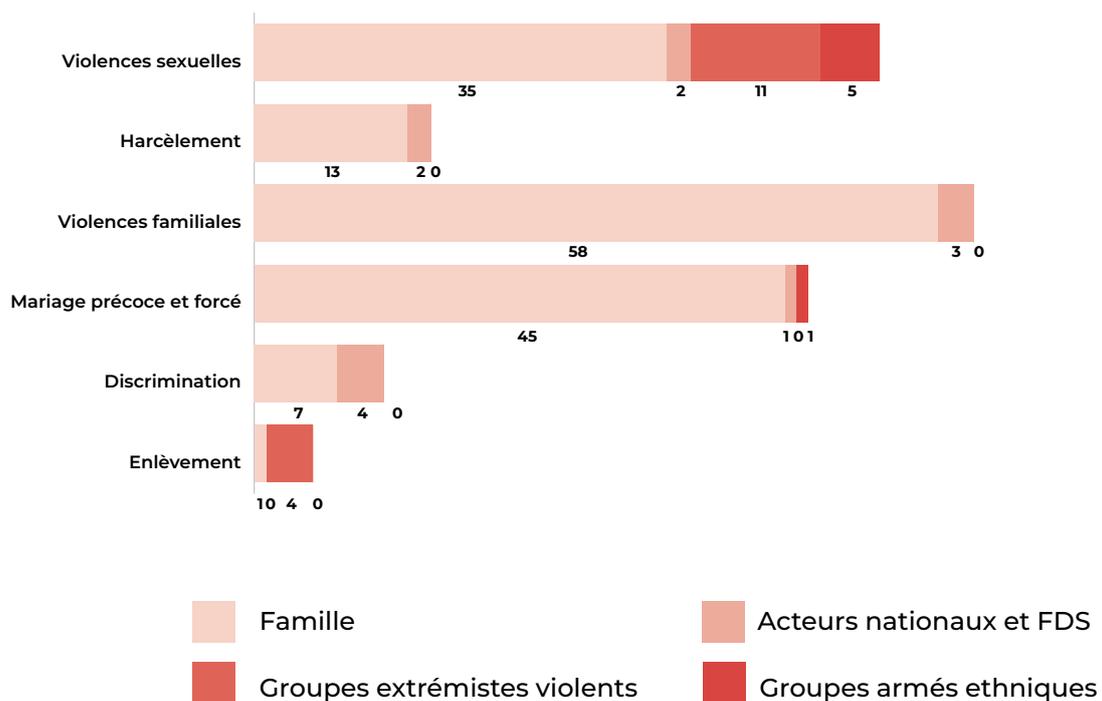
En ce qui concerne les violences contre les femmes et les filles commises par des groupes extrémistes violents, les entretiens avec les informateurs clés ont mis en avant la restriction de circulation, l'imposition d'un code vestimentaire, notamment le port obligatoire du voile, et les violences sexuelles. Ces deux derniers cas sont spécifiquement liés à un groupe affilié à la Katiba de Macina basé à Bandiagara (Mopti). À Mopti, les groupes extrémistes violents utilisent fréquemment les femmes comme boucliers humains lors de leurs attaques, et il y a eu des cas d'enlèvement de femmes à Djenné (Mopti).

¹²⁵ Entretien avec un informateur clé, chef religieux, Ségou.

► **Figure 10. Quels sont les principaux actes de violence commis contre les femmes et les filles ? (Mali, toutes les régions et tous les acteurs : communautés, autorités locales et OSC)**



► **Figure 11. Qui commet les actes de violence ? (Mali, toutes les régions et tous les acteurs : communautés, autorités locales et OSC)**



D'autres sources ont également confirmé que les milices ethniques¹²⁶ et les groupes d'autodéfense, tels que les milices Dozo¹²⁷, étaient responsables de violences sexuelles, principalement à Mopti.

Cependant, s'il est important dans ce contexte de se concentrer sur les violences perpétrées par les groupes armés, il est tout aussi crucial de ne pas négliger le fait que les **principaux auteurs de violences**, notamment les mariages précoces et forcés et les violences sexuelles, sont **les membres de la famille et les conjoints**. **Il est également essentiel de souligner que les violences familiales prévalent dans toutes les zones d'étude**, les maris étant les principaux auteurs. *« Un chef de famille avait commencé à vendre les champs (terres cultivables) de la famille. Son épouse s'est opposée parce que cela pouvait nuire aux biens de la famille. Puisque les enfants adultes soutenaient leur maman contre la vente des parcelles, il s'est mis à frapper sa femme chaque fois qu'il la croisait dans la cour familiale, jusqu'à ce qu'elle porte des blessures un peu partout. Lorsque la femme a voulu porter plainte, une commission de conciliation est intervenue pour convaincre la victime à renoncer à poursuivre son mari. Le couple a repris à vivre ensemble [sic]. »*¹²⁸

5.1.6 Extrémisme violent

Adhésion à des groupes extrémistes violents et tactiques de recrutement

*« C'est des jeunes qui sont désœuvrés, qui ont été empêchés, du fait de la crise, à faire des travaux champêtres pour vivre. C'est la paupérisation, le chômage. Parfois même, c'est sous la menace d'exterminer toute la famille que certains enfants sont enrôlés comme combattants. Dans le recrutement, la part des engagements volontaires ne paraît pas importante. »*¹²⁹

Selon les constatations de l'étude, au Mali, la principale raison pour laquelle les hommes et les garçons soutiennent la radicalisation et l'extrémisme violent est **la vulnérabilité économique**. *« La vengeance et les comportements peu orthodoxes des agents de l'État »*¹³⁰ peuvent également être un facteur, tandis que la foi n'est pas perçue comme une force motrice pour rejoindre les groupes extrémistes. Au contraire, les chefs religieux et les représentants des autorités

¹²⁶ Entretiens avec des informateurs clés, Bandiagara et Niono.

¹²⁷ Les entretiens avec les informateurs clés ont révélé que les principaux auteurs de violences à Mopti et Ségou sont les groupes extrémistes violents (Djenné, Bandiagara, Niono), les milices dozo (Bandiagara et Niono) et d'autres groupes d'autodéfense (Niono).

¹²⁸ Entretien avec un informateur clé, autorité locale, Pelengana, Ségou.

¹²⁹ Entretien avec un informateur clé, défenseur des droits humains.

¹³⁰ Entretien avec un informateur clé, expert en sécurité, Bamako.



MALI

locales de Niono (Ségou) et de Bandiagara (Mopti) estiment que le rôle de la religion est de « **sensibiliser les fidèles à se dissocier des groupes armés** »¹³¹. Il est également important de reconnaître que, selon un entretien avec un expert en sécurité, le **désir de défendre son groupe ethnique** peut également jouer un rôle dans l'adhésion aux GEV. Dans des régions comme Mopti et Niono (Ségou), les hommes peuvent se sentir obligés de rejoindre un GEV pour protéger leur communauté, leur famille et leurs terres, comme c'est le cas « **des chasseurs traditionnels et de certains Peuls** »¹³². Il est fait référence aux Peuls, également connus sous le nom de Foulanis, parce que, suite à l'insurrection dans le nord du Mali en 2012, un certain nombre d'éleveurs nomades peuls a rejoint des groupes extrémistes violents pour chercher abri et protection. Certains éleveurs peuls ont rejoint le Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) dans l'intention de recevoir une formation militaire et une protection contre les combattants et les gangs qui volaient leurs troupeaux¹³³.

Pour exercer une influence sur les communautés, les groupes extrémistes violents utilisent la religion (en **prêchant dans les mosquées**) ainsi que **les restrictions de mouvement, les fermetures d'écoles et la violence**. Il s'agit notamment des formes de violence concernant spécifiquement les filles, telles que les mariages précoces et forcés¹³⁴. Ils peuvent également offrir de l'argent à ceux qui les rejoignent et, dans certains cas, les groupes extrémistes violents ont même utilisé **des accords matrimoniaux** afin d'asseoir leur légitimité auprès de la communauté¹³⁵. Ces informations confirment les conclusions d'études antérieures, qui montrent comment les groupes extrémistes utilisent les politiques matrimoniales comme tactique pour s'implanter dans la région. Dans certains cas, des chefs de groupes extrémistes violents du Sahel central ont délibérément épousé des femmes appartenant à des tribus dans des régions où ils cherchaient à prendre le pouvoir¹³⁶.

Selon les données recueillies sur le terrain, les femmes des régions rurales de Pelengana et de Ségou ne sont pas impliquées dans la radicalisation, ni dans les activités extrémistes violentes. Cependant, dans d'autres régions de Ségou (en particulier Niono) et de Mopti, **les femmes peuvent manifester un soutien aux groupes extrémistes violents en raison de leur subordination, de leurs liens conjugaux et de leur désir de protéger leur famille et leurs enfants**. Selon un expert en sécurité, les femmes peuvent rejoindre des groupes extrémistes violents pour, notamment, des questions « **de vengeance ou de repli identitaire** »¹³⁷. Les femmes impliquées dans l'extrémisme violent peuvent travailler comme

131 Entretien avec un informateur clé, chef religieux, Niono, Ségou.

132 Groupe de discussion avec femmes et hommes de la communauté, Niono, Ségou.

133 Anouar Boukhars, Carl Pilgram, *In Disorder, They Thrive: How Rural Distress Fuels Militancy and Banditry in the Central Sahel*, Middle East Institute (2023).

134 Entretien avec des informateurs clés, Ségou et Mopti.

135 Entretien avec un informateur clé, expert en sécurité, Bamako.

136 Pour plus d'informations : <https://www.international-alert.org/fr/publications/dogmatisme-ou-pragmatisme-extremisme-violent-et-genre-au-sahel-central/>

137 Entretien avec un informateur clé, expert en sécurité, Bamako.

espionnes, recueillir et partager des informations, préparer les repas et même, dans certains cas, participer aux combats (comme à Niono).

Prévention de l'extrémisme violent

« *La multiplication des ateliers de sensibilisation publique et familiale a empêché les jeunes de Ségou de soutenir la radicalisation et l'extrémisme violent.* »¹³⁸

Dirigeantes religieuses et associations Selon les chefs religieux de Mopti et de Ségou, la foi et les associations religieuses, notamment les associations religieuses féminines, peuvent jouer un rôle important de soutien à la résilience des femmes et des hommes face à l'extrémisme violent en mettant en place des activités liées à la paix et en offrant des contre-discours. Les prédicatrices sont également reconnues comme des actrices influentes dans ce contexte.

Selon les personnes interrogées, les trois principaux facteurs pour renforcer la résilience face à l'extrémisme violent sont communs aux femmes, aux filles, aux hommes et aux garçons :

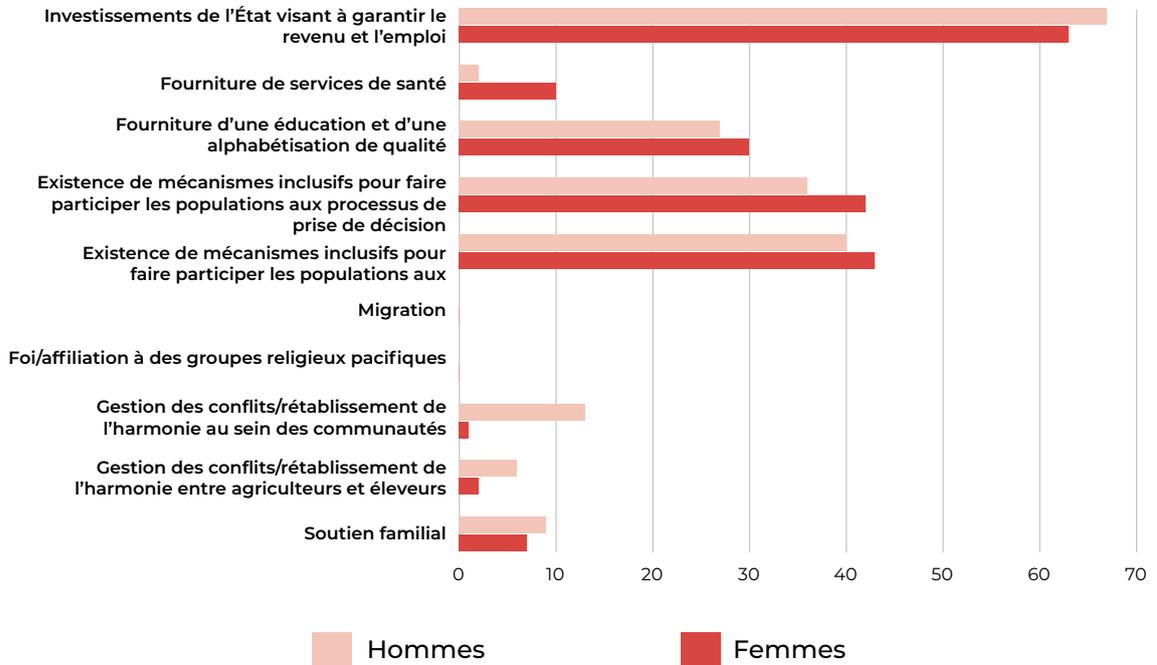
- **Les investissements de l'État pour garantir l'accès aux revenus et à l'emploi** — l'augmentation du bien-être, la réduction du risque de pauvreté et la stabilité économique pourraient avoir des effets positifs sur la résilience face à l'extrémisme violent, en réduisant la probabilité que des individus rejoignent des groupes armés en raison de l'absence d'opportunités économiques.
- **La sûreté et la sécurité** — un sentiment accru de sécurité au sein de la population pourrait réduire le besoin de rejoindre des groupes violents comme moyen de protection.
- **La participation inclusive aux processus décisionnels** — la mise en place de mécanismes de participation inclusifs et la création d'espaces consultatifs pourraient renforcer le sentiment de participation des individus aux affaires publiques et aux prises de décision.

Au cours des entretiens avec les informateurs clés, plusieurs exemples d'**initiatives de prévention primordiales** ont été abordés, dont les objectifs étaient alignés sur les résultats de l'enquête. Il s'agissait notamment de **fournir une formation et un renforcement des capacités aux femmes et aux filles** pour qu'elles puissent s'engager dans des **activités génératrices de revenus**, ainsi que de favoriser les **investissements publics** pour améliorer le niveau de vie et les perspectives d'emploi.

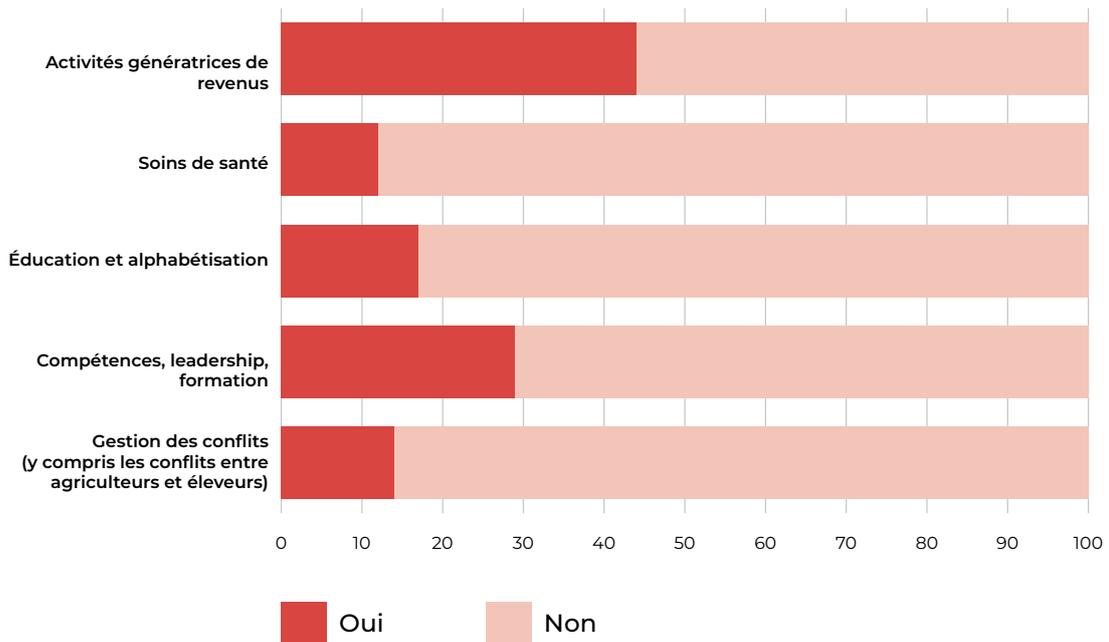
L'étude a également permis de mettre en lumière quelques exemples d'initiatives pertinentes mises en œuvre dans les zones cibles. Par exemple, pour empêcher

¹³⁸ Entretien avec un informateur clé, chef religieux, Ségou.

► **Figure 12. Facteurs clés de résilience des hommes et des garçons, des femmes et des filles face aux groupes extrémistes violents (Mali, toutes les régions et tous les acteurs : communautés, autorités locales et OSC)**



► **Figure 13. Avez-vous participé à des programmes offrant des services comme ceux-ci ? (Mali, toutes les régions)**



les jeunes et les femmes de rejoindre des groupes extrémistes violents, les autorités locales de Pelengana (Ségou), Djenné et Bandiagara (Mopti) ont organisé des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation sur le sujet. À Bandiagara, les autorités locales ont pris des mesures spécifiques pour soutenir les groupes de femmes, notamment en faisant don de céréales et en fournissant une aide économique par l'intermédiaire de partenaires financiers. Un représentant des Nations Unies de Mopti a indiqué que les initiatives adaptées aux femmes et aux filles dans la région comprenaient des activités génératrices de revenus, l'éducation, la protection, la formation, la lutte contre les violences contre les femmes et les filles, la fourniture d'un soutien financier ainsi que l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). Les organisations telles que les OSC et les ONG, qui, d'après le peu de réponses collectées à leur sujet, semblent être plus actives à Ségou, sont les principaux fournisseurs de ces activités, tant pour les hommes que pour les femmes. Cependant, elles offrent parfois des possibilités de formation et de développement des compétences spécifiquement adaptées aux jeunes hommes. L'État fournit également certains services, tels que l'éducation et l'alphabétisation, mais dans une moindre mesure. Les personnes interrogées ont déclaré être ouvertes et désireuses de participer à ces initiatives, en particulier lorsqu'elles sont proposées par l'État, des organisations internationales ou des OSC/ONG et, dans une moindre mesure, par des associations religieuses.

Malheureusement, **seuls quelques membres de la communauté ont déclaré avoir participé à des initiatives de PEV**. Toutefois, certaines personnes interrogées ont participé à des actions proposant des activités génératrices de revenus, suivies par des initiatives de formation, de développement des compétences, d'éducation, d'alphabétisation, de gestion des conflits (notamment entre agriculteurs et éleveurs) et d'accès aux soins de santé. Malgré cela, la majorité des personnes interrogées n'a participé à aucune de ces activités.

Interrogées sur les raisons de leur non-participation à ces initiatives, deux femmes ont indiqué que celles-ci n'étaient pas considérées comme adaptées aux coutumes locales, alors que la plupart des autres personnes interrogées n'y ont pas participé **en raison de l'indisponibilité de ces initiatives, ou** parce qu'elles n'étaient **pas au courant** de leur existence du fait d'une **mauvaise communication**. Il est essentiel d'éliminer ces obstacles pour favoriser la participation de tous les membres de la communauté, y compris les femmes et les filles, qui jouent un rôle important dans la prévention de l'extrémisme violent. Selon l'étude, la mobilisation des femmes dans les zones cibles est essentielle pour « **surveiller, signaler et dénoncer les comportements suspects** »¹³⁹. Elles jouent également un rôle important dans la sensibilisation et l'éducation des jeunes afin de les dissuader de rejoindre les groupes armés, et ce travail est souvent facilité par les associations féminines.

¹³⁹ Entretien avec un informateur clé, autorité locale, Pelengana, Ségou.



► **Figure 14. Pour participer à la mise en œuvre de ces programmes, il est important qu'ils : (Mali, toutes les régions)**



Pour promouvoir la participation des femmes aux activités de prévention, les personnes sondées ont suggéré que les initiatives devraient :

- Être conçues pour faciliter les possibilités de revenus.
- Être programmées à un moment approprié.
- Respecter les croyances religieuses et coutumières.
- Bénéficier d'une communication efficace par l'intermédiaire des réseaux sociaux et de la radio (émissions et programmes radiophoniques ; réseaux sociaux comme WhatsApp et Telegram).

La plupart des OSC et des autorités locales interrogées s'appuient sur la radio et la communication directe avec les membres de la communauté pour partager des informations sur leurs activités. Toutefois, il est important de noter que l'efficacité des **canaux de communication** varie et que le choix du canal le plus approprié doit reposer sur le contexte spécifique ou le groupe cible. Au Mali, les résultats montrent que **la radio** reste le moyen le plus efficace pour fournir des informations, sensibiliser ou alerter (92 %), tandis que **les réseaux sociaux et la télévision** sont des méthodes de communication modernes populaires, mais moins fréquentes. À l'inverse, **les journaux** ne seraient pas largement utilisés pour accéder à l'information, et l'utilisation d'internet est minime et essentiellement limitée à Bamako.

L'analyse des **classes d'âge** révèle que les personnes âgées de 18 à 25 ans déclarent utiliser les réseaux sociaux plus fréquemment que celles de plus de 26 ans, en particulier dans les zones urbaines, ce qui correspond aux tendances mondiales. Si l'on ventile les données par sexe, il apparaît que les femmes et les jeunes filles ont tendance à utiliser la radio comme principale source d'information, suivie des réseaux sociaux et de la télévision, tandis que les hommes utilisent en premier lieu les réseaux sociaux, puis la télévision et la radio. Même si les données collectées sont limitées, elles confirment les rapports existants qui montrent qu'au Mali, la plupart des utilisateurs de réseaux sociaux sont des hommes, à 75,5 % contre seulement 24,5 % de femmes¹⁴⁰.

Bonnes pratiques en matière d'initiatives inclusives de PEV

Grâce aux entretiens avec des informateurs clés, l'étude a permis de recueillir des exemples et des bonnes pratiques adoptées au niveau local pour favoriser la participation des femmes à la prévention de l'extrémisme violent.

1. Dans la région de Ségou, un chef religieux a indiqué que pour rétablir la cohésion sociale, l'association des femmes de l'Église catholique avait organisé une séance pour **sensibiliser les femmes religieuses** au rôle crucial qu'elles peuvent jouer dans le renforcement de la cohésion sociale et le plaidoyer pour la paix.
2. Un chef religieux de la région de Ségou a organisé des **tables rondes** entre les femmes et les groupes de femmes de différents quartiers. Ces débats ont été retransmis à la radio.
3. Les autorités locales de la région rurale de Mopti ont organisé une journée de consultation pour tous les acteurs municipaux afin de discuter de la **cohésion sociale**. Cet événement a également permis de récolter des dons pour les populations touchées par la crise.
4. Un expert en sécurité a cité comme bon exemple la création d'un groupe d'experts en matière de paix et de sécurité financé par le PNUD et le Conseil danois pour les réfugiés. Cette activité a permis de former trente **femmes** du Mali, du Burkina Faso et du Niger aux **compétences et techniques de médiation**. De même, l'École du maintien de la paix a organisé des sessions de formation destinées à des médiatrices.

140 Simon Kemp, Digital 2023 : Mali, Datareportal (2023). Disponible à l'adresse : <https://datareportal.com/reports/digital-2023-mali>, consulté le 3 août 2023.



5.2 Mauritanie

Résumé des constatations

Dans les régions cibles de la Mauritanie, un certain niveau de violence et d'insécurité persiste, mais serait moindre qu'au Mali et au Niger. Environ 85 % des problèmes de sécurité signalés par les personnes interrogées proviennent de groupes armés non étatiques, notamment des milices, des groupes d'auto-défense, des bandits et des jeunes délinquants. En revanche, les groupes extrémistes violents ne représentent que 10 % des menaces signalées. Néanmoins, certaines personnes interrogées les considèrent toujours comme une menace pour la paix et l'unité, qui cherche à gagner en influence et en contrôle à travers la prédication, le recrutement de jeunes et les menaces de violence. Concernant leur localisation, les GEV semblent être plus répandus à Nouakchott et dans le Hodh Ech Chargui. Selon l'analyse, certains membres opèrent également en dehors de la Mauritanie, notamment au Mali. La zone frontalière entre les deux pays est donc particulièrement précaire, et l'existence de conflits entre agriculteurs et fermiers-éleveurs ainsi qu'entre groupes ethniques complique cette situation d'insécurité.

Le chômage et l'insécurité alimentaire sont les principales préoccupations des communautés interrogées dans les régions cibles de cette étude. Toutefois, lors de l'élaboration d'initiatives de prévention, il est essentiel de tenir compte des spécificités de chaque contexte. Par exemple, dans la région de l'Assaba, les gens se sentent généralement en sécurité, mais ils sont surtout préoccupés par le manque d'emplois, la protection du bétail et l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Dans le Hodh Ech Chargui, les habitants se sentent moins vulnérables dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services WASH, mais sont préoccupés par l'insécurité alimentaire, l'emploi, la violence et l'accès aux ressources. À Nouakchott, les préoccupations de la plupart des personnes interrogées portent sur l'emploi, l'insécurité alimentaire, l'éducation et la santé.

En ce qui concerne les différences de genre, alors qu'en Mauritanie, les garçons comme les filles sont **vulnérables au travail forcé** (et cette vulnérabilité est encore plus prononcée qu'au Mali et au Niger), les femmes sont confrontées à des défis spécifiques en raison de leur accès limité aux ressources, notamment la terre, l'énergie, la propriété, le crédit, ainsi qu'à l'alphabétisation, à la formation et aux possibilités de prise de décision, ce qui entraîne des difficultés économiques et leur marginalisation. En raison des normes culturelles et de genre existantes et de la prédominance du personnel masculin dans cet environnement, **les femmes rencontrent des obstacles dans l'accès aux soins de santé**, en particulier aux soins de santé reproductive. De plus, les ménages dirigés par des

femmes, les agricultrices et les éleveuses feraient partie des groupes les plus vulnérables. En outre, plus de 30 % des personnes interrogées perçoivent **que les filles ne sont pas protégées contre les pratiques néfastes** comme les mariages précoces et forcés, les taux les plus élevés étant signalés à Nouakchott.

Même si, dans les régions cibles de Mauritanie (contrairement à certaines régions du Mali), les idéologies des groupes extrémistes violents ne sont pas perçues comme influençant les rôles de genre, de strictes normes en matière de genre existent bel et bien — en particulier dans l'Assaba et le Hodh Ech Chargui — et la majorité des personnes interrogées (60 %) les considèrent comme le principal obstacle à la participation des femmes aux activités en dehors de leur foyer. Néanmoins, selon l'étude, les rôles sociaux évoluent dans les zones urbaines, sous l'influence des technologies modernes, des réseaux sociaux, de l'urbanisation et de la télévision. Cette évolution a peut-être facilité le développement du réseau des mourchidates, un groupe de femmes chargées de sensibiliser la population aux récits alternatifs à la violence par l'intermédiaire de la prédication religieuse. Une remarque intéressante est que, malgré cet exemple positif d'**implication des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent**, de façon générale, les initiatives de PEV ne seraient pas courantes, 83 % des personnes interrogées indiquant un manque de services de ce type dans leur région.

Compte tenu des défis susmentionnés, les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête ont désigné les éléments suivants comme des facteurs clés pour promouvoir le bien-être et la résilience des femmes, des filles, des hommes et des garçons :

- **L'investissement de l'État pour garantir l'accès aux revenus ;**
- **Une éducation de qualité ;**
- **La disponibilité des services de santé.**

Enfin, au-delà d'une bonne compréhension du contexte, la mise en œuvre d'initiatives de PEV efficaces passe impérativement par l'identification des acteurs clés qui fournissent les services essentiels à la population et la protègent. Dans les zones cibles, les personnes interrogées estiment que la protection contre la violence est assurée par les membres de leur famille ou par les acteurs étatiques et les autorités locales. En revanche, les acteurs étatiques armés, tels que les forces de défense et de sécurité, n'ont pas souvent été mentionnés. Il convient de noter que, par rapport au Mali et au Niger, les chefs traditionnels **(tels que les chefs tribaux et les chefs religieux)** dans cette région conservent une certaine influence et sont reconnus comme pourvoyeurs de services spécifiques, en particulier dans la région de l'Assaba.

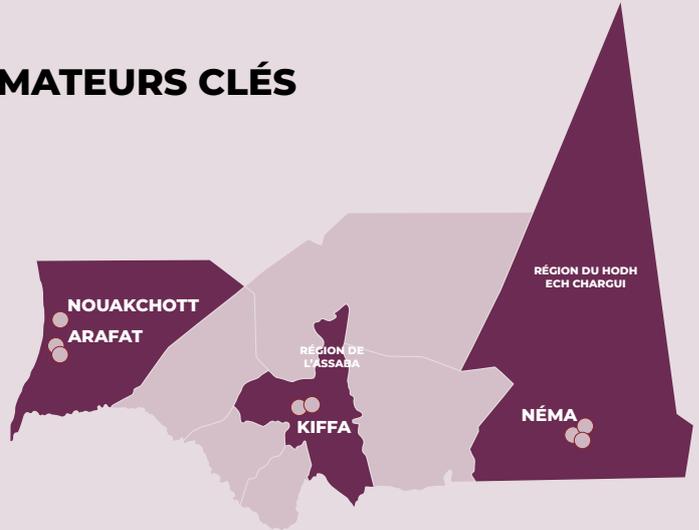


Résumé de la collecte de données et des groupes cibles



ENTRETIENS AVEC LES INFORMATEURS CLÉS

Représentant d'une organisation internationale,
Kiffa (Assaba)
Expert en sécurité, Nouakchott
Chef religieux, Kiffa (Assaba)
Chef religieux, Arafat (Nouakchott)
Chef religieux, Néma (Hodh Ech Chargui)
Chef religieux, Néma (Hodh Ech Chargui)
Autorité locale, Néma (Hodh Ech Chargui)
Autorité locale, Arafat (Nouakchott)



GROUPES DE DISCUSSION

Femmes et jeunes
filles, Kiffa (Assaba)

8 participants



Femmes et jeunes filles, Néma
(Hodh Ech Chargui)

9 participants



Acteurs de la société civile,
Arafat (Nouakchott)

10 participants



ENQUÊTE MENÉE AUPRÈS DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

52 femmes et hommes des
zones cibles, dont :

 **28 Femmes**

 **24 Hommes**

La composition des groupes était la suivante :

Nouakchott → 17: contexte urbain – 10 femmes,
7 hommes – 14 Maures, 3 Peuls

Hodh Ech Chargui → 20: 10 contexte urbain,
10 contexte rural – 10 femmes, 10 hommes – tous Maures

Assaba → 15: 8 contexte rural, 7 contexte urbain –
8 femmes, 7 hommes – tous Maures



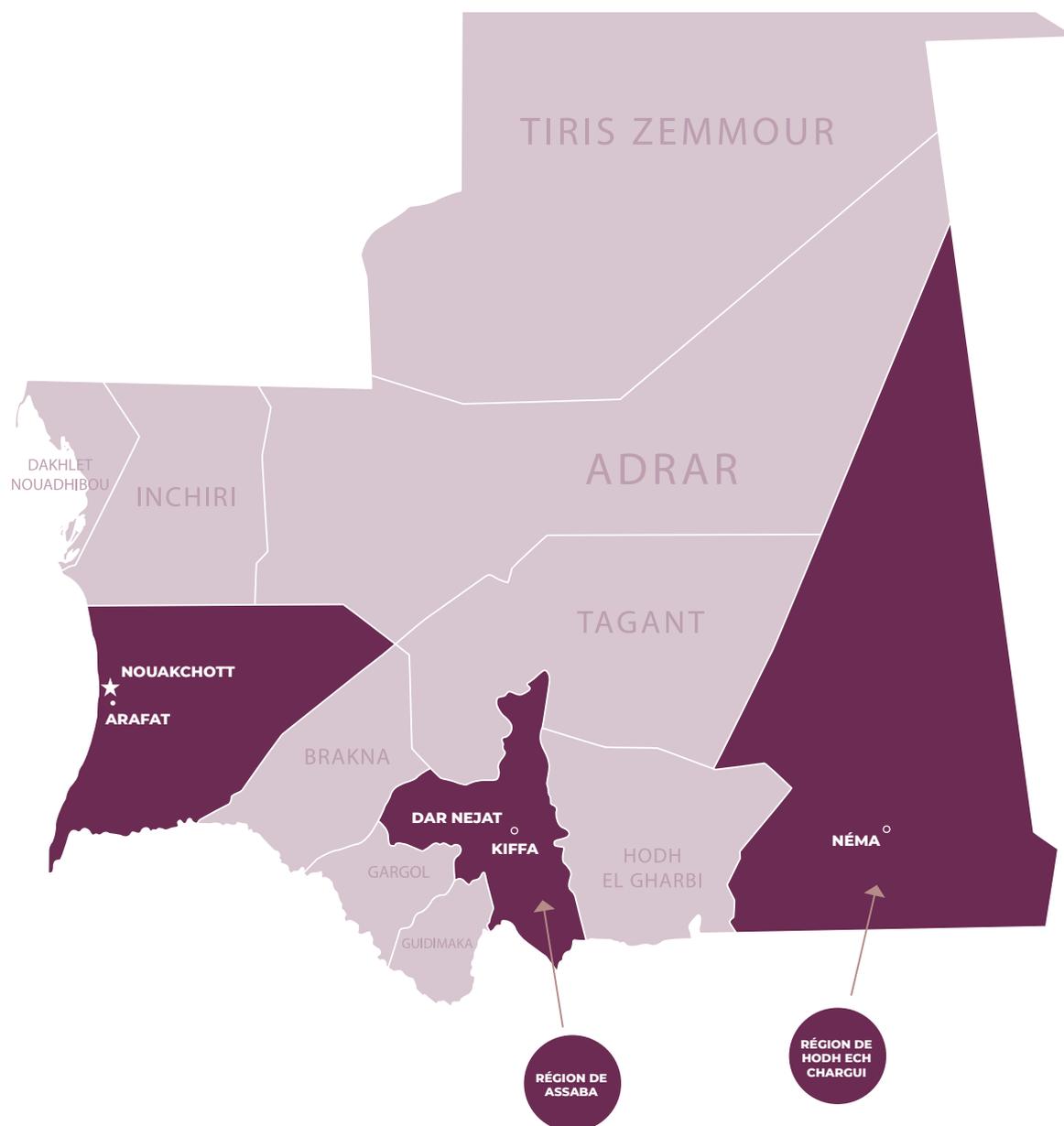
ENQUÊTE MENÉE AUPRÈS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES AUTORITÉS LOCALES

10 osc

○○○ 3 Nouakchott
○○○○ 4 Région du Hodh Ech Chargui
○○○ 3 Région de l'Assaba

10 Autorités locales

○○○ 3 Nouakchott
○○○○ 4 Région du Hodh Ech Chargui
○○○ 3 Région de l'Assaba



5.2.1 Les zones cibles

En Mauritanie, la collecte des données a eu lieu à Nouakchott et dans sa banlieue Arafat, à Kiffa et Dar Nejat dans la région de l'Assaba, et à Néma dans la région du Hodh Ech Chargui.

La région de l'Assaba est confrontée à de forts taux de pauvreté et est structurellement vulnérable en raison de faibles investissements sociaux, des répercussions de la pandémie du COVID-19 et des effets des changements climatiques, ce qui entraîne une précarité et une vulnérabilité professionnelles dans une économie qui repose fortement sur le secteur informel. Les taux de scolarisation dans l'enseignement de base ont diminué et l'utilisation des services de santé est inférieure à la moyenne nationale. Les pratiques néfastes et les normes sociales discriminatoires de la région favorisent souvent la violence et l'exploitation.



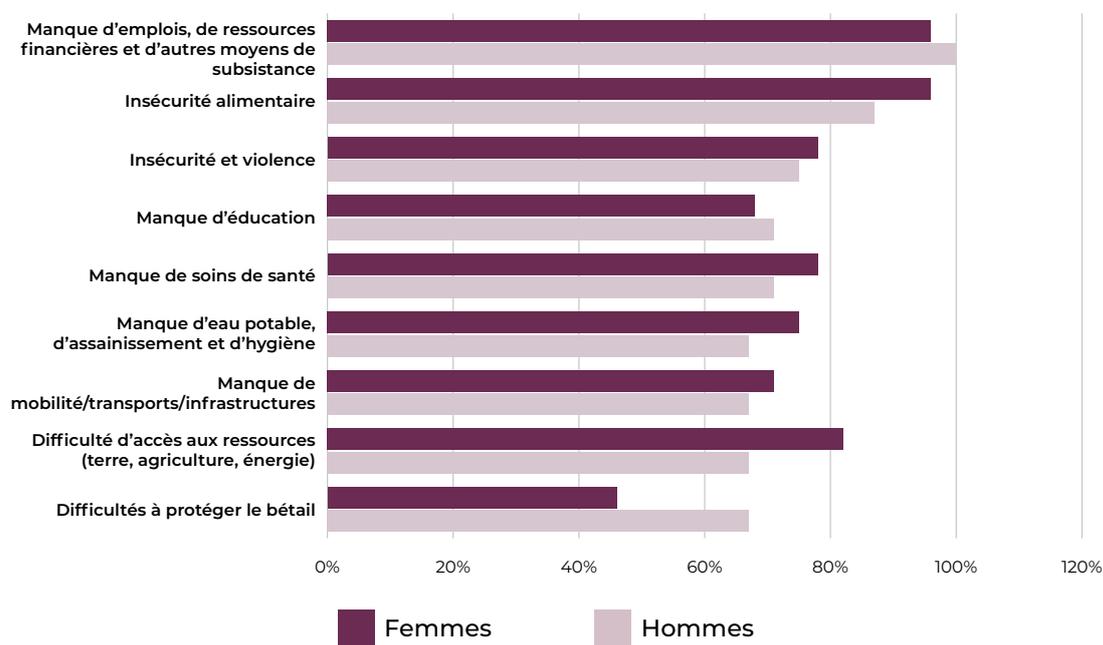
La **région du Hodh Ech Chargui** présente des vulnérabilités similaires à celles de l'Assaba. Principalement rurale, la région est touchée par une pauvreté multidimensionnelle due à une économie fondée sur des activités agropastorales et de subsistance. Le manque de services de base, tels que l'éducation, les soins de santé, le logement, l'eau potable, l'assainissement et l'électricité, contribue également à cette situation précaire. Les femmes et les filles de cette région sont victimes de pratiques sociales néfastes qui portent atteinte à leur bien-être. Par ailleurs, le Hodh Ech Chargui accueille également près de 100 000 réfugiés maliens, soit 20 % de sa population.

Si l'Assaba et le Hodh Ech Chargui présentent certaines similitudes, ils diffèrent de Nouakchott à plusieurs égards. Dans la capitale, la pauvreté est moins présente — à quelques exceptions près, comme dans certains quartiers de la périphérie sud de la ville — et il existe des perspectives d'emploi, ainsi qu'un système de soutien pour les groupes vulnérables. Malgré cela, Nouakchott est confrontée à de multiples défis, notamment la mauvaise qualité des services, la circulation intense, l'urbanisation extrême, le risque d'envasement et la menace que représente l'océan Atlantique : certaines zones de la ville sont situées en dessous du niveau de la mer et le cordon dunaire a été fortement endommagé par sa surexploitation en tant que matériau de construction. De plus, l'eau douce est totalement absente et doit être importée du fleuve Sénégal, situé à environ 200 kilomètres.

5.2.2 Préoccupations, besoins non satisfaits et demandes sociales

Dans les trois zones cibles, les femmes et les hommes qui ont répondu à l'enquête ont déclaré être confrontés au **chômage** et à l'**insécurité alimentaire**. Les femmes rencontrent souvent des difficultés pour **accéder aux ressources**, telles que la terre et l'énergie, tandis que les hommes sont plus préoccupés par la protection du bétail. Lors de la collecte des données, les femmes ont souligné que leur manque d'accès aux ressources — notamment à la propriété, au crédit, à l'alphabétisation, à la formation et aux possibilités de prise de décision — contribuait fortement à leurs difficultés économiques et à leur marginalisation. Les services de santé sont également apparus comme un besoin majeur pour les femmes dans les trois régions, en particulier parce que les mariages et les grossesses précoces sont très fréquents, ce qui fait des soins de santé reproductive un besoin essentiel. Cependant, l'accès aux soins de santé est restreint, et, alors que l'essentiel du personnel de santé est masculin, les femmes peuvent être réticentes à se soumettre à des examens effectués par des médecins hommes.

► **Figure 15. Quelles sont les principales préoccupations de la vie quotidienne dans votre communauté ? (Mauritanie, toutes les régions)**



L'analyse des données par zone cible révèle des **différences régionales** significatives dans la perception des vulnérabilités. Par exemple, alors que la quasi-totalité des personnes interrogées dans l'Assaba se sent en sécurité, les femmes et les hommes de cette région sont préoccupés par le manque d'emplois, la protection du bétail et l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH). Dans le Hodh Ech Chargui, les habitants se sentent moins vulnérables dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services WASH, mais sont préoccupés par l'insécurité alimentaire, l'emploi, la violence et l'accès aux ressources. À Nouakchott, les préoccupations de l'essentiel des personnes interrogées portent sur l'emploi, l'insécurité alimentaire, l'éducation et la santé.

En ce qui concerne les différences de genre, bien que l'enquête ait révélé que les garçons sont aussi vulnérables que les filles au travail forcé en Mauritanie (et plus qu'au Mali et au Niger), de nombreux défis spécifiques aux femmes sont apparus au cours de la collecte des données. Tout d'abord, plus de 30 % des personnes interrogées estiment que les filles ne sont pas protégées contre les pratiques néfastes telles que les mariages précoces et forcés, en particulier à Nouakchott, et qu'elles ont généralement besoin d'être protégées contre les violences. Deuxièmement, selon un informateur clé interrogé dans l'Assaba, les femmes, en particulier dans les ménages touchés par les migrations (y compris saisonnières), ont besoin de davantage de sécurité et de stabilité économiques. Les hommes migrant fréquemment avec leurs troupeaux vers le Mali, les femmes n'ont d'autre choix que de chercher un emploi saisonnier dans les centres urbains, ce qui



entraîne un exode temporaire. Enfin, les personnes les plus vulnérables sont les femmes veuves et divorcées qui sont cheffes de famille, ainsi que les agricultrices et les éleveuses. En période de sécheresse, ce dernier groupe est particulièrement exposé à la malnutrition aiguë et sévère, qui touche surtout les femmes et les enfants.

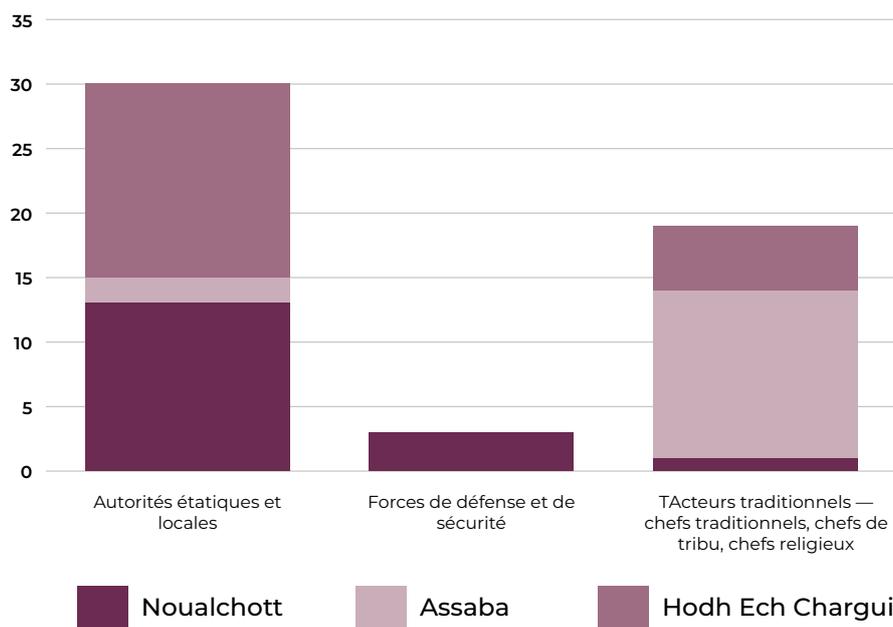
“

« Surtout chez les Peuls de la zone de Kankossa, les jeunes filles partent à Kiffa ou à Nouakchott pour chercher du travail, et les garçons vont à Chami ou Zouerate à la recherche de l'or. Les jeunes de l'Assaba n'essaient pas d'émigrer aux États-Unis comme les autres jeunes du pays. S'il n'y a pas d'activité, il y a un exode. »¹⁴¹

Fournisseurs de services et de sécurité : acteurs étatiques et non étatiques

Dans les zones cibles de Mauritanie, **l'État et les autorités locales** sont considérés comme des fournisseurs de protection, de soutien financier, de sécurité alimentaire et de services sociaux tels que les soins de santé et l'éducation. Toutefois, la perception de leur rôle n'est pas unanime, car environ 31 % des personnes interrogées ont indiqué que les acteurs étatiques ne jouaient aucun rôle dans l'offre de services. Plus de la moitié de ces réponses provenaient de l'Assaba, et notamment d'un grand nombre de femmes. Quelques hommes interrogés à Nouakchott ont même signalé le rôle négatif de l'État en tant que menace à la paix et source de violence. Dans de très rares cas, **les forces de défense et de**

► **Figure 16. Quel est l'acteur clé qui contrôle et exerce le plus d'influence dans votre localité ? (Mauritanie, toutes les régions)**



¹⁴¹ Entretien avec un informateur clé, représentant d'une organisation internationale, Kiffa, Assaba.

sécurité (c'est-à-dire les acteurs armés étatiques) sont perçues comme offrant une protection, et ce uniquement à Nouakchott.

Il est intéressant de noter que, par rapport au Mali et au Niger, les personnes interrogées dans les zones cibles de Mauritanie indiquent que les **chefs traditionnels** (tels que les chefs de tribus et les chefs religieux) ont une certaine influence et fournissent certains services, en particulier en ce qui concerne la mobilité, les infrastructures, le bétail, les services WASH et l'accès aux ressources. Cela est particulièrement vrai dans la région de l'Assaba, où les chefs traditionnels sont considérés comme plus importants que les acteurs étatiques pour répondre aux besoins de la communauté.

Bien que la Mauritanie n'ait pas connu d'attaques de **groupes extrémistes violents** depuis plus de dix ans, certaines personnes interrogées perçoivent toujours ces groupes comme une menace pour la paix et l'unité et comme des recruteurs de jeunes susceptibles de s'adonner à des activités violentes. La présence de GEV est plus souvent signalée à Nouakchott et dans le Hodh Ech Chargui que dans l'Assaba. Bien que ce nombre soit très faible, deux femmes interrogées à Nouakchott ont déclaré percevoir les groupes extrémistes violents comme offrant une protection contre les menaces à la sécurité.

5.2.3 Éducation

« La famille, par manque de soutien, est obligée d'envoyer ses enfants qui étaient à l'école travailler, ce qui est à l'origine de la déviance, de la drogue, du vol, etc. »¹⁴²

”

Dans les zones cibles de Mauritanie, la plupart des enfants sont scolarisés dans des écoles publiques ou privées. Bien qu'aucune personne interrogée n'ait déclaré de fréquentation d'une école coranique, différents informateurs clés interrogés ont indiqué que les élèves fréquentaient des écoles coraniques en parallèle des écoles publiques ou privées, soit tôt le matin, soit en fin d'après-midi¹⁴³, et que les filles fréquentaient les deux systèmes d'éducation¹⁴⁴. Dans les régions étudiées, les écoles ne disposent pas d'eau potable et d'installations sanitaires (y compris de toilettes), de cantines, de repas et de moyens de transport sûrs¹⁴⁵. Certains instituts n'offrent pas un cycle éducatif complet, et les écoles moyennes

¹⁴² Groupe de discussion avec des femmes et des filles, Néma, Hodh Ech Chargui.

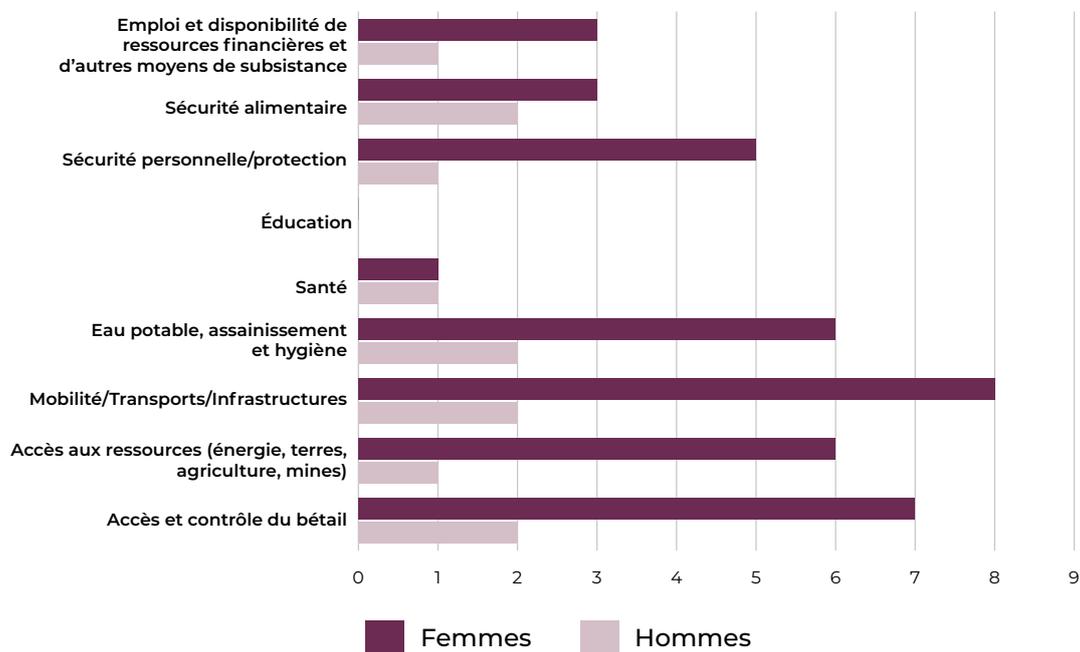
¹⁴³ Entretiens avec des informateurs clés, autorités locales, Nouakchott et Hodh Ech Chargui ; Entretien avec un informateur clé, représentant d'une organisation internationale, Assaba.

¹⁴⁴ Entretiens avec des informateurs clés, chefs religieux, Assaba, Nouakchott et Hodh Ech Chargui.

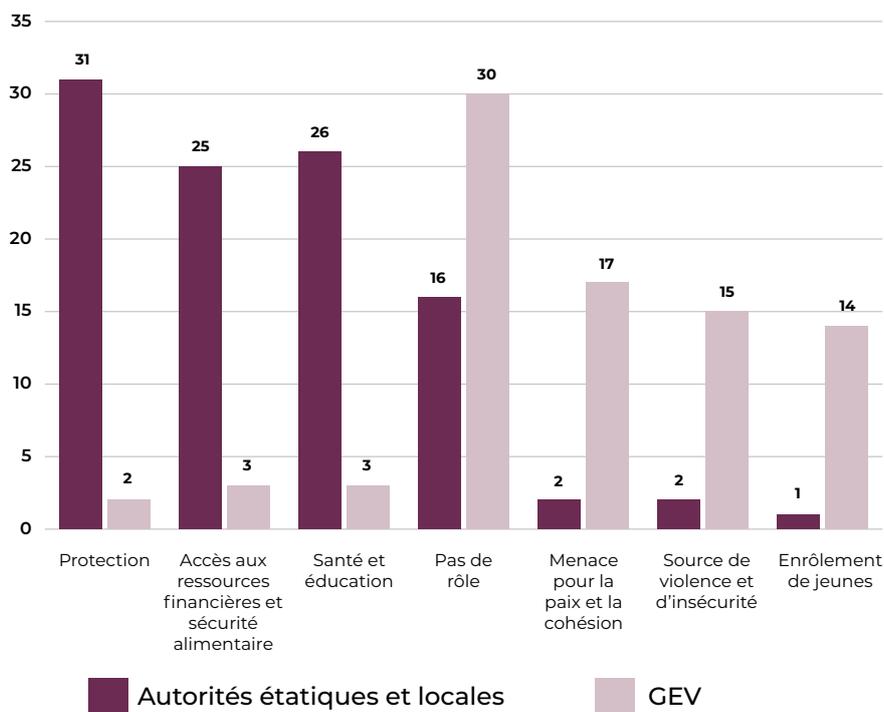
¹⁴⁵ Entretiens avec des informateurs clés, représentants d'organisations internationales et autorités locales.



► **Figure 17. Gros plan sur les acteurs traditionnels fournissant des services dans l'Assaba**



► **Figure 18. Rôles joués par les acteurs étatiques et non étatiques (Mauritanie, toutes les régions)**



et secondaires sont souvent inexistantes : *« L'enfant de Tenaha sur la frontière avec le Mali, après [l'école primaire], où va-t-il ? Nulle part. »*¹⁴⁶

Selon l'étude, lors du choix de l'école, la qualité de l'enseignement est le principal élément pris en compte. Viennent ensuite la sécurité et l'accessibilité financière, ce dernier facteur étant privilégié par les hommes, tandis que les femmes donnent la priorité à la sécurité. Comme indiqué plus haut, les **écoles coraniques** jouent un rôle important, mais les croyances religieuses n'ont pas été désignées comme l'une des principales raisons du choix de l'école. Malheureusement, les **mariages précoces et forcés et les abandons scolaires qui en découlent** restent un problème majeur en Mauritanie : *« On fait de notre mieux pour garder les filles pendant tout le cursus scolaire, mais le mariage précoce les empêche de poursuivre leur scolarité. Elles retombent dans l'analphabétisme si elles ne dépassent pas la sixième année primaire. »*¹⁴⁷

Les mahadras en Mauritanie

Les mahadras¹⁴⁸ ont été établies en Mauritanie au cours du 13^e siècle et étaient à l'origine principalement situés dans le désert du Sahara. Le développement de ces institutions dans des environnements nomades a permis leur diffusion sur de vastes territoires. Au fil des années, les mahadras, traditionnellement connues comme des centres d'études supérieures, ont permis la formation d'oulémas et la transmission des enseignements islamiques, diffusant la connaissance du Coran, du droit musulman et de la langue arabe en Afrique de l'Ouest. Les trois principaux types de mahadras sont les suivants :

- Les jamias ou mahadras généralisées, où les cours couvrent différentes disciplines ;
- Les mahadras spécialisées, qui n'enseignent que deux disciplines (le Coran et une matière supplémentaire) ;
- Les mahadras coraniques, qui ne dispensent qu'un enseignement religieux.

Les jeunes apprennent généralement l'arabe et commencent à étudier le Coran dans le cadre familial avant de se rendre dans les mahadras pour approfondir leurs connaissances. Les écoles coraniques accueillent un large éventail d'élèves, âgés de 5 à 18 ans, et sont représentatives d'une pluralité de milieux sociaux. Comme ces écoles reposent sur le volontariat, alors que l'éducation formelle est basée sur la professionnalisation et l'emploi salarié, les frais de scolarité sont peu élevés, et leur enseignement est axé sur le contenu religieux et fondé sur des techniques de répétition et de mémorisation. Ces dernières années, le système éducatif des mahadras a entrepris des changements rapides afin de s'adapter à l'évolution des besoins et des priorités. En effet, en raison de la sédentarisation et de l'urbanisation, alors que la demande d'éducation formelle a augmenté, en particulier au niveau primaire, les familles souhaitent toujours que leurs enfants reçoivent une éducation religieuse, qui n'est disponible que dans les mahadras.

¹⁴⁶ Entretien avec un informateur clé, représentant d'une organisation internationale, Kiffa, Assaba. L'enseignement primaire est considéré comme terminé après le niveau 6AF, à l'âge de 12 ou 13 ans.

¹⁴⁷ Entretiens avec des informateurs clés, autorités locales.

¹⁴⁸ En Mauritanie, les écoles coraniques formelles sont appelées mahadras. Les méthodes et outils de ces écoles ont été adaptés au mode de vie des populations nomades du pays.



En conséquence, la plupart des mahadras ont réorganisé leurs horaires et leurs programmes, pour permettre aux enfants de fréquenter ces écoles soit tôt le matin, soit l'après-midi, combinant ainsi l'éducation formelle et l'éducation religieuse. La demande d'écoles coraniques reste donc forte : le Ministère des affaires islamiques et de l'enseignement originel a indiqué qu'en 2021, on recensait un total de 8416 mahadras en Mauritanie, dont 6743 mahadras coraniques. Elles étaient fréquentées par 387 133 étudiants, dont 254 149 étaient également inscrits dans l'enseignement formel. La Mauritanie compte également sept établissements d'enseignement supérieur arabo-islamique¹⁴⁹.

En plus de dispenser des enseignements religieux, les mahadras serviraient d'abris temporaires pour les mineurs non accompagnés en route vers l'Europe depuis les pays voisins tels que le Sénégal, la Gambie, le Mali et la Guinée. Ces mahadras sont un lieu de refuge pour des enfants qui n'ont souvent pas accès aux services de soins et de protection, et qui peuvent être victimes de la traite, de sévices physiques, du travail forcé ou de la mendicité forcée.

Enfin, il est important de noter que les mahadras n'offrent généralement pas de formation professionnelle dans des secteurs traditionnels tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche, la construction ou la mécanique. L'offre de cours dans ces domaines et le développement de centres de formation professionnelle seraient extrêmement utiles pour répondre à l'une des principales préoccupations exprimées par les personnes interrogées dans toutes les zones cibles, à savoir le chômage.

Femmes prédicatrices

L'une des priorités de la réforme des mahadras en Mauritanie a été de promouvoir le rôle des femmes dans les écoles coraniques et, dans ce contexte, le Ministère des affaires islamiques et de l'enseignement originel a incité la présence de femmes, connues sous le nom de cheikhat, en tant que gestionnaires et enseignantes. Cette initiative importante reconnaît et, en proposant des cours personnalisés de renforcement des capacités, renforce le rôle important que jouent les femmes dans l'éducation religieuse, traditionnellement dominé par les hommes. En intégrant les femmes dans les activités de prévention, cette réforme renforce également la lutte contre l'extrémisme violent. Cette évolution est d'autant plus pertinente dans le contexte éducatif que, par le passé, des GEV du Maghreb se seraient rendus dans des madrassas mauritaniennes pour y recruter des jeunes.

¹⁴⁹ L'Université moderne Chinguitt ; l'Institut supérieur d'études et de recherches islamiques (ISERI) ; l'Université des sciences islamiques d'Ajouin ; la Grande mahadra chinguitienne ; l'Institut Ibn'Abbas ; le Centre de formation des oulémas ; l'Université Abdellahi Ibn Yassin.

5.2.4 Rôle et participation des femmes

Emploi

La vente de produits sur **les marchés locaux et le commerce** sont les deux types d'emploi les plus fréquemment déclarés par les **femmes** dans les zones cibles de Mauritanie. Les activités indépendantes, telles que la préparation d'aliments et les fonctions de service public dans les domaines de la santé et de l'éducation sont également citées, mais dans une bien moindre mesure. Contrairement au Mali et au Niger, l'agriculture n'est pas une source de revenus significative pour les femmes, et elles ne sont que très peu impliquées dans le pastoralisme. Plus généralement, bien que 92 % des personnes interrogées aient déclaré que les femmes étaient autorisées à travailler en dehors de la maison, le pourcentage de personnes déclarant que les femmes ne travaillaient pas et manquaient de soutien familial était plus élevé que dans les autres pays cibles, ce qui laisse supposer un taux de chômage élevé.

La principale source de revenus des **hommes** est le travail dans **les marchés et le commerce**, suivi par **le pastoralisme et l'agriculture**, bien que dans une moindre mesure qu'au Mali et au Niger. En ce qui concerne les différences régionales, l'agriculture serait plus répandue dans le Hodh Ech Chargui, tandis que dans l'Assaba et à Nouakchott, la pêche, le travail dans l'administration et les services publics sont plus courants.

Les informateurs clés interrogés ont décrit une division du travail fondée sur le genre au sein des ménages et des communautés, où les femmes et les filles sont principalement responsables des tâches ménagères et des soins, tandis que les hommes et les garçons sont généralement impliqués dans les aspects liés aux relations et à la cohésion communautaires, occupant l'espace public et jouant un rôle dans les prises de décision. **« Le chef du village et les hommes ont tendance à gérer les ouvrages publics, les digues, les infrastructures, la cohésion sociale et les relations avec les autres communautés... dont les aspects religieux, qui sont de la compétence des hommes. »**¹⁵⁰ Cette division est particulièrement répandue dans les communautés rurales, tandis que dans les zones urbaines, la répartition des rôles et des responsabilités a tendance à être moins rigide. Ici, les rôles de genre évoluent lentement sous l'effet de la technologie, des réseaux sociaux, de l'urbanisation et de la télévision, permettant aux femmes de **« jouer des rôles qu'elles n'avaient jamais joués auparavant »**¹⁵¹.

« Dans le milieu urbain, les choses sont en train de changer ; certaines femmes travaillent en dehors de la maison et ont des revenus substantiels »

¹⁵⁰ Entretien avec un informateur clé, représentant d'une organisation internationale, Kiffa, Assaba.

¹⁵¹ Entretiens avec des informateurs clés, chefs religieux.

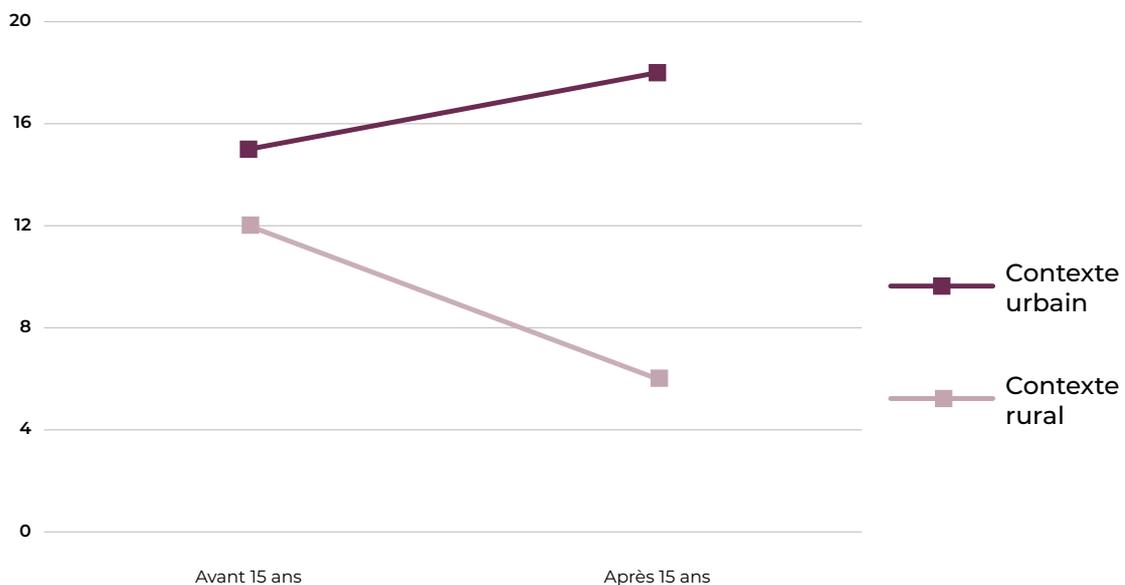


qui leur permettent d'influer sur les décisions à prendre dans la gestion de la famille. Selon les villes et les quartiers, les changements sont plus ou moins perceptibles.»¹⁵²

Mariage

Dans les zones cibles, les personnes interrogées indiquent que le mariage religieux est le type d'union privilégié (94 %), tandis que les mariages traditionnels ne représentent que 6 % du total et qu'aucun mariage civil n'a été signalé. Les décisions concernant le mariage sont principalement prises par les parents des futurs époux. L'enquête révèle également que 36 % des filles du Hodh Ech Chargui se marient avant l'âge de 15 ans, alors que dans la capitale Nouakchott, **les mariages précoces** sont moins fréquents — ils n'ont été mentionnés que par 6 % des personnes interrogées. Ces statistiques sont néanmoins alarmantes et il convient de noter que, selon l'étude, la quasi-totalité des hommes se marie après l'âge de 18 ans.

► **Figure 19. Âge du mariage des filles, contexte urbain/rural (Mauritanie, toutes les régions)**



En ce qui concerne **la prise de décisions au sein du ménage**, les femmes auraient une certaine influence sur leur propre éducation et celle de leurs enfants, sur leur participation à des activités publiques, sur leur santé et sur leur travail. Selon l'enquête, 60 % des personnes interrogées estiment que les normes religieuses, qui sont plus strictement respectées dans l'Assaba et le Hodh Ech Chargui, constituent

¹⁵² Entretiens avec des informateurs clés, chefs religieux.

le principal facteur limitant la liberté des femmes de s'engager dans des activités en dehors du ménage. Les 40 % restants se répartissent équitablement entre les valeurs culturelles et la peur des agressions. À Nouakchott spécifiquement, les normes religieuses sont tout aussi importantes que les deux autres facteurs. Certains informateurs clés interrogés ont confirmé que les femmes étaient généralement en mesure de quitter la maison, mais seulement sous certaines conditions, notamment des « **habits décents et [une] sécurité assurée** »¹⁵³.

Contrairement à certaines régions du Mali, comme l'ont signalé les personnes interrogées, les groupes et idéologies extrémistes violents n'ont pas encore influencé les rôles de genre en Mauritanie, malgré leur présence le long des frontières du pays. Les discussions de groupe menées avec des femmes et des filles révèlent un certain degré de sensibilisation aux restrictions que les groupes extrémistes violents peuvent imposer aux femmes : « **on ne voit pas une influence des groupes extrémistes violents. S'ils étaient là, ils auraient interdit aux femmes de travailler et d'aller librement en ville** »¹⁵⁴. En outre, un chef religieux a affirmé que « **certaines religieux éclairés estiment à juste titre que la religion a une position médiane sur le rôle de la femme, qui n'est pas celle des traditionalistes qui veulent la garder prisonnière entre quatre murs** »¹⁵⁵. Un expert en sécurité a révélé un élément intéressant, à savoir que les alliances matrimoniales faisaient partie des stratégies employées par les groupes extrémistes violents pour établir leur présence dans la région : les groupes extrémistes violents « **ont des épouses en Mauritanie. Ces alliances leur servent quelques fois pour se cacher et se défendre** »¹⁵⁶.

5.2.5 Violence et insécurité

Dans les régions cibles de la Mauritanie, la plupart des menaces à la sécurité signalées (**85 %**) **proviennent d'actions violentes commises par des groupes armés non étatiques**, les menaces émanant de groupes extrémistes violents ne représentant qu'environ 10 % du total des réponses. Lors des entretiens avec les informateurs clés, des représentants des organisations internationales ont confirmé que les jeunes délinquants et les groupes armés non étatiques, y compris les milices, les groupes d'autodéfense et les bandits, commettaient fréquemment des actions violentes. Ils ont également fait état de conflits interethniques et de violences commises par des acteurs étatiques armés.

¹⁵³ Entretiens avec des informateurs clés, chefs religieux.

¹⁵⁴ Groupe de discussion avec des femmes et des filles, Néma, Hodh Ech Chargui.

¹⁵⁵ Entretiens avec des informateurs clés, chefs religieux.

¹⁵⁶ Entretien avec un informateur clé, expert en sécurité, Nouakchott.



« *La délinquance juvénile et l'insécurité ont pris de l'ampleur, les agressions se sont multipliées. C'est dû à la pauvreté, à l'oisiveté, aux stupéfiants et au manque d'emplois des jeunes.* »¹⁵⁷

Lors d'un entretien, un expert en sécurité a décrit **l'insécurité qui règne le long de la frontière avec le Mali**, où opèrent des acteurs étatiques armés, des milices ethniques, et parfois des groupes extrémistes violents et des bandits, et où se produisent également des conflits entre agriculteurs et éleveurs. En effet, les femmes et les filles qui ont participé à un groupe de discussion à Kiffa (Assaba) ont confirmé leur sentiment de vulnérabilité en raison de la proximité de la frontière avec le Mali. Elles ont exprimé **« la peur de voir les groupes armés terroristes traverser la frontière et s'installer chez [elles] »**.¹⁵⁸

En Mauritanie, les personnes interrogées estiment que la protection contre ces formes de violence est assurée par les membres de leur famille, les acteurs étatiques et les autorités locales, alors que les acteurs étatiques armés, comme les forces de défense et de sécurité, ne sont pas perçus comme des protecteurs.

Violences contre les femmes et les filles

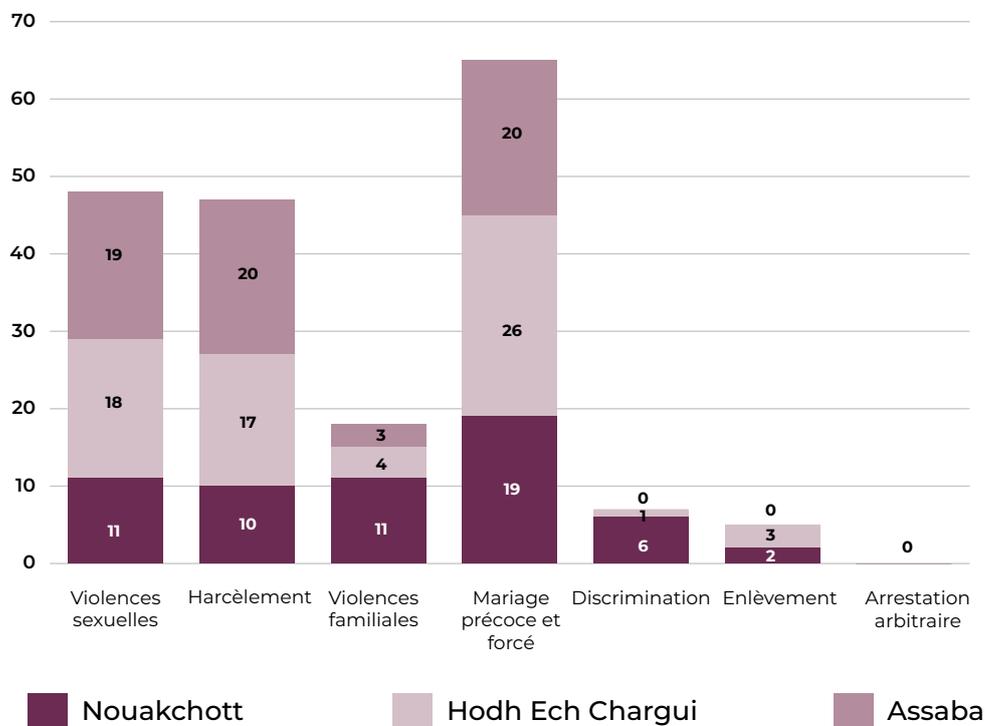
Lorsqu'on leur a demandé de désigner les principales victimes de la violence et de l'insécurité, il s'agissait à la fois des hommes et des femmes pour 69 % des personnes interrogées, tandis que 29 % ont répondu les femmes et les filles. Dans le Hodh Ech Chargui, les personnes sondées estiment que les femmes et les filles sont davantage vulnérables aux violences que dans les autres régions. En ce qui concerne les **formes de violence les plus répandues contre les femmes et les filles**, les résultats de l'enquête soulignent que le mariage précoce et forcé est un problème majeur — qui, d'après les entretiens avec les représentants des organisations internationales, est souvent causé par l'instabilité familiale. Au cours des discussions de groupe, les acteurs de la société civile ont également signalé des cas de viol, de harcèlement et d'agression, tandis que dans d'autres entretiens avec des informateurs clés, la pratique des mutilations génitales féminines a été dénoncée.

Par rapport au Mali et, dans une certaine mesure, au Niger, où les violences sexuelles et les enlèvements commis par des groupes extrémistes violents sont plus fréquemment enregistrés, en Mauritanie, les violences commises par des GEV sont moins fréquentes. Seules quelques réponses ont dénoncé des formes de harcèlement, et six réponses au total ont fait état de violences sexuelles et d'enlèvements. Cela peut être attribué au fait qu'actuellement, les zones cibles de l'étude en Mauritanie ne connaissent pas de conflit ouvert. Les violences commises par d'autres groupes armés, tels que les milices, ne sont pas souvent

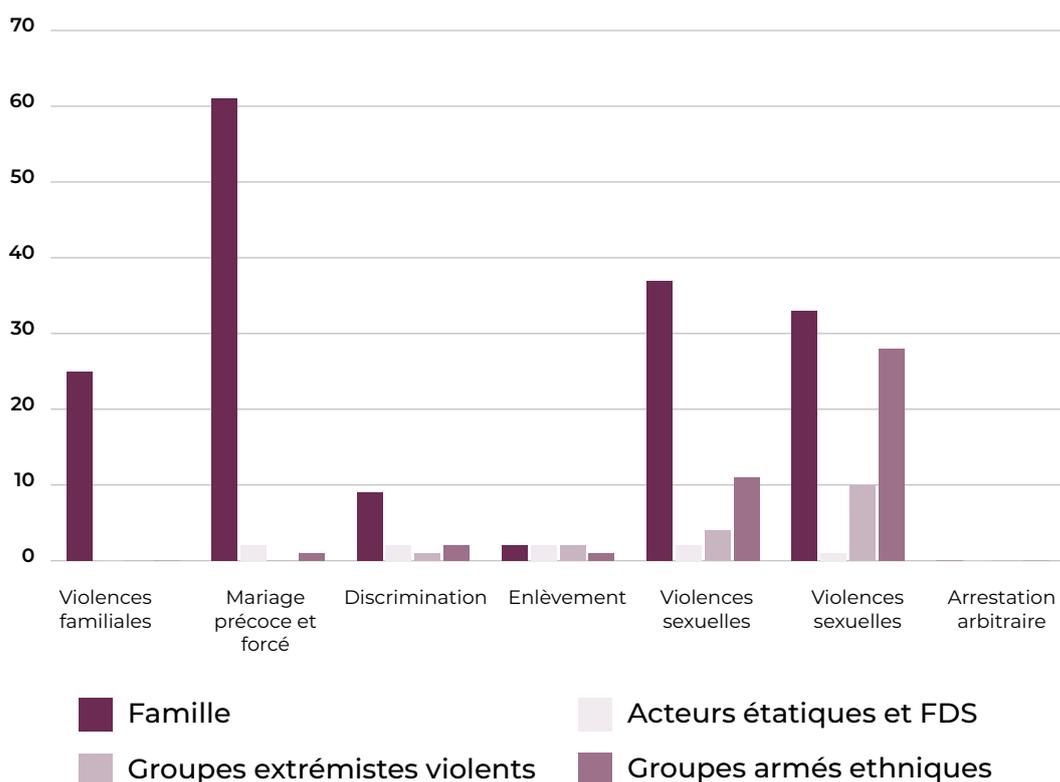
¹⁵⁷ Groupe de discussion avec des acteurs de la société civile, Arafat, Nouakchott.

¹⁵⁸ Groupe de discussion avec des femmes et des filles, Kiffa, Assaba.

► **Figure 20. Quels sont les principaux actes de violence commis contre les femmes et les filles dans la région ? (Mauritanie, toutes les régions ; tous les acteurs : communauté, autorités locales, OSC)**



► **Figure 21. Qui commet les actes de violence ? (Mauritanie, toutes les régions ; tous les acteurs : communauté, autorités locales, OSC)**



signalées à Nouakchott, mais sont plus fréquentes dans le Hodh Ech Chargui et l'Assaba. Malheureusement, dans ces deux régions, le harcèlement serait aussi bien perpétré par des membres de la famille que par des milices, comme c'est le cas pour les violences sexuelles dans le Hodh Ech Chargui. Dans l'Assaba, les violences sexuelles sont le plus souvent commises par des membres de la famille.

5.2.6 Extrémisme violent

Adhésion à des groupes extrémistes violents et tactiques de recrutement

Comme mentionné dans l'analyse du contexte, les GEV sont toujours présents en Mauritanie, même si certains de leurs membres sont actifs en dehors du pays, principalement au Mali. Dans les régions ciblées par l'étude, les personnes interrogées ont indiqué plusieurs raisons pour lesquelles des individus pourraient rejoindre des groupes extrémistes violents. Elles sont diverses et multiformes et comprennent **la poursuite de gains monétaires** ou **d'un sens à leur vie, les convictions religieuses, les alliances tribales et familiales** ou **l'aspiration à un meilleur niveau de vie**. Il est intéressant de constater que la nécessité de défendre les communautés et les familles contre l'insécurité et la violence ne figure pas parmi les facteurs cités par les personnes interrogées.

Facteurs de radicalisation selon les chefs religieux

Lors des entretiens avec les imams, ces chefs religieux ont souligné le lien étroit qui existe entre radicalisation et vulnérabilité :

- « Les besoins des jeunes ne sont pas encore satisfaits ; c'est pourquoi ils regardent ailleurs. »
- « Les organisations terroristes ont les moyens d'attirer les jeunes — GEVs ont l'argent ; les jeunes en ont besoin. »
- « La pauvreté et le chômage rendent les jeunes vulnérables à la manipulation ; les terroristes sont de bons manipulateurs. »
- « L'absence de conditions de vie acceptables incite au terrorisme. »
- « La pauvreté, le chômage et la précarité ne sont pas les causes exclusives de l'extrémisme violent, mais ils le favorisent grandement. »
- « La pauvreté et la misère sont un terrain fertile pour le terrorisme et sa prolifération parce qu'elles font perdre l'espoir ; une fois qu'on a perdu l'espoir, tout peut arriver. »
- « Si certains jeunes trouvent quelqu'un qui les sortira de la pauvreté, du chômage et de la précarité, ils le suivront aveuglément, et les terroristes en sont conscients. »
- « Le désir de s'enrichir pousse de nombreux jeunes vers les mouvements extrémistes. »

Facteurs de radicalisation selon un expert en sécurité

L'expert en sécurité a souligné que les raisons qui conduisaient à l'extrémisme violent sont incroyablement complexes, protéiformes et souvent interconnectées, et qu'elles ne pouvaient donc pas être simplifiées ou catégorisées. Il s'agit notamment de :

- L'attrait du message religieux.
- L'ignorance de l'islam et de sa jurisprudence.
- La pauvreté et les conditions de vie vulnérables.
- La précarité et l'exclusion sociale.
- Des injustices perçues et du sentiment d'oppression.
- La motivation psychologique ou de la recherche de la gloire par des coups d'éclat.
- La recherche d'une nouvelle identité.
- La couverture médiatique et d'internet.
- La faiblesse des structures de l'État.

Les conclusions de l'étude indiquent que les groupes extrémistes violents utilisent les **menaces** ainsi que la religion, notamment la **prédication**, pour asseoir leur influence et attirer les individus. Un expert en sécurité interrogé dans le cadre de cette étude a noté que ces stratégies étaient répandues dans les régions caractérisées par la corruption politique et la faiblesse de l'administration publique. En plus de ces tactiques, les GEV utilisent plusieurs autres approches : *« les groupes terroristes utilisent tous les moyens imaginables pour recruter des jeunes. J'ai déjà vu une vidéo d'Al-Qaïda au Maghreb islamique filmant une scène de chasse pour attirer les potentielles recrues »*.¹⁵⁹

La religion joue un rôle essentiel dans la vie quotidienne des membres de la communauté et, d'après les entretiens avec les informateurs clés, les hommes, et pas seulement les membres des GEV, utilisent parfois la religion comme prétexte à la violence. Les autorités religieuses condamnent fermement cette pratique.

*« Ceux qui ont une connaissance approfondie de la religion, ils vont se distancer des groupes extrémistes ; ceux qui la connaissent mal, ils peuvent prétexter la religion pour rejoindre les groupes armés. Depuis le dialogue de 2010 qui a eu lieu entre les plus grands savants du pays et les détenus en lien avec ces groupes extrémistes, une bonne interprétation des sources sur lesquelles se basaient les idéologues de la violence pour recruter les jeunes a été mise à jour et diffusée. Cette révision idéologique a porté un coup terrible à leurs capacités de recrutement en Mauritanie. Malheureusement cette révision idéologique n'apasétéexportée. »*¹⁶⁰

En ce qui concerne plus particulièrement les femmes, l'étude a révélé que certaines d'entre elles pouvaient soutenir des groupes extrémistes en raison de facteurs tels

¹⁵⁹ Entretiens avec des informateurs clés, chefs religieux.

¹⁶⁰ Entretiens avec des informateurs clés, chefs religieux.



que **la subordination, les liens conjugaux ou les incitations financières.** « *Les femmes impliquées dans l'extrémisme violent sont des femmes qui ont souvent l'air sérieuses et qui affichent l'image d'une femme religieuse, pieuse, et qui sont difficiles à discerner.* »¹⁶¹ Certaines personnes interrogées ont indiqué que, lorsqu'elles sont impliquées dans des groupes extrémistes violents, les femmes peuvent collecter des informations, former d'autres femmes et des jeunes, et fournir un soutien logistique¹⁶². « *Elles sont très efficaces dans la diffusion des idées qu'elles adoptent, à tort ou à raison, et dans la collecte de l'information et sa transmission. [Ces] femmes sont habillées différemment des autres femmes. Elles sont très engagées, prêtes à tous les sacrifices et font beaucoup de publicité pour l'idéologie qu'elles embrassent.* »¹⁶³

Prévention de l'extrémisme violent

Selon les résultats de l'enquête, dans les zones cibles, les femmes et les hommes partagent des facteurs communs de résilience face à l'extrémisme violent, notamment :

- **L'investissement de l'État pour garantir un accès aux revenus ;**
- **Une éducation de qualité pour les filles et les garçons ;**
- **La disponibilité des services de santé.**

Cependant, seul un faible pourcentage des membres de la communauté ayant participé à l'enquête (environ 7 %, principalement des hommes de Nouakchott) ont pris part à des initiatives portant sur les facteurs susmentionnés, telles que des activités génératrices de revenus ou portant sur l'éducation à la santé ou l'alphabétisation. La majorité des personnes interrogées n'ont jamais participé à de telles activités, aucune participation n'ayant été signalée dans l'Assaba et presque aucune dans le Hodh Ech Chargui.

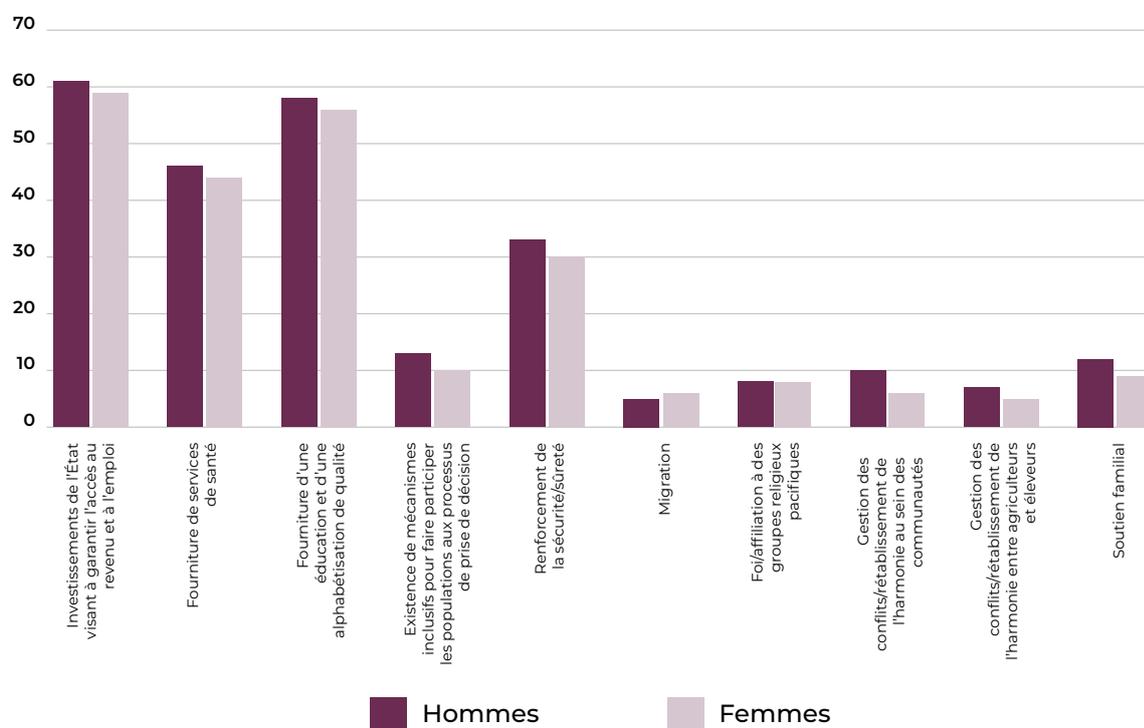
Selon les membres des communautés, le nombre d'acteurs fournissant ces services est également limité et se compose principalement d'OSC et de l'État. Interrogés sur les raisons de leur non-participation, environ 6 % (dans l'Assaba et le Hodh Ech Chargui) ont répondu qu'ils ne souhaitent pas participer à ces activités. Cependant, la plupart des **personnes interrogées (83 %) ont déclaré que ces services n'étaient pas disponibles dans leur région.** Il est intéressant de noter que le type de prestataire de ces activités ne semble pas avoir d'incidence sur la décision d'y participer : les personnes interrogées ont déclaré n'avoir aucune préférence et être ouvertes à la participation à des initiatives de PEV, qu'elles soient proposées par la société civile, l'État, des organisations internationales ou

¹⁶¹ Groupe de discussion avec des acteurs de la société civile, Arafat, Nouakchott.

¹⁶² Entretien avec un informateur clé, représentant d'une organisation internationale, Kiffa, Assaba.

¹⁶³ Entretiens avec des informateurs clés, chefs religieux.

► **Figure 22. Facteurs clés de résilience des femmes et des filles, des hommes et des garçons face aux groupes extrémistes violents (Mauritanie, toutes les régions ; tous les acteurs : communauté, autorités locales, OSC)**

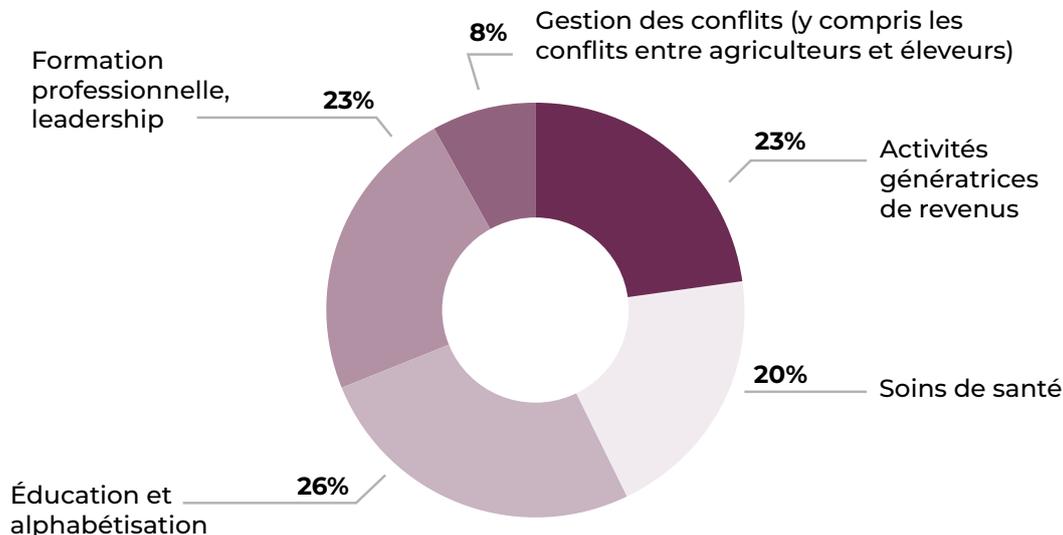


des associations religieuses. Malgré le faible taux de participation des personnes sondées, les résultats de l'enquête menée spécifiquement auprès de la société civile et des autorités locales indiquent que ces acteurs mettent en œuvre plusieurs initiatives en matière d'éducation et d'alphabétisation, de génération de revenus, de formation au leadership et de développement des compétences, ainsi que de soins de santé. Il convient de noter que ces acteurs ont affirmé cibler principalement les femmes et les filles, alors que la majorité des membres de la communauté ayant déclaré participer à ces types d'activités étaient des hommes. Cela donne à penser qu'il peut y avoir plusieurs obstacles à la participation des femmes aux initiatives de PEV, notamment des menaces et un manque de sécurité pour elles-mêmes et leurs enfants.

En effet, selon l'étude, pour **encourager la participation des femmes** à des programmes adaptés, il est essentiel de leur assurer sécurité et protection et de veiller à ce que les initiatives soient conformes aux valeurs religieuses, proposent des services de garde d'enfants, fassent l'objet d'une bonne promotion, facilitent les possibilités de revenus, soient programmées à des horaires appropriés et se déroulent dans des lieux proches du domicile ou du lieu de travail des bénéficiaires. Le fait que ces activités se déroulent dans des espaces en non-mixité semble plus important pour les hommes que pour les femmes, bien que cela ne soit généralement pas considéré comme un facteur essentiel (comme c'était le cas au Mali et au Niger). Comme cela a souvent été suggéré, les personnes interrogées



► **Figure 23. Vos bureaux organisent-ils des programmes visant à fournir aux femmes et aux hommes des services tels que les suivants ? (Mauritanie, toutes les régions; acteurs : organisations de la société civile et autorités locales)**



ont également souligné l'importance d'interventions spécifiques au contexte, en insistant sur la nécessité de **« créer un cadre de participation des femmes qui adaptera les activités aux besoins des femmes de chaque localité et de chaque milieu »**¹⁶⁴. Il est essentiel de promouvoir une participation accrue des femmes et des filles en tenant compte de tous les éléments susmentionnés afin de développer des initiatives efficaces en matière de PEV, car **« quand [les femmes] sont motivées et convaincues, elles peuvent déplacer des montagnes »**¹⁶⁵.

Dans le contexte de la PEV, les femmes joueraient en effet un rôle important en tant que mobilisatrices communautaires et organisatrices d'activités de sensibilisation et de dialogues éducatifs sur les aspects négatifs de l'adhésion à des groupes extrémistes violents. De plus, **« elles distribuent des affiches et font du porte-à-porte pour organiser des causeries avec les femmes de même âge »**¹⁶⁶. Une autre suggestion intéressante, évoquée à plusieurs reprises par les informateurs clés interrogés, est le développement de réseaux de femmes spécifiquement axés sur la lutte contre l'extrémisme violent et sa prévention, à l'instar des mourchidates. Ces réseaux pourraient renforcer la résilience des femmes et accroître leur engagement dans ce domaine.

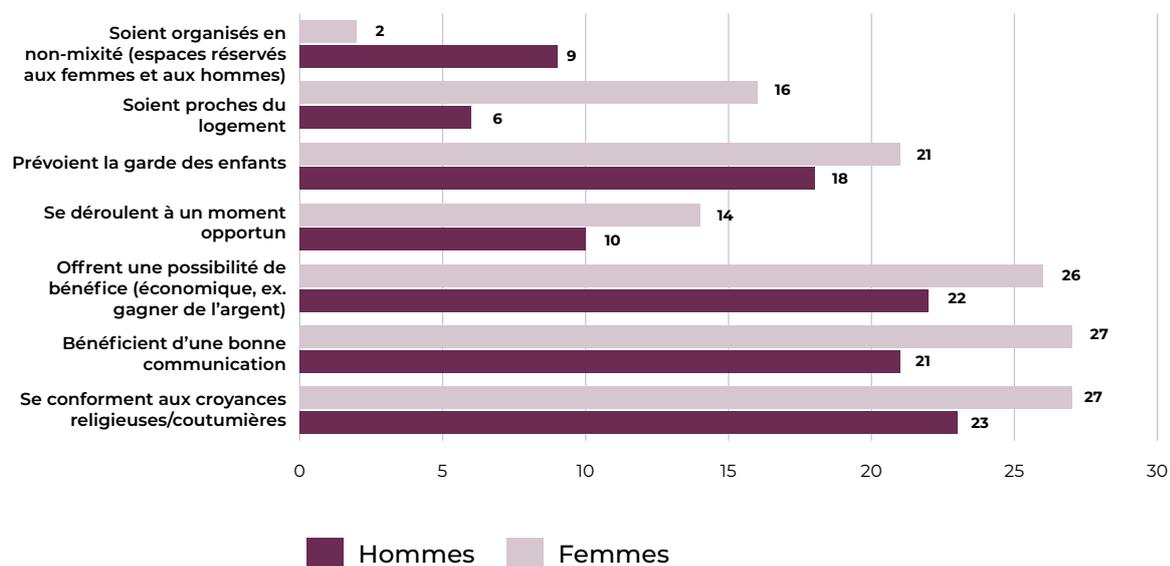
En ce qui concerne les médias les plus efficaces pour promouvoir les initiatives de PEV et toucher les membres de la communauté dans la région, la plupart des personnes interrogées ont indiqué que les réseaux sociaux, la télévision, la radio

¹⁶⁴ Groupe de discussion avec des acteurs de la société civile, Arafat, Nouakchott.

¹⁶⁵ Groupe de discussion avec des femmes et des filles, Kiffa, Assaba.

¹⁶⁶ Groupe de discussion avec des acteurs de la société civile, Arafat, Nouakchott.

► **Figure 24. Pour participer à la mise en œuvre de ces programmes, il est important qu'ils : (Mauritanie, toutes les régions)**



et les journaux étaient les canaux plus appropriés pour atteindre les hommes et les garçons. Fait intéressant, six personnes ont déclaré que le porte-à-porte était le meilleur moyen d'atteindre les hommes dans le Hodh Ech Chargui. Il n'y a malheureusement pas eu de collecte de données sur les médias les plus appropriés pour atteindre les femmes et les filles dans l'Assaba et le Hodh Ech Chargui, et le peu de données collectées à Nouakchott indique que les femmes préfèrent également les réseaux sociaux. On ne sait pas exactement pourquoi la majorité des sondés n'a pas donné de réponse pour indiquer les médias les plus appropriés pour atteindre les femmes ; cela peut être dû à des préjugés sexistes ou au fait que les femmes n'utilisent pas les médias aussi fréquemment que les hommes.

Bonnes pratiques en matière d'initiatives inclusives de PEV

À travers leurs entretiens avec des informateurs clés, les chercheurs ont recueilli des exemples et des bonnes pratiques adoptées au niveau local pour favoriser la participation des femmes à la prévention de l'extrémisme violent.

1. La Plateforme des femmes du G5 Sahel a été citée par l'expert en sécurité comme exemple de bonne pratique. Cette plateforme se concentre sur la médiation, la négociation, la paix et la sécurité — y compris la PEV.
2. Certaines autorités locales ont indiqué que les activités génératrices de revenus et les systèmes d'épargne étaient des moyens efficaces pour renforcer la résilience face à la pauvreté. Les tontines, par exemple, sont



fréquentes chez les femmes¹⁶⁷. Elles consistent en des associations de crédit qui permettent à leurs membres d'épargner de petites sommes d'argent¹⁶⁸. Les *twiza*, dont le mot signifie « système de solidarité », sont un autre exemple intéressant dans lequel des groupes de personnes accomplissent des tâches ou fournissent des services au profit de la communauté locale¹⁶⁹.

3. Le réseau des *mourchidates*, développé par l'ONUDC en collaboration avec le Ministère mauritanien des affaires islamiques et de l'enseignement originel, l'Antenne nationale de lutte contre la radicalisation du G5 Sahel et l'Association des femmes cheffes de famille, constitue un bon modèle pour promouvoir l'implication des femmes dans les démarches de PEV. Ce réseau est composé de femmes chargées de sensibiliser les communautés aux récits alternatifs afin de lutter contre l'extrémisme violent. Elles interviennent dans différents contextes, notamment dans les mosquées, les prisons, les centres de jeunes, les espaces publics et les écoles. Cette approche souligne le rôle crucial des femmes dans l'éducation des enfants sur les connaissances religieuses et dans la promotion de l'harmonie sociale. Les *mourchidates* sont sélectionnées en fonction de leur connaissance de l'Islam, de leur esprit d'initiative, de leur influence au sein de leur communauté, de leurs origines culturelles et de leur volonté de s'engager dans une activité bénévole. Grâce à cette initiative :

- Les communautés locales, y compris dans les zones frontalières, ont été sensibilisées aux initiatives de PEV ;
- Les femmes ont été habilitées à devenir des guides religieuses et des leaders communautaires chargées de sensibiliser la population aux alternatives à l'extrémisme violent ;
- Les synergies et les efforts de collaboration entre les chefs religieux et les femmes et les filles ont été renforcés ;
- Davantage de femmes ont gagné l'assurance d'exprimer leur point de vue en public et sont plus disposées à s'engager dans des discussions ouvertes sur l'égalité des genres, le rôle des femmes dans les métiers de la sécurité et le système de justice pénale.

¹⁶⁷ Amadou Diop, *La Finance Informelle en Mauritanie : Fondements et Évolution Récente*, Finance & Bien Commun, (2007/3), N° 28-29 : 58-64.

¹⁶⁸ Ibid.

¹⁶⁹ Stefano Verdecchia, *Cartographie des OSC, ICE* — International Consulting Expertise (2016).

5.3 Niger

Résumé des constatations

Le Niger¹⁷⁰ reste confronté à de multiples défis en raison de la présence de groupes extrémistes violents à l'intérieur de ses frontières. Alors que le contrôle de l'État et la fourniture de services sont plus solides à Niamey, les GEVs sont davantage présents dans les municipalités de la région de Tillabéri. Par conséquent, les menaces à la sécurité proviennent principalement de groupes armés non étatiques, notamment de milices ethniques, et de conflits entre agriculteurs et éleveurs. À Tillabéri, où le pastoralisme est prédominant, ces conflits sont parfois liés, car le contrôle des troupeaux peut s'avérer difficile en raison des vols de bétail par les GEV.

Les constatations révèlent que dans les zones cibles du Niger, les hommes comme les femmes sont confrontés à des difficultés telles que **le chômage, l'instabilité financière et la pénurie alimentaire**. Ces difficultés sont aggravées par un sentiment d'**insécurité personnelle** résultant de **violences persistantes**. Bien que les conditions de vie soient rudes pour la majorité de la population, les femmes et les filles sont victimes de formes spécifiques de discrimination et de violence. La région de Tillabéri, en particulier, se heurte à des problèmes comme les mariages précoces et forcés et les enlèvements, tandis que la plupart des cas de violences familiales sont signalés à Niamey.

L'accès à l'éducation, bien que probablement limité à l'enseignement primaire, semble être disponible pour les garçons comme pour les filles, malgré les préoccupations quant à la mauvaise qualité de l'enseignement dans les écoles publiques, au coût élevé de l'enseignement privé et aux problèmes de sécurité dans les zones rurales.

Compte tenu des défis susmentionnés, les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête ont désigné les éléments suivants comme des facteurs clés pour promouvoir le bien-être et la résilience des femmes, des filles, des hommes et des garçons :

- **L'investissement de l'État pour garantir l'accès aux revenus ;**
- **L'accès à une éducation et à des services de santé de qualité ;**
- **La participation inclusive dans les processus de prise de décision.**

Toutefois, lors de l'élaboration d'initiatives de prévention, il sera essentiel de prendre en compte ces facteurs en conjonction avec les aspects contextuels et les différences spécifiques au genre. Par exemple, alors que l'emploi est mentionné

¹⁷⁰ Comme décrit dans la section Méthodologie, pour cette recherche, les visites de terrain au Niger ont été menées entre avril et mai 2023 et ont donc précédé le coup d'État du 26 juillet. La collecte de données n'a donc pas été affectée par ces événements, et l'analyse incluse dans cette étude reflète la situation telle qu'elle a été observée au cours du printemps 2023.

comme l'un des principaux facteurs de résilience par les personnes interrogées, 69 % des sondés conviennent que les femmes ne sont pas autorisées à travailler en dehors de leur domicile. Bien qu'il n'y ait pas de différence significative entre les zones urbaines et rurales, cette restriction est plus marquée à Tillabéri. Il convient de noter que la majorité des personnes (environ deux tiers) ayant approuvé cette affirmation étaient des hommes. Ces résultats soulignent ainsi la nécessité de dialoguer avec les hommes, notamment les maris et les pères, en particulier dans la région de Tillabéri, pour les sensibiliser à l'importance de l'emploi formel des femmes et de leur participation à des activités en dehors de leur foyer. Cette approche peut également faciliter la création d'espaces consultatifs inclusifs et, à terme, favoriser la participation des femmes aux processus décisionnels au sein de leur communauté. En effet, au cours des entretiens, l'importance pour les femmes d'assumer des rôles de premier plan dans l'espace public est déjà apparue comme un facteur positif de changement. Cette évolution peut être partiellement attribuée aux programmes de sensibilisation axés sur le renforcement des capacités et les droits des femmes.

Enfin, nouer des partenariats avec les autorités locales et les organisations de femmes peut être un choix stratégique pour mettre en œuvre des activités visant à renforcer la résilience. Selon l'enquête, ces entités sont considérées comme ayant une influence positive dans les zones cibles et/ou sont perçues comme des garants de la sécurité. En effet, tant les femmes que les hommes ont déclaré avoir participé à des projets organisés par ces acteurs, portant sur le renforcement des capacités, les activités génératrices de revenus, l'éducation, l'alphabétisation, les soins de santé et les initiatives en matière de leadership.



Résumé de la collecte de données et des groupes cibles



ENTRETIENS AVEC LES INFORMATEURS CLÉS

Autorité locale, contexte urbain, Torodi (Tillabéri)
 Autorité locale, contexte urbain, Niamey
 Expert en sécurité, Niamey
 Représentant d'ONU Femmes, Niamey
 Chef religieux, contexte rural, Torodi (Tillabéri)
 Chef religieux, contexte urbain, Tillabéri
 Chef religieux, contexte urbain, Niamey
 Chef religieux, contexte urbain, Niamey



GROUPES DE DISCUSSION

Acteurs de la société civile, Niamey

7 participants



Femmes et filles, hommes et garçons, Tillabéri

15 participants



Acteurs de la société civile, Tillabéri

30 participants



ENQUÊTE MENÉE AUPRÈS DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

52 femmes et hommes des zones cibles (Niamey et Tillabéri), dont :

19 Femmes

33 Hommes

La composition des groupes était la suivante :

Niamey → 26: 25 contexte urbain, 1 contexte rural — 14 hommes, 12 femmes — 19 Peuls, 4 Zarmas, 3 Haoussas

Tillabéri → 26: 12 contexte urbain, 14 contexte rural — 19 hommes, 7 femmes — 9 Peuls, 6 Zarmas, 5 Soninkés, 2 Touaregs, 2 Gourmantché, 1 Haoussa, 1 Dogon



ENQUÊTE MENÉE AUPRÈS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES AUTORITÉS LOCALES

12 OSC

●●●●●●● 7 à Niamey
 ●●●●● 5 à Tillabéri

10 Autorités locales

●●●●●●● 7 à Niamey
 ●●● 3 à Tillabéri



5.3.1 Les zones cibles

Au Niger, les zones cibles de l'étude couvrent les municipalités de Niamey, Tillabéri et Torodi (ces deux dernières se situent dans la région de Tillabéri). **Niamey, la capitale du Niger**, est composée de cinq communes, et la collecte de données de l'UNICRI s'est concentrée sur deux d'entre elles : les communes IV et V. La commune IV est la plus peuplée ; elle abrite l'aéroport international et la plupart des installations industrielles de la capitale. La commune V est séparée du reste de la capitale par le fleuve Niger, et abrite sur ses rives des nomades peuls et des pêcheurs songhaïs. Ces deux régions sont exposées à un risque élevé d'impact direct de la violence extrémiste et pourraient potentiellement servir de base à ces groupes.

La région de Tillabéri, essentiellement rurale, abrite divers groupes ethniques, dont les Peuls, les Zarmas, les Touaregs, les Haoussas, les Gourmantché, les Dogos, les Soninkés et les Songhaïs. La région a connu de fréquents attentats qui ont eu de graves répercussions sur la population locale, en particulier sur les femmes et les enfants. Elle est devenue l'une des régions du pays où la situation des femmes est la plus critique. Pour les besoins de cette étude, les lieux à haut risque de cette

région ont été évités et la collecte des données a été effectuée dans des villes relativement stables, malgré des attaques de GEVs occasionnelles.

Dans les municipalités de Tillabéri et Torodi, les services publics essentiels comme les soins de santé et l'éducation sont disponibles, et il y a une présence significative des forces de défense et de sécurité ainsi que des installations pour les personnes déplacées.

5.3.2 Préoccupations, besoins non satisfaits et demandes sociales

Au niveau national, tant les femmes que les hommes ont déclaré que le chômage, **l'instabilité financière, l'insécurité alimentaire et la violence** étaient des préoccupations importantes dans leur vie. D'autres problèmes critiques sont l'insuffisance de l'éducation, des soins de santé, de l'accès aux services WASH, des transports et des infrastructures, ainsi que les ressources limitées, telles que l'énergie et les terres.

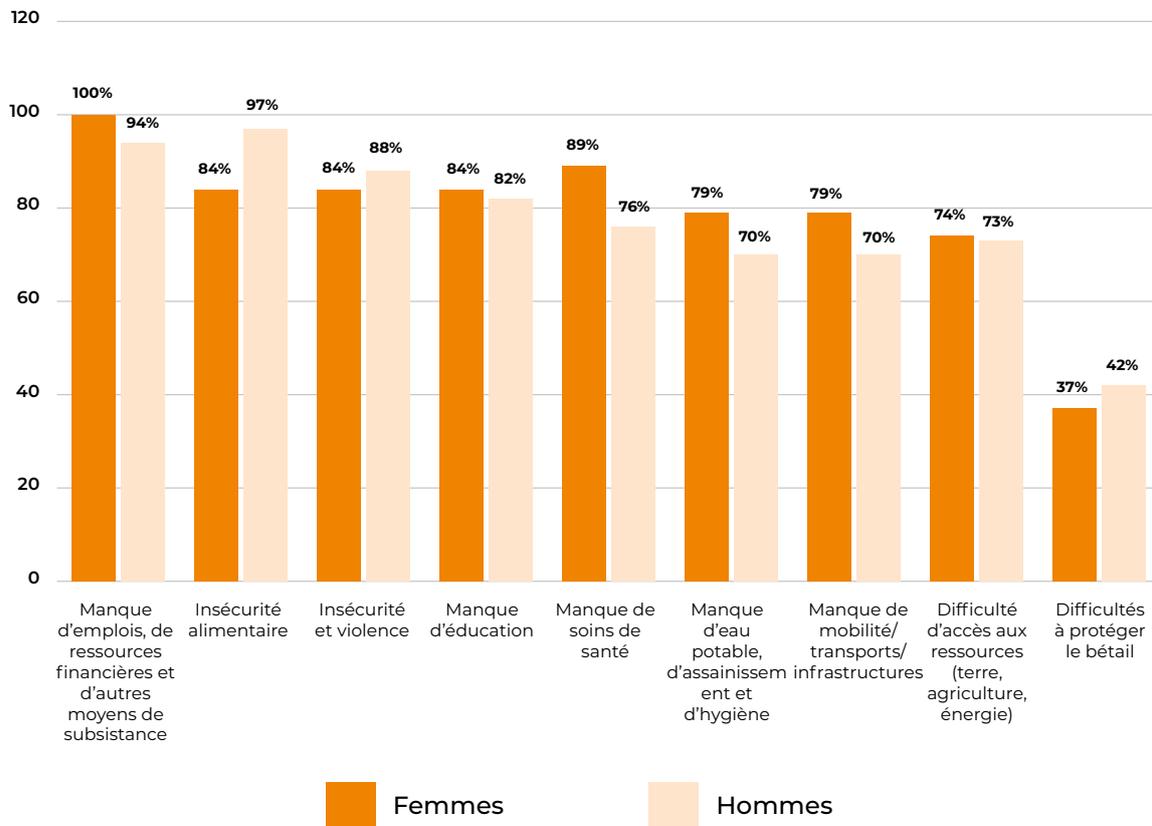
En matière de sécurité, les données ventilées par genre montrent que les garçons sont plus touchés par le travail forcé, tandis que les filles sont plus souvent victimes de pratiques néfastes comme le mariage forcé, et de violences sexuelles. En outre, les besoins fondamentaux, tels que **la santé et l'éducation**, ne sont toujours pas satisfaits, et les taux élevés de pauvreté ainsi que les insuffisances en matière de santé sexuelle et reproductive et des droits connexes affectent de manière disproportionnée le bien-être des femmes. Bien que les centres de santé et les hôpitaux soient accessibles, leur coût est souvent prohibitif et ils pâtissent d'un manque de personnel. Pour résoudre ce problème, il faut des hôpitaux spécialisés pour les femmes et les enfants, comprenant des maternités, des services de gynécologie et des centres de soins pédiatriques.

« Il faut faire un tour à la maternité centrale de Niamey ; vous allez constater la souffrance des femmes enceintes qui n'arrivent même pas à trouver un lit, et a fortiori un médecin. Il n'est pas exagéré de dire que les femmes meurent par dizaines chaque jour à la maternité. Dans [certaines zones] c'est simplement unecatastrophesilencieuse. »¹⁷¹

À Tillabéri en particulier, les principales préoccupations signalées étaient l'insécurité alimentaire et les violences, suivies de près par le manque d'emplois, l'accès difficile aux ressources, l'éducation, la santé, les services WASH et les infrastructures. Ces aspects sont particulièrement difficiles pour les femmes de

¹⁷¹ Entretien avec un informateur clé, représentant d'ONU Femmes, Niamey, Niger.

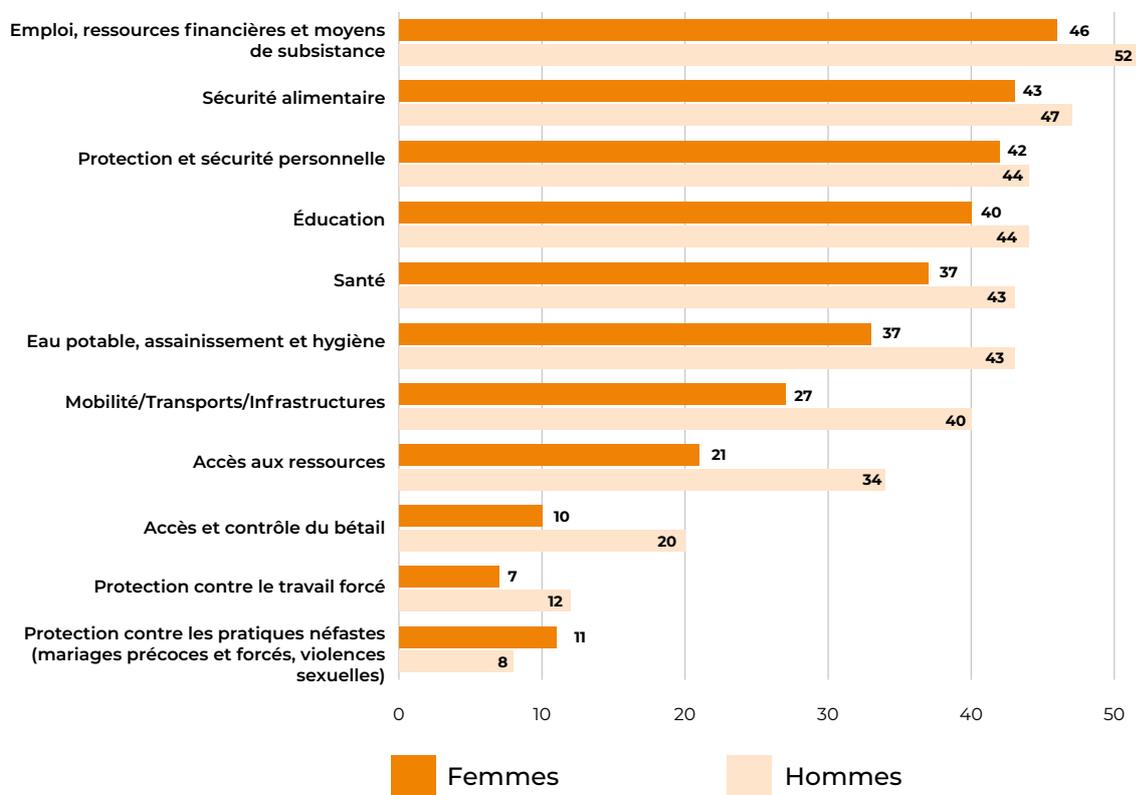
► **Figure 25. Quelles sont les principales préoccupations de la vie quotidienne dans votre communauté ? (Niger, toutes les régions)**



la région, la sécurité personnelle et les services de santé étant décrits comme les besoins les plus pressants. Dans cette région, les hommes ont déclaré avoir du mal à contrôler leurs troupeaux, les vols de bétail par des groupes extrémistes violents étant fréquents.

Les personnes interrogées à Niamey sont confrontées à des difficultés similaires, mais avec un accès légèrement meilleur aux ressources, aux transports, aux infrastructures et à la sécurité personnelle. L'accès aux services de santé reste cependant une préoccupation majeure pour les femmes. Les groupes de discussion ont fait état d'une grande préoccupation à l'égard du banditisme urbain et de la délinquance dans la capitale. Des jeunes filles ont expliqué avoir été victimes d'agressions de la part de jeunes garçons à moto qui ont tenté, parfois avec succès, de leur voler leurs biens (argent, téléphones portables), ce qui les a amenées à craindre de circuler seules dans certains quartiers. Selon les personnes interrogées, des facteurs tels que la pauvreté et le manque d'éducation contribuent à entraîner les jeunes garçons vers des comportements criminels et vers la délinquance.

► **Figure 26. De quoi les hommes et les femmes manquent-ils le plus dans votre localité ? (Niger, toutes les régions)**



« Il faudra une vraie politique à l'endroit des femmes et des jeunes filles pour sortir de ce cercle infernal. La liste est longue, car tout est préoccupation et tout manque au Niger. »¹⁷²

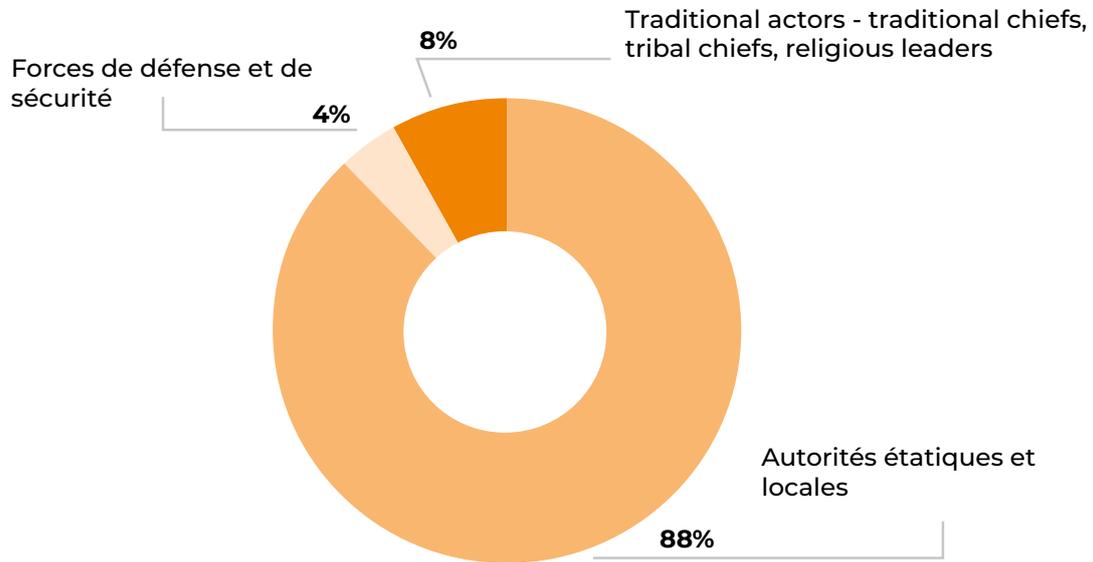
Fournisseurs de services et de sécurité : acteurs étatiques et non étatiques

Selon les personnes interrogées, **les acteurs étatiques et les autorités locales sont les principaux fournisseurs de services, et exercent une influence et un contrôle** dans les régions cibles. Ils sont chargés de répondre aux **besoins des communautés**, qu'il s'agisse de fournir des ressources financières et des services essentiels ou d'assurer la protection, la sécurité personnelle et la sécurité alimentaire. Bien que les forces de défense et de sécurité et les chefs traditionnels, tribaux et religieux détiennent également une certaine autorité, ils ne sont pas reconnus comme les principaux acteurs influents.

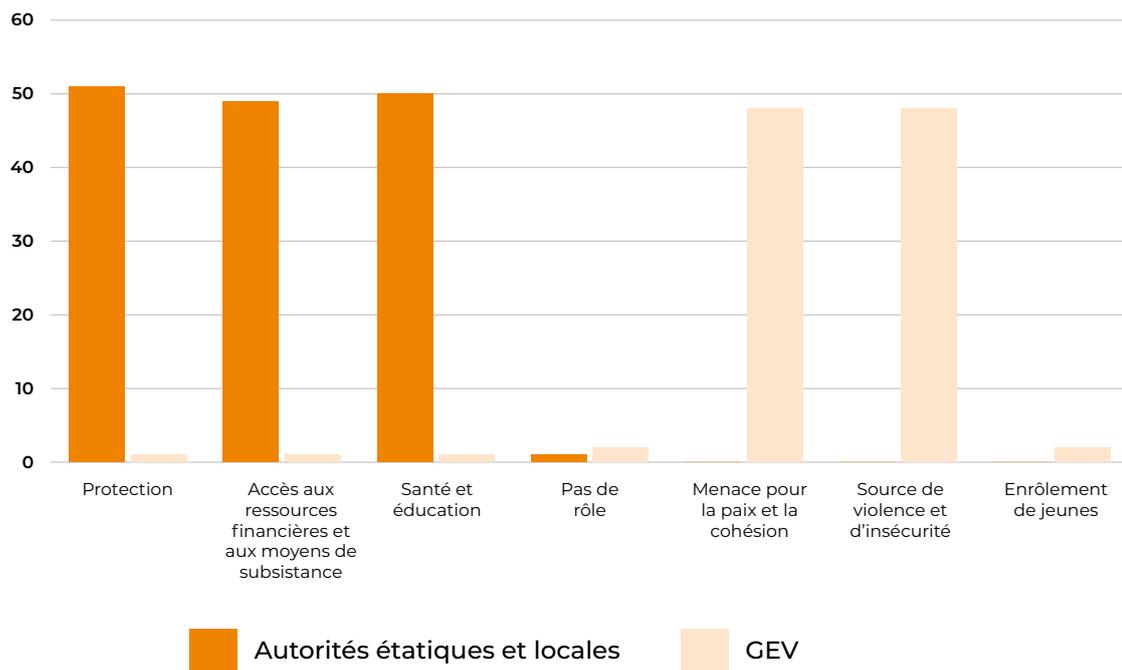
D'après les réponses, les groupes extrémistes violents sont les seuls responsables de la violence et de l'insécurité, menaçant la paix et la cohésion locale. Il est

¹⁷² Ibid.

► **Figure 27. Quel est l'acteur clé qui a le plus de contrôle et d'influence dans votre localité ? (Niger, toutes les régions)**



► **Figure 28. Rôles joués par les acteurs étatiques et non étatiques dans la communauté (Niger, toutes les régions)**



intéressant de remarquer que les réponses des femmes et des hommes de la communauté suggèrent que les GEV ne ciblent pas activement les jeunes pour le recrutement. Cependant, les OSC et les autorités locales affirment que ces groupes recrutent effectivement des jeunes, en particulier dans la région de Tillabéri, où leur présence est plus marquée. Il convient de relever qu'une seule personne interrogée à Niamey a désigné les groupes extrémistes violents comme fournisseurs de services sociaux — éducation, soins de santé, emploi, ressources financières, sécurité alimentaire et protection.

5.3.3 Éducation

Selon toutes les personnes interrogées, les garçons et les filles vont à l'école, qu'elle soit publique ou privée. Le choix de l'école dépend de la qualité de l'enseignement, de l'accessibilité financière, de la sécurité de l'école et des croyances religieuses — ce dernier facteur étant essentiel, en particulier à Niamey.

Les entretiens avec les informateurs clés ont également confirmé que **les écoles sont accessibles aux filles**, en dépit de plusieurs **défis** tels que la **mauvaise qualité de l'enseignement dans les écoles publiques**, le **coût élevé des écoles privées**, et les **inquiétudes sécuritaires** dans les **zones rurales**. Une observation intéressante est que les hommes, plus souvent que les femmes, considèrent que la sécurité (des filles et des garçons) est un facteur important dans le choix de l'école.

Les jeunes filles fréquentent de plus en plus les **écoles coraniques**, principalement au niveau primaire plutôt que secondaire, car ces institutions ne sont pas conçues pour faciliter l'entrée sur le marché du travail¹⁷³. La même tendance est observée en Mauritanie, où les madrassas n'offrent pas de formation technique et professionnelle pour préparer les élèves à l'emploi.

« Comme c'est l'État le principal pourvoyeur d'emplois et que c'est lui qui reconnaît les diplômes, il va de soi que la majorité fréquente les écoles publiques au niveau supérieur. Les jeunes filles majeures fréquentent les écoles coraniques accessoirement, puisqu'elles n'offrent pas d'opportunités d'emploi. »¹⁷⁴

¹⁷³ Entretien avec un informateur clé, représentant d'ONU Femmes, Niamey, Niger.

¹⁷⁴ Ibid.



Femmes prédicatrices et écoles coraniques dirigées par des femmes

Au Niger, certaines femmes religieuses, connues sous le nom d'oustazias, enseignent le Coran à d'autres femmes dans des madrassas ou chez elles. Cette pratique est plus courante à Niamey, où il existe des écoles coraniques dirigées par des femmes et destinées à des femmes, et moins fréquente dans les zones rurales — une seule femme enseignerait le Coran à d'autres femmes et filles de sa communauté à Torodi (Tillabéri). Bien que les oustazias ne disposent pas d'une plateforme publique pour affirmer leur fonction de cheffes religieuses et que leur rôle dans la société ne soit pas encore largement accepté, il arrive que des prédicatrices soient représentées par certains canaux médiatiques, en particulier à Niamey.

5.3.4 Rôle et participation des femmes

Emploi

En ce qui concerne les activités productives, l'enquête montre que les principales sources de revenus **des hommes et des femmes sont le commerce et la vente de marchandises sur le marché**, puis **l'agriculture et le pastoralisme**, en particulier à Tillabéri. L'administration publique et le travail indépendant sont moins courants, mais on les trouve à Niamey, tandis que la pêche est pratiquée à Tillabéri. Les emplois dans le secteur privé sont presque inexistants pour les hommes, mais les femmes seraient plus impliquées dans ce secteur, par exemple dans la préparation d'aliments, et plus de femmes que d'hommes exercent un travail indépendant, en particulier dans la capitale.

Sur l'ensemble des personnes interrogées, 69 % ont déclaré que les femmes n'étaient pas autorisées à travailler en dehors de leur domicile, un tiers d'entre eux étant des femmes, et deux tiers des hommes. Cette restriction a été signalée de manière uniforme dans les sites ciblés, bien qu'elle soit plus visible à Tillabéri. Les valeurs et les normes religieuses ont été citées comme la principale raison de cette liberté de mouvement réduite. Bien qu'il existe certaines préoccupations portant sur les risques d'agression, celles-ci ont été mentionnées comme un facteur mineur (9 %), plus fréquemment à Niamey. Il est intéressant de relever que les autorités locales et les acteurs de la société civile ont répondu par un oui unanime lorsqu'on leur a demandé si les femmes pouvaient travailler en dehors de leur domicile. Cela montre à quel point il est essentiel de bien comprendre les règles et les normes de la société, notamment celles qui affectent la mobilité des femmes, afin de concevoir des initiatives de résilience efficaces. Ignorer ces normes peut rendre les initiatives inefficaces, voire contre-productives.

En ce qui concerne la division du travail, une personne interrogée a souligné qu'elle pouvait également être influencée par le système des castes¹⁷⁵, en plus des normes culturelles et des facteurs sociétaux qui déterminent si les femmes sont autorisées à quitter leur domicile sans la permission de leur mari. « **Dans le mariage coutumier, l'homme est le chef de la famille ; il doit fournir le toit, nourrir toute la famille et en prendre grand soin. Le rôle de la femme reste de faire la cuisine, de s'occuper de l'éducation des enfants, de prendre soin de l'homme et de faire des enfants.** »¹⁷⁶

Toutefois, selon certaines personnes interrogées, le nombre de femmes entrant sur le marché du travail, participant à la vie politique¹⁷⁷, et rejoignant le secteur de la sécurité a récemment augmenté¹⁷⁸. De même, les groupes de discussion avec les membres de la communauté ont confirmé que les femmes jouaient un rôle croissant dans l'espace public. Ces changements ont été favorisés par des programmes de sensibilisation aux droits des femmes organisés par des organisations internationales et locales, ainsi que par l'État. La diffusion et l'utilisation **des technologies et des réseaux sociaux** sont également perçues comme contribuant à l'autonomisation des femmes.

Mariage

Dans les zones cibles, le mariage religieux est le type de mariage le plus courant. Les mariages traditionnels sont principalement mentionnés à Tillabéri, tandis que les mariages civils ne sont pas couramment mentionnés. Le choix du moment du mariage et du partenaire relève généralement des parents du couple, sauf à Niamey où, dans un faible pourcentage de cas, le couple fait ses propres choix. Les filles ont tendance à se marier plus jeunes que les hommes, des mariages avant 15 ans ayant été signalés à Tillabéri, ce qui confirme l'existence de mariages précoces et forcés. La pratique de la dot n'est pas courante parmi les personnes interrogées, et celles qui ont déclaré l'utiliser se trouvaient principalement à Tillabéri. Au sein du ménage, les femmes ont indiqué détenir **le pouvoir de décision** sur leur éducation et celle de leurs enfants, et elles semblent avoir une certaine influence sur les questions de travail et de santé. Toutefois, elles n'ont pas déclaré jouir de la même liberté s'agissant de participer à des activités publiques. À cet égard, il semble que les autorités locales et les organisations de la société civile ne soient pas pleinement conscientes des difficultés auxquelles les femmes sont confrontées concernant la décision de participer à des activités publiques, ou qu'elles soient réticentes à partager cette information. En effet, selon l'enquête, près de 60 % de ces acteurs estiment que les femmes peuvent prendre des décisions indépendantes à cet égard.

¹⁷⁵ Entretien avec un informateur clé, autorité locale, Tillabéri.

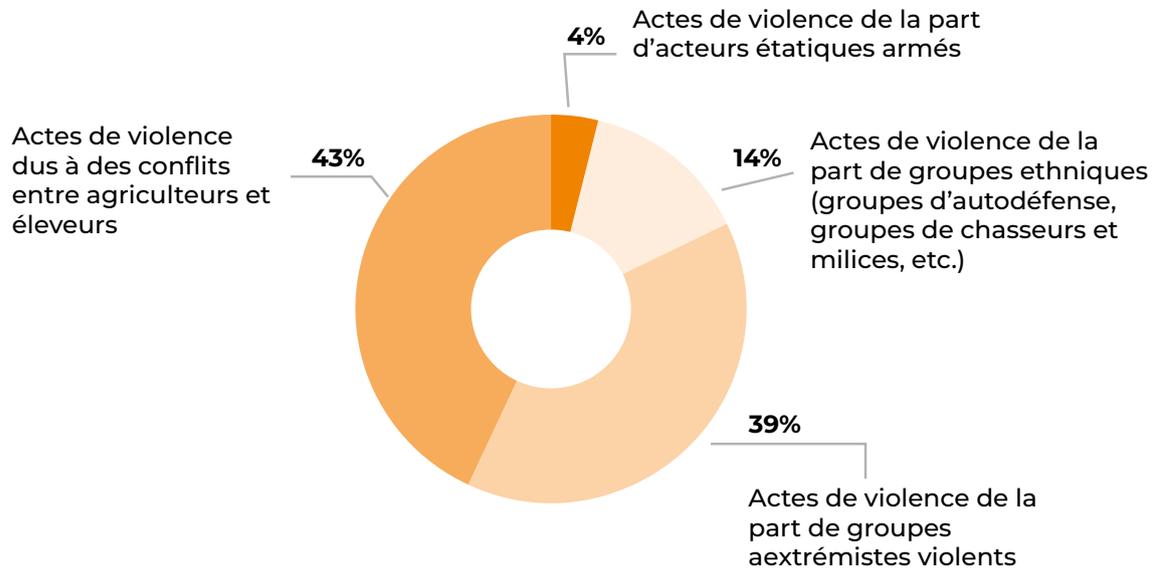
¹⁷⁶ Entretien avec un informateur clé, représentant d'ONU Femmes, Niamey.

¹⁷⁷ Entretien avec un informateur clé, autorité locale, Tillabéri.

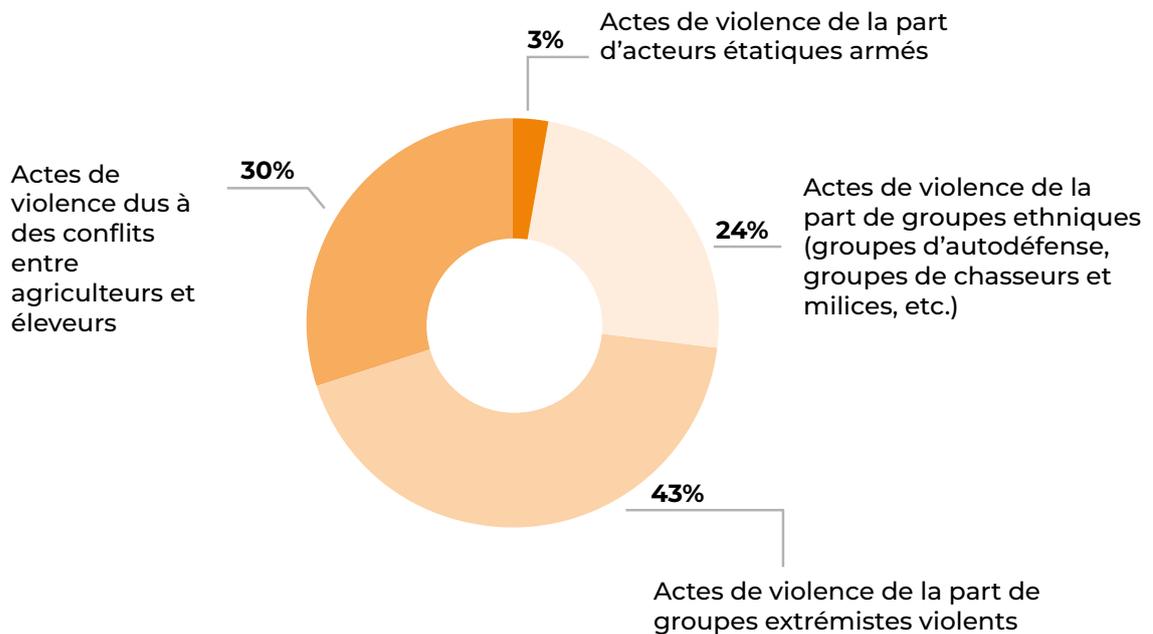
¹⁷⁸ Entretien avec un informateur clé, expert en sécurité, Niamey.



► **Figure 29. Quelles sont les principales menaces pour la sécurité dans votre village/ville ? (Niger, toutes les régions ; acteurs : femmes et hommes des communautés locales)**



► **Figure 30. Quelles sont les principales menaces pour la sécurité dans votre village/ville ? (Niger, toutes les régions ; acteurs : autorités locales et OSC)**



5.3.5 Violence et insécurité

Selon les femmes et les hommes des communautés locales de Niamey et de Tillabéri, les deux principales menaces pour la sécurité sont les actions violentes résultant de **conflits entre agriculteurs et éleveurs** et celles commises par **groupes extrémistes violents**, suivies par les violences perpétrées par les milices ethniques. Les cas de violences impliquant des acteurs armés de l'État étaient relativement mineurs et n'ont été mentionnés que par des hommes. Les réponses de la société civile et des autorités locales ont donné des résultats similaires, exception faite que pour ces acteurs, les actes de violences commis par les GEVs dépassent ceux causés par les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Les entretiens avec les informateurs clés ont également mis en avant le fait que les menaces les plus importantes pour la sécurité sont posées par les groupes extrémistes violents, suivis par les milices armées.

Violences contre les femmes et les filles

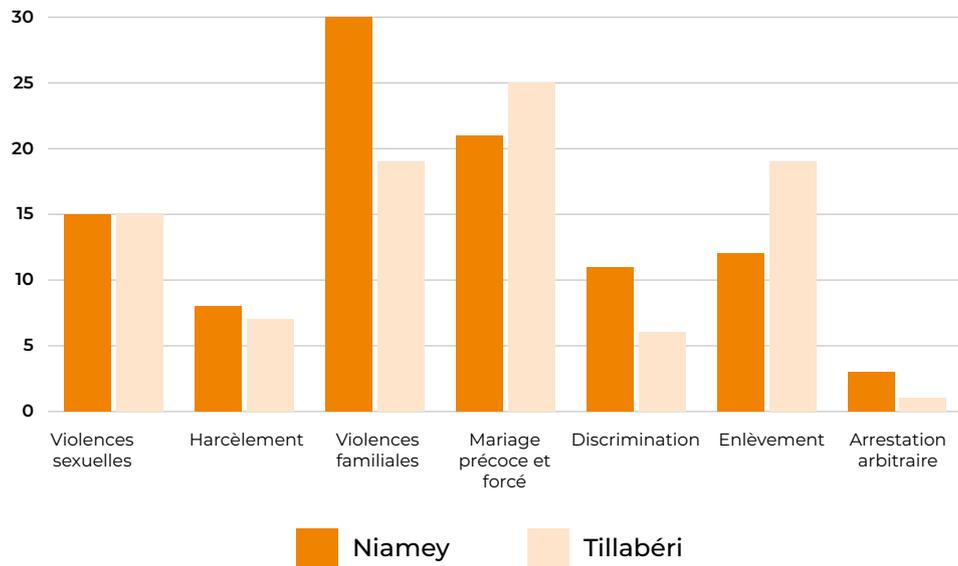
Les violences perpétrées par les acteurs susmentionnés sont perçues comme affectant l'ensemble de la population, de façon directe ou indirecte. Il existe toutefois des formes spécifiques de violences contre les femmes et les filles, les trois principales formes signalées par les personnes interrogées étant **les mariages précoces et forcés, les violences familiales, et les enlèvements**. Tillabéri semble particulièrement touchée par les mariages précoces et forcés et les enlèvements, tandis qu'à Niamey, les cas de violences familiales sont plus nombreux.

Les personnes interrogées ont indiqué que les violences étaient souvent perpétrées par des membres de la famille et des partenaires, en particulier dans les cas de mariage précoce et forcé et de violences familiales. Les groupes armés non étatiques, y compris les milices ethniques et les groupes extrémistes violents, sont désignés comme les principaux auteurs d'enlèvements et de violences sexuelles. Les acteurs étatiques et les FDS ont également été impliqués dans certaines pratiques discriminatoires, telles que des arrestations arbitraires et d'autres formes de violence.

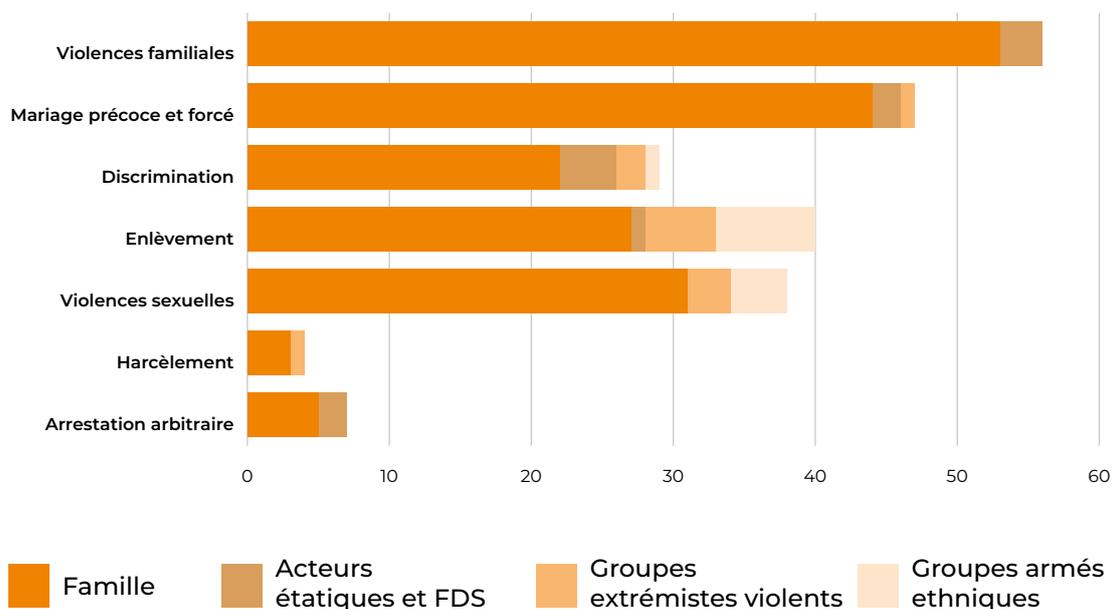
Il existe un contraste saisissant avec les résultats du Mali concernant la **perception du rôle des forces de défense et de sécurité**. De fait, comme nous l'avons vu dans les sections précédentes, les forces de défense et de sécurité ne sont pas considérées comme des protecteurs par les populations interrogées au Niger, en particulier à Tillabéri, où les membres de la communauté comptent sur les autorités locales, les acteurs étatiques, leur famille ou leur partenaire pour se protéger. Il y a une légère différence à Niamey, où les forces de défense et de sécurité, ainsi que les organisations de la société civile, sont mentionnées comme fournisseurs de protection, alors que le rôle de la famille est mineur. Les acteurs traditionnels tels que les chefs de tribus et les chefs religieux n'ont été mentionnés qu'une seule fois à Tillabéri et une fois à Niamey.



► **Figure 31. Quels sont les principaux actes de violence commis contre les femmes et les filles dans la région ? (Niger, toutes les régions ; tous les acteurs : femmes et hommes des communautés locales, autorités locales, OSC)**



► **Figure 32. Qui commet les actes de violence ? (Niger, toutes les régions ; tous les acteurs : femmes et hommes des communautés locales, autorités locales, OSC)**



5.3.6 Extrémisme violent

Adhésion à des groupes extrémistes violents et tactiques de recrutement

La pauvreté, le chômage, la frustration, le désir de se venger des injustices commises par l'État¹⁷⁹ et la mauvaise compréhension des enseignements religieux sont cités comme autant de raisons pour lesquelles les hommes rejoignent les groupes extrémistes violents, qui exercent une influence par la gouvernance, la violence¹⁸⁰ et l'intimidation, et conduisent la population à la soumission. Ces groupes prêchent et prononcent des sermons dans les villages en citant des versets du Coran, et menacent la population pour s'assurer de sa subordination et de son soutien. Ces facteurs et menaces, **ainsi que la peur**, auraient une incidence sur la décision des femmes de rejoindre ou de soutenir ces groupes. Comme spécifié dans certains entretiens avec des informateurs clés, dans les zones cibles du Niger, les femmes peuvent être indirectement complices lorsqu'elles ne dénoncent pas les GEV, ou peuvent être activement impliquées en tant qu'informatrices, pourvoyeuses d'approvisionnement¹⁸¹ ou aides au recrutement. Dans ce contexte, les femmes peuvent également subir des violences sexuelles et devenir esclaves sexuelles ou veuves, ce qui peut les amener à servir les Groupes extrémistes violents contre leur gré¹⁸².

Niamey semble moins touchée par le terrorisme que la région de Tillabéri, et lors des discussions qui ont eu lieu dans la capitale, il n'y a eu aucune indication d'un quelconque soutien ou d'une quelconque sympathie envers ces groupes. Les membres de la communauté ont affirmé que les femmes vivant à Niamey étaient moins susceptibles d'être exposées à l'extrémisme violent mais qu'en parallèle, elles pouvaient subir une forte pression des hommes qui imposent une soumission absolue à leurs femmes et à leurs filles sur la base de strictes normes culturelles et religieuses — ce qui pourrait conduire les femmes à adopter des opinions extrémistes reposant sur leurs croyances religieuses ou leurs liens matrimoniaux. Cette analyse est en accord avec certains rapports qui décrivent les idéologies salafistes comme ayant un plus grand impact sur les femmes à Niamey qu'à Tillabéri étant donné que dans la capitale, de nombreuses jeunes filles fréquentent les écoles coraniques en quête d'une meilleure vie sociale. Toutefois, la résilience face à l'extrémisme violent serait plus faible à Tillabéri, peut-être en raison d'une plus faible présence de l'État, ce qui suggère qu'une présence plus forte de l'État (comme dans la capitale) pourrait jouer un rôle positif dans la prévention des activités extrémistes violentes.

¹⁷⁹ Entretien avec un informateur clé, expert en sécurité, Niamey.

¹⁸⁰ Ibid.

¹⁸¹ Ibid.

¹⁸² Groupe de discussion avec des membres de la communauté.



Prévention de l'extrémisme violent

“

« La résilience des femmes est d'abord psychologique, elles n'abandonnent pas et affichent cette forte volonté d'aller toujours de l'avant. Les femmes sont combattives, elles affrontent les situations avec les moyens du bord. »¹⁸³

Deux des trois facteurs clés de résilience énoncés par les personnes interrogées dans les zones cibles sont communs aux femmes et aux hommes : les **investissements de l'État pour garantir l'accès aux revenus** et une **éducation de qualité**. Selon les participants aux groupes de discussion, ce dernier point est capital pour les femmes, et ce, pour deux raisons principales : l'éducation permet d'échapper aux discriminations et de parvenir à l'indépendance¹⁸⁴ ; et, si elle est accessible aux jeunes mères, elle a des retombées directes sur l'éducation de leurs enfants.

“

« Les femmes sont impliquées dans la prévention [de l'extrémisme violent] à travers des projets de l'État ou d'OSC ainsi que par l'éducation qu'elles donnent à leurs enfants. »¹⁸⁵

Selon les constatations de l'étude, le troisième facteur clé susceptible de renforcer la résilience des femmes face à l'extrémisme violent est la **disponibilité de services de santé** — qui est essentielle, notamment s'agissant de santé maternelle, reproductive et infantile — tandis que le troisième facteur clé de résilience pour les hommes et les garçons est **la garantie de l'existence de mécanismes inclusifs permettant d'impliquer les populations dans les processus de prise de décision**. C'est en effet primordial, car la mise en place de mécanismes de participation inclusifs et la création d'espaces consultatifs renforceraient le sentiment de participation aux affaires publiques et aux prises de décisions.

La collecte de données a révélé que, dans les zones cibles, plusieurs initiatives sont ou ont été mises en œuvre pour viser les facteurs de résilience susmentionnés. La grande majorité des membres de la communauté, hommes et femmes, ont déclaré avoir participé à ces activités, les femmes étant plus impliquées dans les programmes liés à l'éducation et à l'alphabétisation, suivis par les activités génératrices de revenus, les soins de santé et le développement du leadership ou des compétences. Les hommes, en revanche, ont plus souvent évoqué des activités génératrices de revenus. En outre, certaines personnes interrogées ont déclaré avoir participé à des initiatives de gestion des conflits, principalement à Tillabéri.

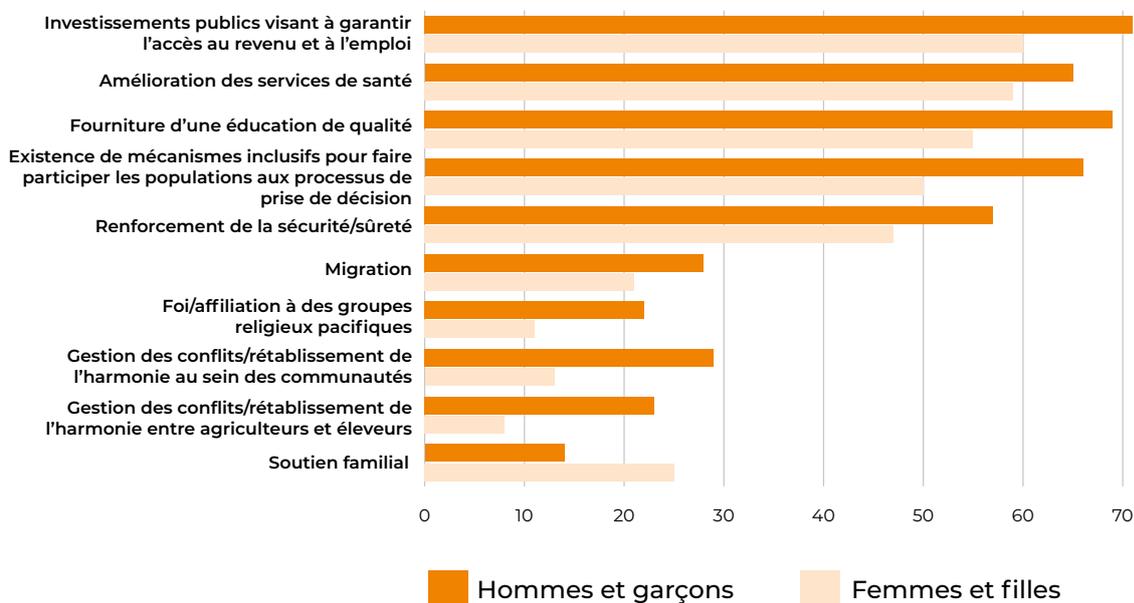
Il est intéressant de souligner qu'en dépit des restrictions signalées à la liberté des femmes de participer à des activités publiques, les résultats de l'enquête indiquent que les femmes participent à diverses initiatives, en particulier lorsqu'elles sont

¹⁸³ Entretien avec un informateur clé, représentant d'ONU Femmes, Niamey.

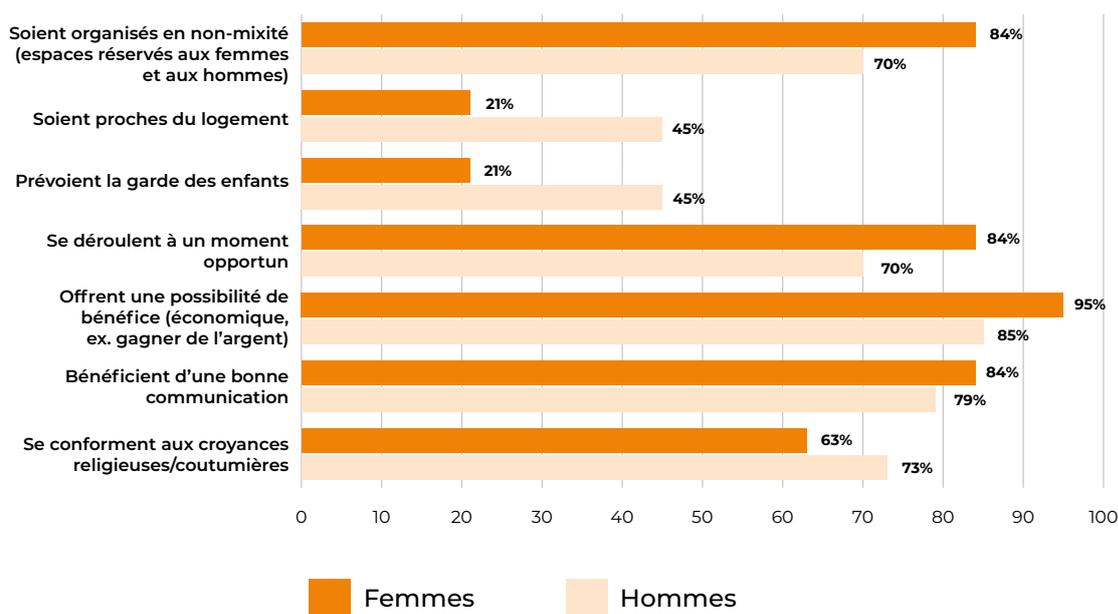
¹⁸⁴ Groupe de discussion avec des membres de la communauté.

¹⁸⁵ Entretien avec un informateur clé, représentant d'ONU Femmes, Niamey.

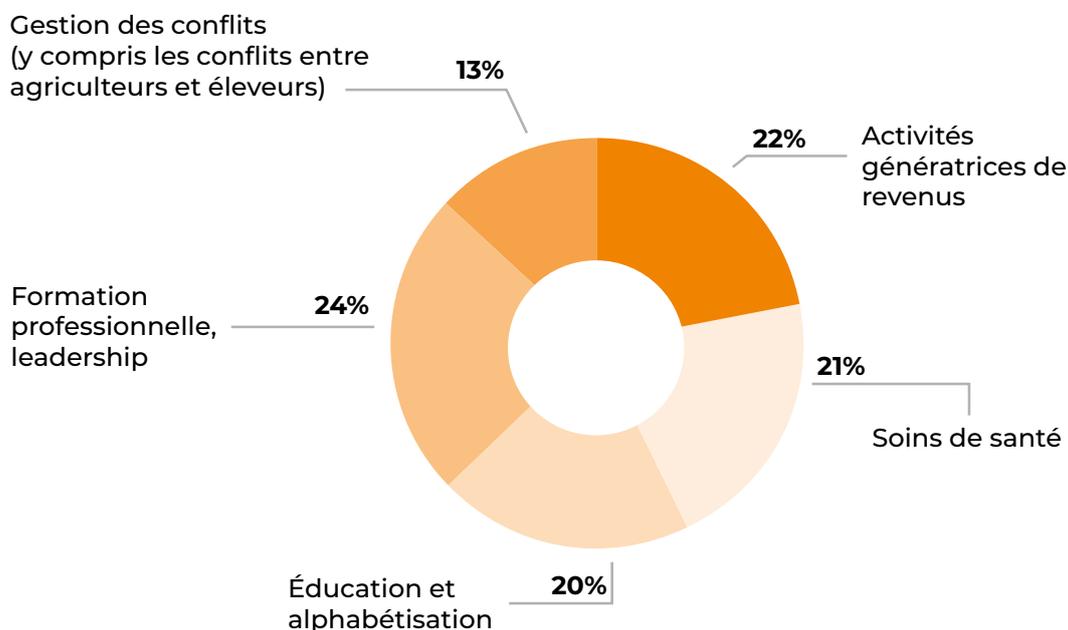
► **Figure 33. Facteurs clés de la résilience des femmes et des filles, des hommes et des garçons face aux groupes extrémistes violents (Niger, toutes les régions ; tous les acteurs : femmes et hommes des communautés locales, autorités locales, OSC)**



► **Figure 34. Pour participer à la mise en œuvre de ces programmes, il est important qu'ils : (Niger, toutes les régions)**



► **Figure 35. Vos bureaux organisent-ils des programmes visant à fournir aux femmes et aux hommes des services tels que les suivants ? (Niger, toutes les régions ; acteurs: organisations de la société civile et autorités locales)**



proposées par des acteurs publics. Spécifiquement, seul l'État aurait proposé des initiatives de gestion des conflits, par exemple entre agriculteurs et éleveurs. Après les acteurs étatiques, les organisations non gouvernementales sont le deuxième fournisseur d'activités génératrices de revenus, ainsi que de développement de compétences, de capacités d'encadrement et de formation. Il convient de noter que les organisations internationales et les associations religieuses n'ont pas été considérées comme des acteurs pertinents dans ce contexte.

Les réponses à l'enquête reçues spécifiquement des autorités locales et des OSC semblent correspondre à celles des membres de la communauté et confirment qu'il existe une différence entre les genres dans les activités proposées par ces acteurs. Les hommes et les garçons se voient proposer davantage de possibilités en matière de génération de revenus, de formations, de cours d'alphabétisation et d'activités de gestion des conflits, tandis que les femmes et les filles bénéficient d'un soutien portant sur les soins de santé, l'éducation, l'alphabétisation, la formation professionnelle et le leadership.

Concernant le rôle que les membres de la famille peuvent jouer pour éloigner leurs proches des groupes extrémistes violents, les pères, les frères et les maris ont été cités un peu plus fréquemment, mais la quasi-totalité des personnes interrogées reconnaît que les deux genres peuvent jouer un rôle préventif tout aussi important.

En effet, au cours des discussions de groupe, plusieurs membres de la communauté ont reconnu le rôle important des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent, en tant que membres de la communauté, éducatrices, mères ou participantes à des projets organisés par des associations de femmes, l'État ou des OSC. Toutefois, le risque de violences, d'abus sexuels et de représailles de la part de GEV pouvant dissuader les femmes de participer, les activités de PEV doivent être en mesure de leur assurer sécurité et protection¹⁸⁶. Selon l'étude, pour promouvoir la participation des femmes, ces initiatives devraient également :

- Être programmées un jour et à une heure appropriés ;
- Se dérouler dans des espaces réservés aux femmes ou dans des lieux qu'elles fréquentent (comme les associations féminines) ;
- Sensibiliser les hommes de la famille au rôle important que les femmes peuvent jouer dans la prévention de l'extrémisme violent ;
- Faciliter l'accès aux possibilités de revenus ;
- Établir un dialogue avec les **femmes dirigeantes** ;
- Bénéficier d'une communication efficace sur les réseaux sociaux et à la radio (émissions et programmes radiophoniques ; réseaux sociaux comme WhatsApp et Telegram).

« Choisir les lieux fréquentés par les femmes et sensibiliser les maris à l'importance du rôle que les femmes peuvent jouer dans la prévention de l'extrémisme violent. »¹⁸⁷

Pour favoriser la mise en œuvre d'initiatives de prévention de l'extrémisme violent et s'assurer d'atteindre un large segment de la population, il est en effet essentiel de sélectionner le moyen de communication le plus approprié. Selon la collecte de données, **la radio et la télévision** sont les canaux les plus efficaces pour l'éducation, la sensibilisation et la diffusion d'informations utiles à l'ensemble de la population. Dans les zones cibles du Niger, les résultats montrent que les réseaux sociaux sont moins populaires qu'au Mali, et que leur utilisation est plus courante à Niamey qu'à Tillabéri, où la radio est le principal canal de communication. Dans la capitale, la radio et la télévision jouent un rôle important, suivies par les journaux, qui sont surtout lus par les hommes.

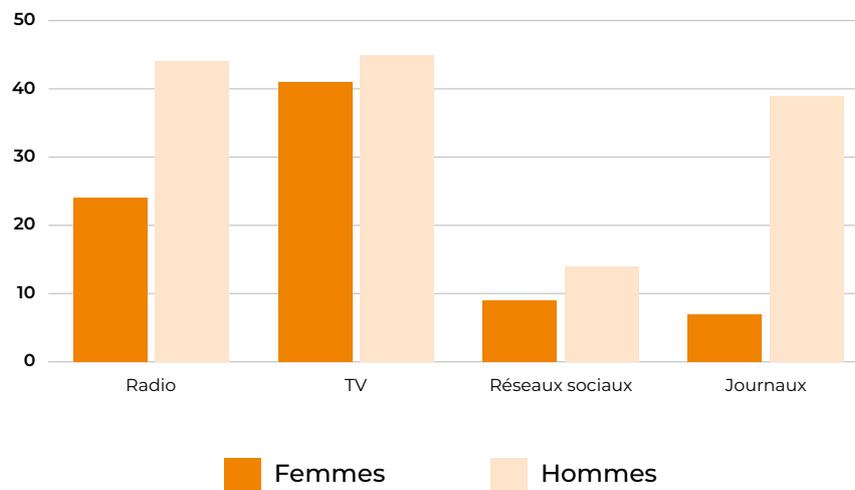
Il est intéressant de signaler qu'il existe des **différences de genre** notables concernant l'utilisation des médias. Pour atteindre les hommes, la télévision, la radio et les journaux sont les canaux privilégiés. Si la télévision et la radio sont également le choix le plus approprié pour les femmes et les jeunes filles, les réseaux

¹⁸⁶ Entretien avec des informateurs clés.

¹⁸⁷ Entretien avec un informateur clé, expert en sécurité, Niamey.



► **Figure 36. Quel canal de communication est le plus approprié pour atteindre les femmes et les hommes de la région ? (Niger, toutes les régions)**



sociaux et la presse seraient probablement moins efficaces. Dans l'ensemble, les résultats montrent que **les femmes ont un accès limité aux canaux de communication**, exception faite de la télévision.

En fait, les autorités locales et les organisations de la société civile interrogées considèrent la radio comme le moyen le plus efficace d'atteindre les femmes, mais le plus souvent, ces acteurs **communiquent directement** avec les communautés ou adaptent les moyens au contenu et au contexte. Par exemple, à Tillabéri, la communication directe est privilégiée, tandis que la radio et l'internet sont utilisés à Niamey. Les documents écrits tels que les brochures sont rarement utilisés, et seulement par les autorités locales à Niamey.

Bonnes pratiques en matière d'initiatives inclusives de PEV

Dans les zones urbaines de Tillabéri, les autorités locales ont conçu et mettent en œuvre un plan de développement municipal tenant compte et favorisant la résilience des femmes face à l'extrémisme violent.

- Selon un représentant d'ONU Femmes, le deuxième plan d'action national sur les femmes et la paix et la sécurité est un bon exemple de la manière d'intégrer les femmes dans les activités de PEV.
- Résumé de la collecte de données et des groupes cibles.





6. Analyse des constatations, conclusions et recommandations

6.1 Corrélation entre les besoins et les demandes des communautés locales et l'intégration d'une perspective de genre dans les interventions de PEV

La collecte et l'analyse des points de vue et des perceptions des membres des communautés dans les pays cibles sur des questions liées à l'insécurité et aux violences, aux services essentiels, aux rôles de genre et à l'extrémisme violent a été un parcours riche en enseignements, qui a parfois confirmé — et d'autre fois infirmé — les hypothèses initiales. Dans le cadre de la présente étude, nous nous sommes concentrés sur la réalisation d'une analyse de genre afin de déterminer les rôles, **les structures de pouvoir** et les relations entre les femmes, les hommes, les filles et les garçons. Nous nous sommes efforcés de ne pas nous laisser influencer par des idées ou des récits préexistants qui pourraient ne pas s'appliquer aux régions ciblées par l'étude. Pour atteindre cet objectif, l'analyse des données s'est faite **en fonction du genre et du pays**, en évitant une approche homogène et en repérant les



différences au sein de chaque domaine cible, ce qui permettra aux praticiens, aux experts, aux autorités locales et nationales, à la société civile et aux organisations internationales de mettre au point des initiatives adaptées à chaque contexte. La crise multidimensionnelle qui touche le Sahel nécessite des stratégies conçues minutieusement, adaptées au contexte local et fondées sur une analyse approfondie ainsi que sur une véritable consultation avec les femmes et les filles, les hommes et les garçons des communautés locales.

Il est important de souligner que tout au long de l'analyse, dans nos démarches de définition des différentes perceptions des femmes et des hommes dans les pays cibles, une attention particulière a été accordée aux variations et aux différences entre les zones rurales et urbaines. Dans ce contexte, les résultats ont confirmé des contrastes saisissants, tels que des normes de genre moins strictes dans les zones urbaines que dans les zones rurales, où les pratiques néfastes aux femmes, comme les mariages précoces et forcés, sont plus répandues. Les différences entre les zones rurales et urbaines sont également manifestes en matière d'emploi et de disponibilité des services et des infrastructures. Cependant, au Mali et au Niger, le niveau de violence et d'insécurité s'est avéré être le principal facteur affectant les rôles de genre et la disponibilité des services, plus que la localisation urbaine ou rurale des personnes interrogées. En revanche, en Mauritanie, où les niveaux de violence sont plus faibles, les différences entre les contextes rural et urbain sont beaucoup plus prononcées, de même que leur incidence sur les rôles de genre et sur la disponibilité des services.

Recommandation

Veiller à ce que les populations rurales, et en particulier les femmes et les filles, ne soient pas exclues de la fourniture des services essentiels. Cet objectif peut être atteint en mettant en place des projets et des programmes ciblant les femmes et les filles, en se concentrant sur des domaines tels que l'éducation, y compris l'EFTP, la santé et l'emploi (par exemple, les activités génératrices de revenus). En outre, le soutien aux organisations de la société civile opérant dans les zones rurales peut également contribuer à répondre aux besoins de ces communautés.

Recommandation

Adapter les initiatives de prévention en tenant compte du niveau de violence et d'insécurité des zones cibles spécifiques, en tenant compte des dramatiques conséquences que peuvent avoir les violences généralisées sur les normes culturelles, la disponibilité des services essentiels et les rapports de force entre les sexes. Comme l'a montré cette étude en tentant de saisir

les expériences des femmes et des hommes et leurs variations entre zones rurales et urbaines, au Mali et au Niger, le niveau de violences et d'insécurité a été désigné comme le principal facteur affectant les rôles de genre et la disponibilité des services, devant le lieu de vie des personnes interrogées.

Les moteurs de l'extrémisme violent

Dans ce cadre, bien que l'objectif premier de la recherche n'ait pas été d'étudier les rôles des femmes et des hommes par rapport à l'extrémisme violent, ce sujet a souvent été abordé lors des entretiens avec les informateurs clés et des discussions avec les membres de la communauté, les experts et les organisations de la société civile. Bien qu'il soit crucial d'éviter de supposer que le rôle des femmes au sein des GEV est passif ou subordonné (aidantes ou victimes), dans les régions cibles, les résultats de l'étude indiquent que les femmes peuvent effectivement rejoindre ces groupes en raison de leur soumission et de leurs liens conjugaux. D'autres facteurs sont la peur de la violence, les menaces, les enlèvements (au Mali et au Niger) et les croyances religieuses, en Mauritanie. Au Mali, il a été rapporté que certaines femmes pouvaient rejoindre des groupes extrémistes violents pour des questions **« de vengeance ou de repli identitaire »**¹⁸⁸. Ces réponses doivent être replacées dans les contextes spécifiques des pays cibles, où les inégalités structurelles entre les sexes privent souvent les femmes et les filles d'autonomie. Il est aussi important de noter que la collecte de données en Mauritanie et au Niger n'a pas eu lieu dans des zones actuellement sous le contrôle de groupes extrémistes violents. Par conséquent, la connaissance de l'adhésion des femmes aux GEV — et les raisons de ce choix — est souvent indéterminée. En outre, il ressort des données recueillies que, lorsqu'elles soutiennent les GEV, à l'intérieur comme à l'extérieur de leur famille, les femmes peuvent jouer un rôle actif dans la collecte d'informations, la préparation des repas, voire même les combats¹⁸⁹.

En ce qui concerne les hommes et les garçons, dans l'ensemble des pays cibles, la vulnérabilité est le principal facteur indiqué comme conduisant à rejoindre des GEV. Au Mali, et dans une moindre mesure au Niger, la vulnérabilité économique, le désir de protéger les communautés et le désir de vengeance ou de défendre son groupe ethnique sont cités parmi les raisons pour lesquelles les hommes et les garçons rejoignent les GEV. En Mauritanie, la pauvreté et le désir d'améliorer son niveau de vie s'accompagnent de divers autres facteurs, tels que la recherche d'un but à sa vie, les croyances religieuses et les alliances tribales et familiales.

¹⁸⁸ Entretien avec un informateur clé, expert en sécurité, Niamey.

¹⁸⁹ Entretien avec un informateur clé, acteur de la société civile, Ségou, Mali.

Rôles des femmes et des hommes dans la PEV

Malgré ces défis, le rôle des femmes et des hommes dans la PEV a également été mis en évidence. Par exemple, si les constatations indiquent que les femmes peuvent être les premières à détecter les idéologies et les comportements extrémistes au sein de leur famille, l'étude montre que les deux parents peuvent influencer les décisions de leurs enfants concernant l'adhésion à des GEV. Compte tenu notamment du fait que les hommes sont officiellement reconnus comme chefs de famille dans les trois pays, il est important de souligner que les mères comme les pères jouent un rôle important dans la PEV.

Au-delà du cadre familial, la contribution des femmes aux démarches de PEV a également été reconnue dans leur rôle de mobilisatrices communautaires, d'éducatrices de la jeunesse et d'organisatrices d'activités de sensibilisation visant à diffuser des contre-récits. Comme l'a déclaré une personne interrogée à propos du rôle des femmes dans la prévention, « *quand [les femmes] sont motivées et convaincues, elles peuvent déplacer des montagnes* »¹⁹⁰.

Les entretiens avec les informateurs clés ont également révélé le rôle crucial des associations dirigées par des femmes. Au Niger, ces organisations ont été citées comme faisant participer d'autres femmes à des activités de PEV¹⁹¹. En Mauritanie¹⁹² et au Mali¹⁹³, des associations religieuses de femmes et des prédicatrices seraient impliquées dans des efforts de paix et de PEV. Il s'agit d'un domaine prometteur qui mérite d'être davantage approfondi afin de promouvoir le rôle des femmes dans les initiatives de PEV.

Recommandation

Se concentrer sur tous les membres de la famille dans le cadre de programmes préventifs. Bien que le rôle des femmes et des mères soit crucial, il ne faut pas négliger l'importance d'impliquer les pères et les proches masculins dans la prévention de la radicalisation. Les anciens, les chefs de communauté et les autres modèles masculins doivent également être faire partie des opérations de sensibilisation visant à prévenir l'extrémisme violent.

¹⁹⁰ Groupe de discussion avec des femmes et des filles, Kiffa, Assaba, Mauritanie.

¹⁹¹ Entretien avec un informateur clé, autorité locale, Tillabéri, Niger.

¹⁹² Entretiens avec des informateurs clés, chefs religieux, Mauritanie.

¹⁹³ Entretien avec un informateur clé, chef religieux, Ségou, Mali et Entretien avec un informateur clé, chef religieux, Mopti, Mali.

Recommandation

Engager un dialogue et des consultations avec les acteurs travaillant sur l'égalité des genres. Ces acteurs doivent être régulièrement consultés et intégrés aux discussions et dialogues afin de sensibiliser les décideurs politiques et les autorités locales à l'importance de l'adoption d'une perspective de genre et à l'efficacité des mesures tenant compte du genre. Ces organisations comprennent des groupes de femmes et des OSC dirigées par des femmes, ainsi que des femmes dirigeantes au niveau local. Au niveau national, il convient d'impliquer des experts en matière de genre et de mécanismes de genre.

Recommandatio

Financer les organisations dirigées par des femmes, en particulier dans les régions reculées et difficiles, pour la mise en œuvre des initiatives de PEV. Bien que cette étude n'ait pas spécifiquement répertorié les organisations féminines, celles-ci ont été reconnues comme des acteurs essentiels dans la prévention de l'extrémisme violent. Elles constituent de précieux partenaires dans la promotion de l'égalité des genres, d'autant plus qu'elles sont souvent les mieux équipées pour dialoguer avec les femmes et les filles dans des régions où les normes culturelles sont strictes. Ces organisations étant souvent aux prises avec de faibles ressources financières et des difficultés d'accès aux financements internationaux, il est recommandé, compte tenu de leur expertise et de leur expérience, de les intégrer à des programmes de prévention tout en leur offrant un accompagnement en matière de gestion.

Recommandation

Impliquer les cheffes religieuses et les associations religieuses féminines pour développer des discours alternatifs à la violence et partager les bonnes pratiques existantes tout en étudiant le potentiel d'expériences similaires dans d'autres pays.

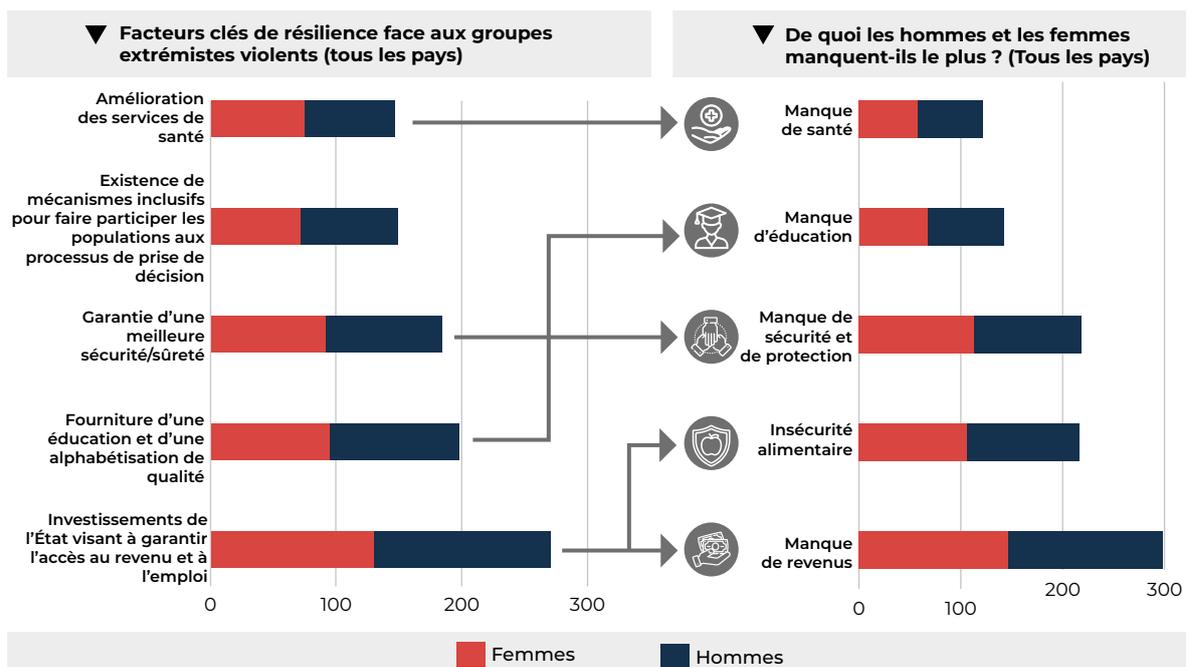
Recommandation

Investir dans des initiatives féminines de consolidation de la paix, qui peuvent offrir une protection aux communautés locales en proposant des services et des mécanismes de prévention tout en remettant en question le discours et les messages des organisations extrémistes violentes.

Besoins et demandes des communautés locales

Un point intéressant concernant l'objectif principal de l'étude — à savoir, analyser les perceptions et les expériences des femmes et des filles, des hommes et des garçons afin de concevoir des initiatives de PEV sensibles au genre et adaptées aux besoins locaux — est qu'une corrélation directe a été établie entre les facteurs clés de résilience contre l'adhésion aux GEV et les besoins et demandes définis par les communautés locales. En effet, les principales préoccupations indiquées par les membres de la communauté (emploi, sécurité alimentaire, protection et insécurité, disponibilité des services) correspondent aux facteurs clés de résilience face à l'extrémisme violent définis dans le cadre de l'enquête, ce qui fait ressortir de potentiels domaines d'intervention pour les activités de PEV.

Comme nous l'avons vu dans les précédents chapitres, la préoccupation la plus souvent formulée par la population des zones cibles est le chômage et le manque de moyens financiers. En effet, selon les données recueillies dans les trois pays, l'approche considérée comme la plus efficace pour accroître la résilience face à l'extrémisme violent, tant pour les femmes que pour les hommes, est l'investissement des gouvernements dans l'accès aux revenus et à l'emploi. Un tel investissement aurait des retombées positives sur le bien-être de la population, réduirait le risque de pauvreté et favoriserait la stabilité économique, réduisant ainsi la probabilité que des individus se tournent vers des groupes armés en quête de gains financiers. D'autres suggestions portent sur l'octroi d'« **un revenu par femme impliquée dans la mobilisation sociale et la sensibilisation** »¹⁹⁴ et la



194 Entretien avec des informateurs clés, autorités locales, Mauritanie.

« [création d'un] cadre pour la participation des femmes qui adapte ses actions aux besoins des femmes dans chaque localité et environnement »¹⁹⁵.



Recommandation

Mettre en place des activités génératrices de revenus sur la base des activités existantes et adaptées aux principales sources de revenus des femmes et des hommes dans chaque zone cible. Proposer des programmes de formation technique et professionnelle pour améliorer l'accès à l'emploi et les compétences techniques, ainsi que pour soutenir l'esprit d'entreprise. Il s'agit également d'offrir des possibilités d'accroître la résilience face aux défis socio-économiques et environnementaux, telles que des formations sur la gestion des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques.

Recommandation

Établir un partenariat avec les dirigeants locaux et religieux pour sensibiliser les hommes et les garçons à l'importance de l'autonomisation économique des femmes et à ses avantages pour la résilience de la communauté, de façon à promouvoir la participation des femmes au marché du travail et à l'emploi formel.

Recommandation

Veiller à ce que les activités de prévention ciblant les femmes et les filles soient fondées sur les facteurs de résilience déterminés, parmi lesquels le soutien à la participation publique et l'amélioration des perspectives d'emploi. Les données recueillies ont révélé que, dans les zones cibles, la plupart des initiatives destinées aux femmes se concentraient sur l'éducation, l'alphabétisation et la santé, tandis que les hommes et les garçons étaient souvent ciblés avec des activités génératrices de revenus. Selon les personnes interrogées, cette approche ne reflète pas nécessairement le rôle que des femmes actives sur le marché du travail pourrait remplir pour renforcer la résilience de leur communauté.

Après le chômage, la deuxième corrélation entre les besoins locaux et les facteurs de résilience concerne l'**éducation**¹⁹⁶ — une préoccupation considérable pour les femmes et les hommes des communautés, reconnue comme l'un des facteurs

¹⁹⁵ Groupe de discussion avec des acteurs de la société civile, Arafat, Nouakchott

¹⁹⁶ L'éducation, le développement des compétences et l'emploi constituent également l'un des sept domaines d'action identifiés dans le Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent.

les plus déterminants pour la résilience dans les trois pays. L'amélioration de l'éducation dans la région offrirait la perspective notable d'améliorer le niveau de vie de ces communautés. Fournir une éducation de qualité aux jeunes filles est essentiel pour assurer leurs droits et leur bien-être, ainsi que ceux des communautés¹⁹⁷. Pour agir à cet égard, une approche à plusieurs niveaux est nécessaire, en veillant notamment à ce que les écoles proposent une éducation de qualité et à ce que les établissements soient sûrs, accessibles, abordables et dotés d'installations WASH adéquates. Les efforts déployés devraient également cibler la poursuite de la scolarité des filles et la sensibilisation aux effets négatifs des mariages précoces et forcés, qui sont répandus dans les zones cibles et signalés comme la principale forme de violence à l'encontre des femmes et des filles. Le faible niveau de scolarisation et les mariages précoces et forcés créent un environnement difficile qui réduit les chances de stabilité et de bien-être des filles. Par ailleurs, les trois pays affichent des taux de fécondité élevés, ainsi que de mauvais résultats en matière de santé maternelle et infantile. Ces aspects mettent en relief l'importance de l'accès aux soins de santé comme facteur crucial de résilience et comme élément essentiel pour améliorer le bien-être de la population dans son ensemble.

Recommandation

Améliorer la qualité et l'accessibilité de l'éducation en sensibilisant aux effets négatifs des mariages précoces et forcés sur le taux de déscolarisation des filles, en veillant à ce que les établissements scolaires soient sûrs, propres et bien équipés.

Recommandation

Intégrer l'enseignement et la formation professionnels dans les structures d'enseignement pour combler le fossé entre les matières conventionnelles et traditionnelles dispensées par le système éducatif (y compris les écoles coraniques) et favoriser l'accès à l'emploi.

Recommandation

Améliorer l'accès aux services de santé en employant davantage de personnel féminin pour les soins de santé aux femmes, aux mères et aux enfants, et en veillant à ce que les centres de santé soient équipés pour traiter les cas de violences sexuelles.

¹⁹⁷ *Rendre les filles et les communautés autonomes grâce à une éducation de qualité*, UNESCO (2023). Disponible à l'adresse : <https://www.unesco.org/fr/articles/rendre-les-filles-et-les-communautes-autonomes-grace-une-education-de-qualite>

La troisième corrélation significative relie la préoccupation concernant l'insécurité et la violence personnelle à la reconnaissance du besoin des communautés de se sentir en sécurité et protégées. L'amélioration de la sécurité personnelle réduirait considérablement la probabilité que les communautés rejoignent des groupes violents pour se défendre. Les résultats montrent que les acteurs locaux, tels que les autorités locales, disposent d'un grand potentiel d'amélioration de la perception de sécurité grâce à la mobilisation communautaire, d'autant plus que les acteurs étatiques ont généralement été perçus par les personnes interrogées comme ceux qui les protègent des violences. Les auteurs des violences varient cependant selon les régions. En Mauritanie, les violences sont principalement liées aux activités criminelles et au banditisme, souvent perpétrés par des acteurs armés non étatiques autres que les GEV. En revanche, au Mali et au Niger, les principales menaces découlent de groupes extrémistes violents et de milices ethniques, ainsi que de conflits entre agriculteurs et éleveurs, dans le cas du Niger. Selon les personnes interrogées, la violence, l'intimidation et les prêches religieux sont les tactiques utilisées par les GEV pour s'imposer dans les zones cibles de cette étude. Pour contrer cette propagande, les chefs religieux ont indiqué prononcer des sermons offrant une perspective alternative au récit extrémiste. Les figures religieuses féminines jouent également un rôle essentiel dans la prévention de l'extrémisme violent, en particulier en Mauritanie. Les prêcheuses, notamment les mourchidates et les cheikhates en Mauritanie, ainsi que les oustazias au Niger, ont démontré leur capacité à remettre en question les idéologies extrémistes et à promouvoir un discours religieux pacifique et tolérant. Malgré les difficultés rencontrées pour s'imposer en tant qu'autorités religieuses, en particulier dans le cas des oustazias, qui n'ont pas de tribune publique, ces femmes ont réalisé des progrès significatifs dans un environnement dominé par les hommes.

Une observation importante dans les régions analysées, telle que rapportée par les personnes interrogées, est que les GEV ne comblent pas le vide laissé par l'État afin de s'établir. De ce fait, ils ne sont pas perçus comme des pourvoyeurs de services essentiels en matière de santé, d'éducation, de sécurité alimentaire ou de protection de la population.

Recommandation

Repérer les acteurs existants reconnus par les communautés locales comme garants de leur protection et de leur sécurité dans chaque contexte spécifique, et établir des partenariats avec eux. Dans les zones étudiées, il s'agit le plus souvent des autorités locales, qui peuvent être bien équipées pour mettre en œuvre et communiquer des stratégies de prévention au niveau local.

Recommandation

Élaborer des initiatives visant à prévenir, à gérer ou à résoudre les conflits liés à l'accès et à l'utilisation des ressources naturelles. Les données recueillies montrent que, tout particulièrement au Niger, les violences résultant de conflits entre agriculteurs et éleveurs sont l'une des principales menaces pour la sécurité. Toutefois, les personnes interrogées dans les trois pays cibles ont fait état d'une faible participation aux activités de gestion des conflits, ce qui indique qu'il est nécessaire d'investir dans des mécanismes de résolution pacifique des conflits.

Il est également essentiel de s'attaquer aux formes de violence ciblant les femmes et les filles. Les trois formes de violence les plus graves sont les mariages précoces et forcés, les violences sexuelles et les violences familiales. Les violences restreignent les femmes dans leur vie quotidienne et accentuent leur vulnérabilité. Par ricochet, elles limitent leur participation aux activités communautaires et sociales, aux échanges, aux initiatives et parfois au marché du travail, surtout si les femmes ne se sentent pas en sécurité et protégées ou si leur participation les expose à des risques supplémentaires. Cela peut conduire à un cycle de vulnérabilité et d'insécurité déstabilisant davantage encore les ménages et la résilience de la communauté. Dans les zones étudiées, les principaux auteurs de ces types de violence seraient les membres de la famille et les partenaires. D'autres acteurs répertoriés comme commettant des violences sexuelles sont les groupes armés non étatiques, notamment les groupes extrémistes violents, les groupes d'autodéfense et des milices ethniques.

Recommandation

S'attaquer aux discriminations et aux violences et remettre en cause les pratiques néfastes à l'aide de campagnes de sensibilisation communautaires menées par des acteurs locaux. Ces initiatives devraient permettre de remettre en question les nouvelles restrictions imposées par les GEV, ainsi que les normes préexistantes spécifiques aux contextes d'intervention, et qui sont préjudiciables aux femmes et aux filles. Renforcer les capacités des autorités publiques et des acteurs de la société civile pour qu'ils puissent concevoir et mettre en œuvre des projets à même de remettre en question ces normes et pratiques profiterait à l'ensemble de la communauté, en renforçant sa résistance aux récits des GEV, qui compromettent et restreignent l'égalité et les droits des femmes.

Recommandation

Tirer parti des facteurs positifs qui favorisent l'autonomisation des femmes pour lutter contre les pratiques discriminatoires. Par exemple, dans les zones ciblées, certaines personnes interrogées estiment que la **migration** des hommes (qui a conduit les femmes à devenir les principales pourvoyeuses du ménage), la mise en œuvre d'**initiatives d'autonomisation des femmes**, et les progrès **technologiques** peuvent tous contribuer à l'amélioration des rôles de genre positifs.

Enfin, une constatation intéressante est que l'adoption de mécanismes inclusifs permettant la participation aux processus de prise de décision a été mentionné comme l'un des facteurs clés pour renforcer la résilience aux GEV, en particulier au Mali et au Niger. Pour ce faire, il faudra fortement privilégier une approche ascendante et axée sur les personnes dans les démarches de participation communautaire, avec une représentation diversifiée de femmes et d'hommes, de filles et de garçons, ainsi qu'une diversité d'âges et d'origines économiques, sociales, ethniques, géographiques, linguistiques et religieuses. Il s'agira notamment de mettre en place des espaces pour les organisations et les acteurs qui les représentent, tels que les organisations de femmes, de jeunes et de réfugiés, les chefs traditionnels et les organisations et dirigeants confessionnels¹⁹⁸. Avec la mise en place de tels mécanismes et la création d'espaces de consultation, les citoyens auront davantage l'impression de participer aux affaires publiques, ce qui finira par générer des prises de décision plus efficaces et des communautés plus résilientes. Cependant, bien que la participation aux prises de décisions ait été identifiée comme un facteur clé de résilience pour les femmes et les hommes, dans les trois pays, les personnes interrogées ont indiqué que la liberté des femmes et des filles était limitée s'agissant d'assister et de participer à des activités publiques, les hommes dominant généralement les espaces de prise de décision.

Recommandation

Mettre en place des mécanismes inclusifs pour permettre une large participation aux processus décisionnels. Pour ce faire, il est possible de créer des espaces consultatifs inclusifs au niveau local, tels que des conseils consultatifs communautaires et des organes informels de représentation de la communauté.

¹⁹⁸ *United Nations Community Engagement Guidelines on Peacebuilding and Sustaining Peace*, Commission de consolidation de la paix de l'ONU (2020). Disponible à l'adresse : https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/un_community-engagement_guidelines.august_2020.pdf

Recommandation

Promouvoir le droit des femmes à une participation active aux processus décisionnels et aux initiatives de PEV, y compris aux espaces dédiés à la sécurité et à la lutte contre le l'extrémisme violent. L'égalité de participation et de leadership permet aux femmes de devenir des agentes politiques au sein de leur famille, de leur communauté et des institutions de l'État, ce qui leur donne les moyens de diriger les initiatives de prévention.

Adapter les initiatives de PEV sensibles au genre en fonction du contexte local

Les résultats de la recherche montrent que pour être efficaces, les activités de renforcement de la résilience devraient reposer sur une solide compréhension des normes de genre dans chaque contexte. Il est de la plus haute importance d'investir des ressources dans des activités de PEV qui répondent aux besoins des femmes et des hommes, des filles et des garçons au sein des communautés locales, et qui soient fondées sur des analyses approfondies portant sur le genre, le contexte et, le cas échéant, les conflits. L'étude met en évidence une forte demande pour de telles initiatives. Par exemple, au Mali et en Mauritanie, la participation des personnes interrogées aux initiatives de PEV est très faible. Interrogés sur les raisons qui les empêchent de participer à ces activités, près de 50 % des sondés ont expliqué ne pas en avoir été informé, à cause d'une mauvaise communication, comme principale raison de leur non-participation, tandis que 42 % ont déclaré que ces initiatives n'étaient pas disponibles dans leur région. Une communication efficace est essentielle, tout comme l'utilisation de canaux appropriés et la prise en compte des différences de genre, de la situation géographique (urbaine ou rurale), des niveaux de violence et d'insécurité, et de la langue locale. L'étude a révélé que, dans les pays ciblés, les hommes étaient plus facilement accessibles par les réseaux sociaux, suivis par la télévision, tandis que les femmes étaient principalement informées au moyen de la télévision et de la radio.

Lors de la mise en œuvre de ces initiatives, il est également essentiel de tenir compte des différences géographiques, notamment entre les zones urbaines et rurales, ainsi que des facteurs contextuels. Par exemple, au Niger, les espaces de non-mixité sont très nombreux, alors qu'au Mali, ce n'est pas nécessairement le cas. En Mauritanie, les initiatives doivent s'aligner sur les valeurs religieuses et culturelles. Il est également essentiel de définir les horaires et les lieux les plus appropriés pour les femmes et les hommes. Au Mali, par exemple, les constatations montrent que les femmes sont nettement plus touchées que les hommes par le manque de transports et d'infrastructures. Il est donc essentiel de choisir des lieux facilement accessibles.

Cependant, le succès des initiatives de PEV dépend avant tout d'une bonne compréhension de la manière dont les rôles et les normes de genre affectent la mobilité et la liberté des femmes. Dans les régions cibles, les femmes ont généralement la liberté de travailler en dehors de leur foyer, sauf au Niger, mais leur pouvoir de décider de leur propre participation à des activités publiques — c'est-à-dire en dehors du foyer — est plus limité que dans d'autres domaines, comme celui de décider des soins de santé et de l'éducation pour elles-mêmes et pour leurs enfants.

Pour garantir l'égalité des chances en matière de participation des femmes aux initiatives pertinentes, des stratégies efficaces doivent être mises en œuvre. Ces stratégies peuvent consister à s'adresser aux femmes par l'intermédiaire de médias tels que la radio et la télévision pour faire passer des messages, à impliquer les organisations de femmes et les OSC, ou encore à travailler avec les hommes pour les sensibiliser à l'importance de la participation des femmes (ainsi que de la leur) aux initiatives de PEV.

Les OSC, l'État, les organisations internationales (à quelques exceptions près au Niger) et les acteurs traditionnels (surtout en Mauritanie, principalement dans l'Assaba) ont le potentiel de mettre en œuvre ces stratégies avec succès, car les personnes interrogées se sont montrées disposées à participer aux activités mises en œuvre par ces acteurs et désireuses de le faire. À l'inverse, les associations religieuses sont surtout influentes en Mauritanie, même si leur rôle a également été mentionné dans le contexte malien, avec celui des associations de femmes.

Recommandation

Concevoir des interventions et des stratégies de PEV fondées sur une analyse de contexte et de genre. Lors de l'élaboration de stratégies de PEV, il est important de bien comprendre le contexte local, notamment les rôles de genre, les responsabilités traditionnelles attribuées aux femmes et aux hommes, les structures du ménage et les rapports de force, ainsi que l'accès aux ressources. Cette compréhension permettra d'éclairer le rôle des femmes dans l'extrémisme violent et la PEV en s'appuyant sur une analyse contextuelle, plutôt que sur des hypothèses préexistantes.

Recommandation

Réaliser régulièrement des études et des analyses quantitatives et qualitatives ventilées par sexe, âge et contexte (urbain, rural) afin de mener un suivi des besoins et des expériences de tous les membres de la communauté. Ces études fourniront une base de référence qui pourra être élargie par les acteurs concernés en fonction des besoins. Des analyses de contexte et de genre, notamment des analyses de conflit sensibles au genre¹⁹⁹, doivent être utilisées pour adapter les programmes et les projets à chaque groupe et zone cibles.

Recommandation

Améliorer la communication sur les initiatives de PEV. Les constatations montrent qu'une bonne communication est essentielle pour que la communauté participe et soit sensibilisée aux initiatives de PEV existantes. La stratégie de communication devrait exploiter les canaux appropriés tout en tenant compte des différences de genre. Cela implique de sélectionner les outils de communication les plus appropriés en fonction des préférences de genre, telles qu'elles ressortent des résultats de l'étude. En outre, ces considérations devraient s'étendre à des facteurs tels que la localisation (par exemple, en milieu urbain ou rural) et l'utilisation de la langue locale. Une communication efficace doit également reposer sur la consultation de la communauté : en impliquant les femmes et les hommes aux discussions portant sur le sujet et la conception des potentiels programmes et activités, on augmente les chances de leur participation. En outre, les constatations de l'étude indiquent une utilisation croissante des réseaux sociaux, en particulier au Mali. Il convient de noter que les réseaux sociaux peuvent également servir d'outil pour l'autonomisation des femmes. Cependant, il convient de noter que ces espaces en ligne sont souvent exploités par des extrémistes violents. Conformément au Plan d'action du Secrétariat général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent, il est essentiel d'utiliser ces canaux pour amplifier les démarches et les messages de PEV afin d'atteindre tous les membres des communautés.

¹⁹⁹ L'analyse de conflit sensible au genre est l'étude systématique des causes, des structures, des acteurs et de la dynamique des conflits et de la paix en fonction du genre. Il s'agit d'une analyse de conflit dans une optique de genre (DPPA).

Recommandation

Assurer la protection des femmes et des hommes qui participent à des activités de PEV. Les acteurs consultés (organisations, autorités locales et chefs religieux) ont indiqué que les femmes qui s'engagent dans des activités de P/LEV pouvaient être confrontées à des violences et des menaces émanant des GEV. Il est donc essentiel d'assurer la sécurité des participants, en tenant compte du lieu, de l'horaire et du trajet nécessaire pour se rendre et à ces activités et y participer.



Bibliographie

Abdellah, Mounina. *Situation of Mauritanian Women in Terms of Traditional Security*.

NESA Center Women, Peace, and Security.

https://nesa-center.org/dev/wp-content/uploads/2023/04/Mauritania-Mounina_Abdellah_NESA_WPS_E-Book.pdf

Assemblée générale des Nations Unies. *Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent — Rapport du Secrétaire général*, la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, décembre 2015. A/70/674. <https://daccess-ods.un.org/tmp/4874255.35917282.html>

Assemblée générale des Nations Unies ; Conseil de sécurité des Nations Unies. *Les enfants et les conflits armés — Rapport du Secrétaire général*, A/76/871-S/2022/493, juin 2022. <https://daccess-ods.un.org/tmp/8445215.82126617.html>

Assemblée générale des Nations Unies. *Huitième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies*, A/RES/77/298, juillet 2023. <https://daccess-ods.un.org/tmp/3551948.07052612.html>

Bertelsmann Stiftung. *BTI 2022 Country Report — Mauritania*. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung, 2022. https://bti-project.org/fileadmin/api/content/en/downloads/reports/country_report_2022_MRT.pdf

Boukhars, Anouar. *Contrer le terrorisme en Mauritanie*. Centre africain d'études stratégiques, juin 2020. <https://africacenter.org/fr/spotlight/contrer-le-terrorisme-en-mauritanie/>

Boukhars, Anouar ; Pilgram, Carl. *In Disorder, They Thrive: How Rural Distress Fuels Militancy and Banditry in the Central Sahel*. Middle East Institute, mars 2023. <https://www.mei.edu/publications/disorder-they-thrive-how-rural-distress-fuels-militancy-and-banditry-central-sahel>

CAERT. *Preliminary Analysis, Mauritania: Terrorists Prison Attack and Jailbreak*, 2023.

Castillejo, Clare. *Gender inequality and state fragility in the Sahel*, Policy Brief, Frida, no. 204, ISSN: 1989-2667, juin 2015. <https://www.files.ethz.ch/isn/191893/Gender%20inequality%20and%20state%20fragility%20in%20the%20Sahel.pdf>

Centre pour le dialogue humanitaire ; Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). *Conflictualité locale et demande de justice. Ce que disent 800 Sahéliens*. Rapport National Mali, 2016. <https://sahelradical.hypotheses.org/conflictualite-locale-et-demande-de-justice-au-mali>

Centre pour le dialogue humanitaire ; Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). *Instrumentalisation religieuse et économie de l'insécurité au Niger. Ce que disent 800 Sahéliens*. Rapport National Niger, 2016. <https://sahelradical.hypotheses.org/instrumentalisation-religieuse-et-economie-de-linsecurite-au-niger>

Centre pour le dialogue humanitaire ; Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). *Radicalisation et citoyenneté en Mauritanie. Ce que disent 800 Sahéliens*. Rapport National Mauritanie, 2016. <https://sahelradical.hypotheses.org/radicalisation-et-citoyennete-en-mauritanie>

Cetorelli, Valeria ; Wilson, Ben ; Batyra, Ewa ; Coast, Ernestina. *Female Genital Mutilation/Cutting in Mali and Mauritania: Understanding Trends and Evaluating Policies*. *Studies in Family Planning*, 51(1):51-69, mars 2020.

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. *Observations finales concernant le quatrième rapport périodique de la Mauritanie*. Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des

femmes, CEDAW/C/MRT/CO/4, mars 2023.

<https://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?OpenAgent&DS=CEDAW/C/MRT/CO/4&Lang=F>

Conseil de sécurité des Nations Unies. *Résolution 2242, S/RES/2242*, octobre 2015. <https://daccess-ods.un.org/tmp/7780394.55413818.html>

Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF) ; Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE ; ONU Femmes. *La place du genre dans la prévention de l'extrémisme violent et la lutte contre le terrorisme*. Boîte à outils Genre et sécurité, 2019 https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/GSPolicyBrief_PVE%20CVE%20CT_FR%20FINAL_0.pdf

Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT) et International Peace Institute (IPI). *Masculinities and Violent Extremism*, juin 2022. <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2022/06/Masculinitiesand-VE-Web.pdf>

Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT). *Civil Society Perspectives: ISIL in Africa – Key Trends and Developments*, avril 2022. https://www.un.org/securitycouncil/ctc/sites/www.un.org/securitycouncil.ctc/files/files/documents/2022/Apr/cted_civil_society_perspectives_isil_in_africa_april_2022.pdf

Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA). *World Population Prospects*, 2019. https://population.un.org/wpp/publications/files/wpp2019_highlights.pdf

Département d'État des États-Unis, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor. *Niger 2022 Human Rights Report*, Country Reports on Human Rights Practices, 2022. https://www.state.gov/wp-content/uploads/2023/03/415610_NIGER-2022-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf

Diop, Amadou. *La finance informelle en Mauritanie : fondements et évolution récente*. Finance & Bien Commun, vol. 28-29, n° 3, pp. 58-64, 2007. <https://www.cairn.info/revue-finance-et-bien-commun-2007-3-page-58.htm>

Donnelly, Phoebe. RESOLVE Network. *Demystifying Gender Analysis for Research on Violent Extremism*, janvier 2021. https://www.resolvenet.org/system/files/2021-01/RSVE_RVE%20Series_Donnelly_January%202021.pdf

El Béchir, Izidbih Mohamed. *Monographie Régionale de la Wilaya de l'Assaba*. Office National de la Statistique (ONS), Bureau Central du Recensement (BCR), République Islamique de Mauritanie, novembre 2016. <https://ansade.mr/wp-content/uploads/2022/01/Monographie-regionale-de-la-wilaya-de-lAssaba-Fr.pdf>

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). *Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD)*. https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/SWEDD_ENG.pdf

Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA). *Soutenir une éducation sûre dans le Sahel central*, septembre 2020. <https://protectingeducation.org/wp-content/uploads/Central-Sahel-Paper-French.pdf>

Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF). *Bonnes pratiques relatives aux femmes et à la lutte contre l'extrémisme violent*, 2015. <https://www.thegctf.org/Portals/1/Documents/Framework%20Documents/GCTF%20Good%20Practices%20on%20Women%20and%20CVE.pdf?ver=2016-03-29-134644-853>

Gorman, Zoe et Grégory Chauzal. *'Hand in hand': A Study of Insecurity and Gender in Mali*. SIPRI Insights on Peace and Security, no. 2019/6, décembre 2019. <https://www.sipri.org/publications/2019/sipri-insights-peace-andsecurity/hand-hand-study-insecurity-andgender-mali>

Hall, Samuel ; UNICEF. *Analyse rapide de genre – Mali*, août 2021.

Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). *Fact Sheet, Mauritania*, March 2023. <https://data.unhcr.org/en/documents/details/100304>

Institute for Economics and Peace. *Global Terrorism Index, Measuring the Impact of Terrorism*, mars 2023. <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2023/03/GTI-2023-web-170423.pdf>

Institut d'études de sécurité (ISS) ; INTERPOL ; Global Initiative Against Transnational Organized Crime. *Africa Organized Crime Index — Mauritania*. Enhancing Africa's response to transnational organised crime (ENACT), 2021. https://africa.ocindex.net/assets/downloads/2021/ocindex_summary_mauritania.pdf

Institut National de la Statistique (INSTAT) ; Cellule de planification et de statistique Secteur santé-développement social et promotion de la famille (CPS/SS-DS-PF) ; the DHS Program. *Sixième Enquête démographique et de santé au Mali (EDSM-VI)*, février 2019. https://www.instat-mali.org/laravel-filemanager/files/shares/pub/eds6-18-ind-cle_pub.pdf

Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA). *Gender Quota Database — Mauritania*. <https://www.idea.int/data-tools/data/gender-quotas-database/country?country=141>

International Alert. *Si les victimes deviennent bourreaux : Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central*, 2018. <https://www.international-alert.org/fr/publications/si-les-victimes-deviennent-bourreauxfacteurs-contribuant-a-la-vulnerabilite-et-ala-resilience-a-lextremisme-violent-au-sahelcentral/>

Jones-Casey, Kelsey ; Knox, Anna ; Chenitz, Zoey. *Women, Inheritance, and Islam in Mali*,

Focus on Land in Africa, Février 2011. <https://dqs52087pnd5x.cloudfront.net/posters/docs/gatesopenres-186245.pdf>

Kemp, Simon. *Digital 2023: Mali*. Datareportal, février 2023. <https://datareportal.com/reports/digital-2023-mali>

Kleinfeld, Philip. *Sieges, Sanctions, and Soaring Hunger: Mali's Humanitarian Crisis Deepens as Foreign Forces Withdraw*. The New Humanitarian, mars 2022. <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2022/03/21/Mali-crisis-Barkhane-Sieges-sanctions-hunger-Wagner>

La Banque mondiale. *Gender Data Portal — Mali*. <https://genderdata.worldbank.org/countries/mali/>

La Banque mondiale. *Gender Data Portal — Mauritania*. <https://genderdata.worldbank.org/countries/mauritania/>

La Banque mondiale. *Gender Data Portal — Niger*. <https://genderdata.worldbank.org/countries/niger>

Le Masson, Virginie ; Fordham, Maureen ; Fergus, Isobel. *Les filles dans la crise : voix du Sahel*. Plan International, University College London (UCL), FNUAP, juin 2020. https://plan-international.org/uploads/2021/12/adolescent_girls_in_crisis-voices_from_the_sahel_eng_fr_0321.pdf

Lorentzen, Jenny. *Women as 'new security actors' in preventing and countering violent extremism in Mali*, 2021. *International Affairs*, 97: 3, pp. 721–738, mai 2021. <https://academic.oup.com/ia/article/97/3/721/6231889>

Malé, Chata ; Wodon, Quentin. *Basic Profile of Child Marriage in Mauritania*. The Health, Nutrition and Population Knowledge Briefs of the World Bank, mars 2016. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/909451468198012021/pdf/106405-BRI-ADD-SERIES-PUBLIC-HNP-Brief-Mauritania-Profile-CM.pdf>

Martinez, Luis. *Sahel : des populations civiles à l'épreuve d'une insurrection djihadiste*. Le Journal de l'Afrique, mars 2023. <https://lejournaldelafrique.com/sahel-des-populations-civiles-a-lepreuve-dune-insurrection-djihadiste/>

Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille. *Politique nationale genre du Mali (PNG Mali)*. République du Mali, 2011. https://www.prb.org/wp-content/uploads/2020/06/Mali-Politique-Nationale-Genre_2011.pdf

Ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant. *Rapport du Niger sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing +25*. République du Niger, octobre 2019. <https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2020/CSW/64/National-reviews/Niger.pdf>

Ministère des affaires religieuses et du culte. *Document de politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme et son Plan d'action 2018–2020*. République du Mali, décembre 2017. <https://www.maliapd.org/plateforme-gt/wp-content/uploads/2019/01/Politique-nationale-de-lutte-contre-lextremisme-violent-et-le-terrorisme-2017.pdf>

Moderan, Ornella. *Proliferation of Armed Non-State Actors in the Sahel: Evidence of State Failure?* Istituto per gli Studi di Politica Internazionale (ISPI), février 2021. <https://www.ispionline.it/en/publication/proliferation-armed-non-state-actors-sahel-evidence-state-failure-29329>

Moderan, Ornella ; Maïga, Fatoumata ; Boogu/Gayya Project. *Niger: Women's Views on Insecurity in the Tillabéri Region*. Institut d'études de sécurité (ISS), West Africa Network for Peacebuilding (WANEP Niger), novembre 2022. <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/WAR-41-eng-rev.pdf>

Ndung'u, Irene et Mothepa Shadung. *Can a gendered approach improve responses to violent extremism?* Institute for Security

Studies, Africa in the World Report 5, septembre 2017. <https://community-democracies.org/app/uploads/2018/06/aitwr-5-1.pdf>

Office national de la statistique (ONS). *Enquête par grappes à indicateurs multiples MICS5 Mauritanie 2015*, MICS, mars 2017. https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICS5/West%20and%20Central%20Africa/Mauritania/2015/Final/Mauritania%202015%20MICS_French.pdf

ONU Femmes. *Civil Society's Voices on Violent Extremism and Counter-Terrorism Responses, Regional Perspectives from West and Central Africa*, Regional Paper, Women, Peace and Security and Humanitarian Action Section, 2021. <https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2020/Gendered-dimensions-of-violent-extremism-responses-West-and-Central-Africa-en.pdf>

ONU Femmes ; Ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant et l'entité ; Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD). *Profil Genre du Niger*, mars 2017. <https://pnin-niger.org/pnin-doc/web/uploads/documents/136/Doc-20191022-093007.pdf>

ONU Femmes. *L'engagement d'ONU Femmes en Faveur de la Lutte Contre le Terrorisme et de la Prévention de L'extrémisme Violent*, 2019. https://www.unwomen.org/sites/default/files/2022-05/UN-Womens-engagementin-support-of-counter-terrorism-andprevention-of-violent-extremism-fr_0.pdf

ONU Femmes et Monash University. *Gender Equality and Violent Extremism: A Research Agenda for Libya*, novembre 2019. https://arabstates.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20Arab%20States/Attachments/Publications/2020/01/monash_genderequality_violentextremism_paper_art2.pdf

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). *Indicateur Institutions sociales et égalité femmes-hommes (SIGI) — Mali*, 2023. <https://>

www.oecd.org/stories/gender/social-norms-and-gender-discrimination/sigi-dashboard?country=MLI

Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE). *Indicateur Institutions sociales et égalité femmes-hommes (SIGI) — Niger, 2023.*

<https://www.oecd.org/stories/gender/social-norms-and-gender-discrimination/sigi-dashboard?country=NER>

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Women and Men Innovating and Networking for Gender Equality (WIN). *The Linkages Between Violent Misogyny and Violent Extremism and Radicalization that Lead to Terrorism*, Policy Brief, septembre 2022. <https://www.osce.org/files/f/documents/d/c/525297.pdf>

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). *Dynamique de L'extrémisme Violent en Afrique : Écosystèmes conflictuels, écologie politique et propagation du proto-État*, 2022.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). *Sur les Chemins de L'extrémisme en Afrique : Les Voies de Recrutement et de Désengagement*, février 2023. <https://www.undp.org/fr/cote-d-ivoire/publications/sur-les-chemins-de-lextremisme-en-afrique-les-voies-derecruitment-et-de-desengagement>

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). *Prévenir et Lutter Contre L'extrémisme Violent en Afrique : Une Approche Axée sur le Développement*, août 2016. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/afrika/UNDP-PVEupdated2017_FR.pdf

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) Irak. *Between Perpetration and Prevention of Violent Extremism. Accounting for Gender*, octobre 2022. <https://www.undp.org/iraq/publications/between-perpetration-and-prevention-violent-extremism-accountinggender>

Raineri, Luca. *Dogmatisme ou pragmatisme ? Extrémisme violent et genre au Sahel central*. International Alert, 2020. <https://www.international-alert.org/app/uploads/2021/08/Sahel-Violent-Extremism-Gender-FR-2020.pdf>

République du Mali. *Plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 et des résolutions connexes du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'agenda femmes, paix et sécurité au Mali 2019-2023*. [https://www.peacewomen.org/sites/default/files/Mali%20rd%20NAP%20\(2019-2023\)%20-%20French.pdf](https://www.peacewomen.org/sites/default/files/Mali%20rd%20NAP%20(2019-2023)%20-%20French.pdf)

République du Niger Centre National d'Études Stratégiques et de Sécurité (CNESS). *Stratégie Nationale de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent*, octobre 2020. https://www.g5sahel.org/wp-content/uploads/2021/03/SNPREV-Niger_-_versionfinale.pdf

Reuters. *Mauritania Says Three Fugitives Killed After Prison Break*, March 2023. <https://www.reuters.com/world/afrika/mauritania-says-three-fugitives-killed-after-prison-break-2023-03-12/>

Safeguarding Health in Conflict Coalition (SHCC). *Ignoring Red Lines: Violence Against Healthcare in Conflict 2022*. <https://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2023/05/SHCC-Report-Ignoring-Red-Lines.pdf>

Simpson, Chris. *Debunking Mauritania's Islamist Militancy Mythology*, The New Humanitarian, août 2016. <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2016/08/23/debunking-mauritania-s-islamist-militancy-mythology>

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). *Rendre les filles et les communautés autonomes grâce à une éducation de qualité*, mars 2022. <https://www.unesco.org/fr/articles/rendre-les-filles-et-les-communaut-es-autonomes-grace-une-education-de-qualite>

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). *Éducation transformatrice de genre*, décembre 2021. <https://www.unicef.org/media/123671/file/%C3%89DUCATION%20TRANSFORMATRICE%20DE%20GENRE.pdf>

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). *Gender Equality Glossary of Terms and Concepts*, novembre 2017. <https://www.unicef.org/rosa/media/1761/file/Genderglossarytermsandconcepts.pdf>

Le Programme mondial FNUAP-UNICEF visant à mettre fin au mariage d'enfants. *Country Profile 2021. Niger*, 2021. <https://www.unicef.org/media/128371/file/Country-profile-Niger-2021.pdf>

Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI). *De nombreuses mains sur un éléphant : comment améliorer la résilience des communautés face à la radicalisation vers l'extrémisme violent ?*, octobre 2020. https://unicri.it/sites/default/files/2021-01/Mains_FR.pdf

Union Africaine. *Colloque Régional sur la Prévention de la Radicalisation et la Lutte Contre l'Extrémisme Violent au Sahel Nouakchott du 17 au 19 mai 2017*, 2018. <https://www.au-misahel.org/colloque-regional-sur-la-prevention-de-la-radicalisation-et-la-lutte-contre-lextremisme-violent-au-sahel-nouakchott-du-17-au-19-mai-2017-lapproche-mauritanienne-contre-l/>

University of Florida Liberal Arts and Science. *Le Quota des Femmes et la Question de la Représentation — Niger*, Trans-Saharan Elections Project. <https://tsep.africa.ufl.edu/femmes-representation/niger/?lang=fr>

Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). *Mauritania VE and Media. Landscape Assessment, Peace Through Evaluation, Learning, and Adapting (Pela) Activity*, septembre 2019. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00W566.pdf

Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). *Mixed Method Study: Gender Differentiated Drivers of Violent Extremism in Central Sahel. Perceptions of VE Drivers: A Quantitative Analysis*, octobre 2020. <https://www.fhi360.org/sites/default/files/media/documents/resource-perceptions-ve-drivers-quantitative-analysis.pdf>

Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) Centre pour la résilience. *Exploring the connections between poverty, lack of economic opportunity and violent extremism in sub-Saharan Africa*, novembre 2017. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00WQ7X.pdf

Verdecchia, Stefano ; Ntonga Mvondo, Léonard ; Abdel Kader, Issemlou ; Sidi, Mohamed Ahmed. *Cartographie des OSC. ICE — International Consulting Expertise*, avril 2016.

